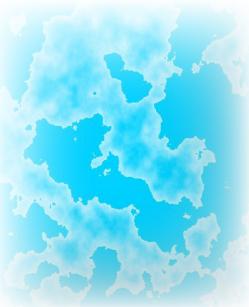
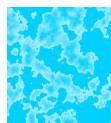


BILAN ÉCONOMIQUE et SOCIAL 2011 du POITOU-CHARENTES





L'Insee remercie les organismes et les personnes qui ont contribué à la réalisation de cette publication :

Banque de France : Dominique Chagneaud, Martine Guérard, Jean-Yves Marmain et Colette Vidal

Conseil Économique Social et Environnemental Régional : Romain Mignot

Direction régionale de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt : Marie-France Marot, Alain Maurand et Boris Simon

Direction régionale des Douanes et Droits indirects : Véronique Besse et Jean-Noël Navarro

Direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi : Marie-France Derbier, Christian Penneret et Hubert Podevin

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement :

Yves Dumont

Direction régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale : Jérôme Cerisier

Observatoire régional des Transports : Stéphane Morançais et Véronique Roy

Oséo : Mame Dieye

Ouest Atlantique : Olivier Coussi

Urssaf : Fabien Berthelot et Guillaume Lièvre

Insee Poitou-Charentes : Jean-François Bigot, Nathalie Cason, Sylvain Chauvineau, Ana-Maria Dick, Nathalie Dupas, Jean-Pierre Ferret, Didier Lampin, Nadège Pradines.

Coordination : Christine Chardon



Sommaire

SYNTHESE	
<i>Une reprise chahutée en 2011</i>	6
Le commerce extérieur	
COMMERCE EXTÉRIEUR	
<i>Des échanges supérieurs aux valeurs d'avant crise.....</i>	14
L'activité des secteurs économiques	
AGRICULTURE	
<i>Une année marquée plus durement par la sécheresse</i>	22
INDUSTRIE	
<i>Tendance globale à l'amélioration mais des capacités de production moins utilisées en fin d'année</i>	28
CONSTRUCTION	
<i>Forte reprise pour le logement collectif.....</i>	34
TRANSPORTS	
<i>Hausse des marchandises et des voyageurs transportés.....</i>	40
TOURISME	
<i>Une saison record en 2011 dans les campings</i>	44
Les conséquences sur le tissu économique	
ENTREPRISES	
<i>Les créations d'auto-entreprises freinent brutalement</i>	52
Les conséquences sur les marchés de l'emploi et du travail	
EMPLOI	
<i>Un début d'année prometteur, une fin d'année délicate.....</i>	60
CHÔMAGE	
<i>Nouvelle dégradation en fin d'année</i>	68
L'incidence sociale	
Bilan SOCIAL	
<i>Les situations précaires perdurent et s'amplifient encore en 2011</i>	78
De mois en mois	
<i>Quelques faits marquants de l'actualité économique</i>	87

Synthèse



Synthèse



Une reprise chahutée en 2011

Le contexte international est chahuté en 2011. Après un début d'année teinté d'un bon espoir de reprise économique, l'activité en France apparaît moins soutenue dès le printemps. La reprise dans un contexte rempli d'incertitudes reste fragile. L'économie picto-charentaise s'inscrit dans cette tendance.

Globalement en 2011, l'économie régionale affiche des créations nettes d'emplois salariés dans le secteur marchand non agricole, mais à un rythme ralenti par rapport à 2010. Son tissu productif moins orienté vers les services marchands pèse sur la reprise de l'emploi.

Le Poitou-Charentes reste encore fortement marqué par la crise car seulement l'équivalent du quart des emplois perdus ont été recréés fin 2011. Les régions proches comme la Bretagne, les Pays de la Loire ou l'Aquitaine connaissent des trajectoires différentes. Elles avaient été moins impactées par la crise et ont recréé entre 55 % et 85 % des emplois perdus.

Après un début d'année prometteur, la reprise en Poitou-Charentes se grippe à partir de l'été. Les créations nettes d'emplois salariés du début d'année laissent place à une fin d'année plus délicate où l'équivalent des deux tiers des emplois recréés en début d'année disparaissent.

La reprise de l'emploi s'interrompt malgré de bonnes performances à l'exportation qui se poursuivent jusqu'à la toute fin d'année. Les produits phares de la région mais aussi les autres se vendent mieux à l'étranger et bénéficient de nouveaux débouchés vers les États-Unis, Singapour et la Chine. Les produits de la culture et de l'élevage s'exportent mieux aussi.

L'industrie régionale affiche de bons résultats en 2011. L'emploi hors intérim augmente. La tendance globale est à l'amélioration mais les capacités de production moins utilisées en fin d'année laissent augurer une légère érosion des effectifs pour 2012.

Le secteur de la construction retrouve du dynamisme surtout dans le logement collectif. Le secteur des transports se porte bien en 2011. La saison estivale a été excellente en matière de fréquentation touristique dans les campings et les hôtels de la région.

Le tissu économique profite de ce dynamisme et hormis les auto-entreprises la création d'entreprises continue d'augmenter.

Cependant, les améliorations en 2011 en matière d'activité économique régionale apparaissent encore insuffisantes sur le plan social. En effet, le taux de chômage régional repart à la hausse en fin d'année et la précarité s'accroît encore.

UN CONTEXTE INTERNATIONAL CHAHUTÉ EN 2011...

Fin 2010, l'activité a ralenti dans les économies avancées. Par contrecoup, un rebond était prévu début 2011.

Ce rebond a été entravé par un début d'année 2011 secoué par un tremblement de terre au Japon, par un choc pétrolier, par un renchérissement des matières premières et par les difficultés des pays émergents à juguler la surchauffe inflationniste. Tous ces facteurs ont été autant de sources de ralentissement, ou d'à-coups, pour l'activité mondiale.

Au printemps 2011, des signaux d'un fléchissement de l'activité sont apparus dans les économies avancées. Celles-ci subissent les conséquences du séisme au Japon et depuis plusieurs mois une hausse des prix des matières premières importées, qui pèse sur les coûts des entreprises et sur le pouvoir d'achat des consommateurs. Le ralentissement tient sans doute également à l'orientation plus restrictive des politiques économiques : lutte contre la surchauffe inflationniste dans les pays émergents ; stratégies de consolidation budgétaire dans les économies avancées.

Au cours de l'été 2011, le climat conjoncturel s'est nettement détérioré dans l'ensemble des économies avancées. Dans la zone euro, un regain d'incertitude est survenu dès le début de l'été, alimenté par la crise des dettes souveraines. La succession de chocs défavorables a pesé sur les anticipations des chefs d'entreprise, et la reprise s'est grippée à l'automne.

Globallement, dans les économies avancées, après deux années de récession et une année de reprise, l'année 2011 est marquée par un net ralentissement. En effet, le PIB a augmenté de 1,3 % en volume en 2011, après avoir augmenté de 2,7 % en 2010.

Face au regain de tensions dans la zone euro à l'automne 2011, la banque centrale européenne a apporté massivement des liquidités au système financier et permis un net apaisement de ces tensions. La détente ainsi observée sur le front des dettes souveraines devrait se répercuter progressivement sur les conditions de financement des agents privés en 2012. La situation conjoncturelle de la zone euro reste morose début 2012. Dans les enquêtes de conjoncture, le climat des affaires européen semble avoir touché un point bas fin 2011 ; mais sa progression est lente début 2012, et il se situe toujours à la limite du seuil d'expansion de l'activité. L'activité resterait donc encore terne début 2012.

... ET UNE REPRISE DE LA CROISSANCE FRANÇAISE QUI RESTE FRAGILE

En France, comme dans les pays avancés, l'année 2011 est chahutée. Le début d'année a été prometteur (+0,9 % du PIB au 1^{er} trimestre) mais dès le 2^e trimestre l'activité est apparue moins soutenue (+0,0 % du PIB au 2^e trimestre). La croissance est repartie ensuite mais à un rythme ralenti (+0,3 % au 3^e et +0,1 % au dernier trimestre). En ce qui concerne l'emploi salarié, l'année commence sur des créations nettes d'emplois salariés dans le secteur marchand non agricole puis se termine sur des pertes nettes. Environ les deux tiers des emplois créés début 2011 disparaît dans la 2^e partie de l'année.

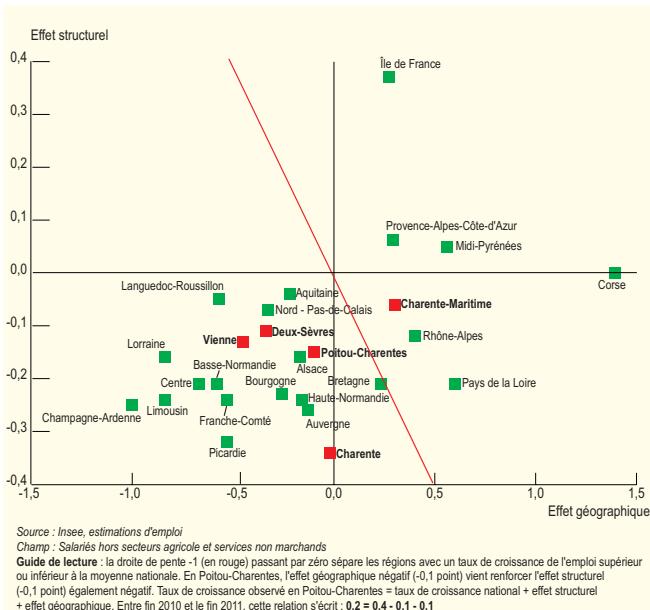
En 2011, en moyenne sur l'année, le PIB a augmenté de 1,7 % en France, après +1,4 % en 2010. La demande intérieure finale hors stocks et les stocks sont les moteurs de la croissance en 2011, le commerce extérieur ayant globalement peu varié. Plus précisément, sur l'année, la demande intérieure finale hors stocks a contribué pour +1,0 point à la croissance du PIB, les variations de stocks pour +0,8 point et le solde extérieur pour -0,1 point. Cette reprise de la croissance en France permet à l'emploi salarié du secteur marchand non agricole de globalement progresser en 2011 (+0,4 %).

L'ÉCONOMIE PICTO-CHARENTAISE CRÉÉE DES EMPLOIS À UN RYTHME RALENTI...

Le Poitou-Charentes suit la tendance nationale et enregistre globalement des créations nettes d'emplois salariés dans le secteur principalement marchand en 2011. En effet, entre fin 2010 et fin 2011, le nombre d'emplois a progressé de 0,2 % en Poitou-Charentes (*tableau 1*). Si, dans chacun de ses secteurs d'activité, l'emploi picto-charentais avait évolué dans les mêmes proportions qu'au niveau national (France métropolitaine), l'emploi aurait crû de 0,3 % en Poitou-Charentes. Le Poitou-Charentes souffre donc d'un léger effet structurel négatif auquel s'ajoute un léger effet géographique négatif (*graphique 1*).

Synthèse

Évolution de l'emploi salarié marchand entre fin 2010 et fin 2011
(analyse structurelle et géographique selon le secteur d'activité en A17)
(graphique 1)



L'effet structurel négatif observé entre 2010 et 2011 est récurrent. Situation de crise ou non, la structure par secteur d'activité fait que la croissance annuelle de l'emploi dans la région devrait être inférieure d'environ 0,1 point à celle observée au niveau national.

La situation diffère selon les départements. La Charente-Maritime est le seul département de la région qui crée davantage d'emplois qu'en France métropolitaine (+0,7 % contre +0,4 %).

... AVEC UN TISSU PRODUCTIF MOINS ORIENTÉ VERS LES SERVICES MARCHANDS

En fait, le tissu productif régional est globalement positionné sur des secteurs moins dynamiques en matière de création d'emplois. C'est ainsi que le secteur des services marchands, véritable moteur de croissance de l'emploi au niveau national en période faste, et secteur qui a le mieux résisté à la crise, est sous-représenté dans la région. Sa part y est inférieure de 2 points par rapport aux autres régions de Province, et de 7 points par rapport à la France métropolitaine. Ce secteur peine à se développer dans la région. En 2011, le nombre d'emplois a peu évolué (+0,1 % contre +0,7 % au niveau national). Et entre 2002 et 2011, la hausse de l'emploi dans ce secteur est aussi en retrait puisqu'elle atteint 8 % dans la région contre 10 % en France métropolitaine.

LE POITOU-CHARENTES RESTE ENCORE PLUS MARQUÉ PAR LA CRISE QUE SES VOISINS DE L'ARC ATLANTIQUE

Entre début 2008 et fin 2009, le Poitou-Charentes avait été l'une des régions les plus impactées par la crise, avec une plus forte baisse de l'emploi dans les secteurs de la construction et du commerce. Mais, avant la crise, la croissance de l'emploi en Poitou-Charentes était supérieure à la moyenne nationale entre 2002 et 2007.

La croissance de l'emploi est de retour depuis fin 2009 mais reste insuffisante au regard des pertes d'emplois enregistrées pendant la crise. En effet, au niveau national, 40 % des emplois perdus durant la crise ont été recréés entre fin 2009 et fin 2011. Dans la région, la situation est différente, seul l'équivalent de 26 % des emplois perdus a été recréé. Par ailleurs, la crise a détruit plus d'emplois qu'il n'en avait été créé sur toute la période de 2002 à 2007. Les régions proches comme la Bretagne, les Pays de la Loire ou l'Aquitaine ont connu des trajectoires différentes. Elles ont été moins impactées par la crise. Dans ces régions, l'emploi n'a baissé qu'entre 2 et 3 % durant la crise contre 5 % en Poitou-Charentes. Et surtout, elles ont regagné entre 55 % et 85 % de l'emploi perdu fin 2011.

LA REPRISE DE L'EMPLOI SE GRIPPE EN COURS D'ANNÉE...

Le début d'année prometteur est contrebalancé par une fin d'année délicate. En effet, le début d'année est marqué par une accélération des gains d'emplois salariés du secteur marchand non agricole par rapport à la fin d'année 2010. Mais au cours de l'été la tendance s'inverse et, dans la région, comme au niveau national, sur la fin de l'année, des pertes nettes d'emplois sont enregistrées. L'année 2011 se clôture néanmoins sur un solde positif de 800 emplois par rapport à fin 2010.

En fait, 2 500 emplois ont été créés au cours du premier semestre et 1 700 emplois ont été perdus au second semestre. L'industrie avec un solde net de 600 emplois hors intérim est le secteur qui contribue le plus positivement en 2011. A contrario la construction apparaît plus en difficulté avec une perte nette de 250 emplois hors intérim.

Quant à l'intérim, très sensible aux fluctuations conjoncturelles, il traverse difficilement l'année 2011 avec environ 1 000 emplois perdus.

Dans la région, en Charente-Maritime, l'emploi progresse de 0,7 %, soit 800 nouveaux emplois. Le commerce et les services expliquent en grande partie cette hausse. Dans les trois autres départements, l'emploi a peu évolué en 2011. Dans tous les départements, l'année 2011 se clôture sur un ralentissement des créations voire sur une baisse de l'emploi.

... MALGRÉ DE MEILLEURES PERFORMANCES À L'EXPORTATION

La reprise de l'emploi se grippe en cours d'année malgré de meilleures performances à l'exportation. En effet, les échanges commerciaux de la région en 2011 sont supérieurs aux valeurs d'avant crise. La plupart des secteurs d'activité bénéficient de la reprise du commerce mondial. Les exportations progressent à un rythme plus rapide qu'au niveau national. Cette reprise est confirmée aussi aux troisième et quatrième trimestres 2011, où les exportations régionales affichent une hausse de 24% par rapport à la même période de l'année précédente.

Les États-Unis, Singapour et la Chine offrent des débouchés croissants en 2011 pour les produits régionaux. Les produits phares de la région mais aussi les autres produits se vendent mieux à l'étranger. Les produits chimiques en particulier bénéficient de nouveaux débouchés vers la Chine.

LES PRODUITS DE L'AGRICULTURE S'EXPORTENT DAVANTAGE MALGRÉ LA SÈCHERESSE PRINTANIÈRE EXCEPTIONNELLE

L'année 2011 dans l'agriculture régionale est marquée par une sécheresse printanière exceptionnelle avec, pour conséquence, de fortes pertes de rendements sur les cultures d'hiver. La récolte printanière des fourrages et des prairies a été sinistrée. Et cette situation a entraîné une forte augmentation des abattages des animaux en avril et en mai. Les effets de cette sécheresse dans la région sont néanmoins atténus par des prix élevés et des exportations très dynamiques puisque le port de La Pallice enregistre une hausse de 17 % des exportations de blé tendre et de 63 % pour le blé dur. En valeur, les exportations de la sphère agricole dans son ensemble augmentent de 42 %. Cette forte hausse s'inscrit aussi dans un contexte de hausse des cours.

Au niveau national, les prix des grandes cultures ont atteint des prix très élevés en 2011 mais très volatils, à l'image de l'incertitude qui règne sur les marchés. Des événements comme ceux du printemps arabe ont

contribué à déstabiliser le marché. Jusqu'en juillet 2011, les prix se sont néanmoins maintenus à des niveaux très élevés. La baisse des cours céréaliers et oléagineux n'est intervenue qu'à partir de septembre.

DANS L'INDUSTRIE, UNE TENDANCE GLOBALE À L'AMÉLIORATION MAIS DES CAPACITÉS DE PRODUCTION MOINS UTILISÉES EN FIN D'ANNÉE

En 2011, en Poitou-Charentes, la situation dans l'industrie s'améliore quelque peu. Que ce soit en matière d'investissements, de chiffres d'affaires et d'exportations, les indicateurs se redressent mais de manière hétérogène. Le secteur industriel régional a beaucoup souffert depuis 2009. Les chiffres d'affaires, les exportations, les investissements et l'emploi s'étaient écroulés. Une amélioration s'était dessinée en 2010. L'année 2011 confirme cette tendance : l'accroissement des exportations a un effet moteur sur les chiffres d'affaires qui retrouvent un niveau jamais égalé depuis près de 8 ans. Les investissements se redressent et l'emploi salarié hors intérim connaît une légère amélioration de 0,7 %. Une légère érosion des effectifs est cependant annoncée pour 2012 en lien avec des capacités de production un peu moins utilisées en fin d'année 2011 qui traduisent un ralentissement de l'activité.

DANS LA CONSTRUCTION, L'EMPLOI DIMINUE MÊME SI LA DEMANDE DE LOGEMENT COLLECTIF SE REDRESSE

Le secteur de la construction affiche une hausse de la production, une hausse des demandes de logements résidentiels et surtout des logements collectifs. Ces signaux positifs n'ont cependant pas débouché sur des créations nettes d'emplois hors intérim dans ce secteur. L'emploi recule dans la région à un rythme proche de celui observé au niveau national.

Près de 15 500 logements ont été autorisés en Poitou-Charentes au cours de l'année 2011. L'augmentation est importante par rapport à 2010 (+14,8 %) et fait suite à une augmentation encore plus forte enregistrée en 2010 par rapport à 2009. La reprise depuis deux ans est donc sensible, mais le niveau des autorisations reste inférieur à celui enregistré lors du boom de la construction des années 2005-2008.

La Vienne et la Charente-Maritime sont les plus dynamiques en 2011 grâce aux autorisations dans le logement collectif.

Synthèse



En 2011, selon les professionnels du secteur du bâtiment et des travaux publics, la situation s'est améliorée par rapport à 2010. La production se redresse depuis 2009 et les investissements redémarrent en 2011.

Dans le sous-secteur du bâtiment, les professionnels constatent une reprise de l'activité tant dans le gros œuvre que dans le second œuvre. La hausse de la production est néanmoins un peu plus marquée dans le second œuvre (+4,7 %) que dans le gros œuvre (+2,5 %).

LE TRANSPORT DE MARCHANDISES ET DE VOYAGEURS SE PORTE BIEN

Le transport régional de marchandises se maintient en 2011. Les chiffres d'affaires du transport routier sont en hausse. La situation financière des transporteurs routiers s'améliore mais reste néanmoins encore fragile. Le trafic portuaire se maintient à un niveau élevé. Le port de La Rochelle se classe devant celui de Bordeaux mais loin derrière celui de Nantes Saint Nazaire. Le transport ferroviaire est dynamique. Du côté de la mobilité des individus, le transport collectif se développe également.

UNE SAISON ESTIVALE RECORD DANS LES CAMPINGS

Les campings du Poitou-Charentes ont connu un record de fréquentation durant la saison 2011, avec plus 7 250 000 nuitées enregistrées, constituant le meilleur score depuis 1999. La hausse est particulièrement sensible en Charente-Maritime et surtout dans l'île de Ré. Dans cette zone, il s'agit en partie d'un retour de la clientèle après le passage de la tempête Xynthia en 2010.

Dans l'hôtellerie du Poitou-Charentes, pour la première fois depuis 2007, elle enregistre une hausse de sa fréquentation en 2011, grâce à la clientèle française. Ce rebond concerne surtout la Charente-Maritime et son littoral, particulièrement les deux grandes îles.

LA CRÉATION D'ENTREPRISES (HORS AUTO-ENTREPRISES) TOUJOURS EN HAUSSE MALGRÉ UNE RÉDUCTION DES AUTOS-ENTREPRISES.

En Poitou-Charentes, 12 041 entreprises (y compris auto-entreprises) ont été créées en 2011. Le nombre de créations d'entreprises a diminué de 13,8 % en un an. Comme en 2010, cette baisse est exclusivement due à la réduction des créations d'auto-entreprises. À titre de comparaison, en France, les créations d'entreprises ont baissé de 11,6 %. Seules deux régions connaissent une hausse : la Guadeloupe et la Guyane.

Hors auto-entrepreneurs, les créations d'entreprises sont en hausse de 5,3 % en Poitou-Charentes. Si la région avait connu les mêmes évolutions par secteur d'activité qu'au niveau national, son nombre de créations hors auto-entrepreneurs aurait baissé de 3 %. Le Poitou-Charentes se place au 2^e rang des régions françaises derrière la Guyane. Seules sept régions ont une évolution positive des créations d'entreprises «classiques» (Guyane, Poitou-Charentes, Centre, Haute-Normandie, Basse-Normandie, Martinique et Corse).

Toutefois la situation est contrastée sur le territoire régional. En Charente-Maritime la hausse est de 17,2 %, en Charente de 5,3 %. En revanche, dans la Vienne la baisse est de 8,3 % et dans les Deux-Sèvres de 10,3 %. Dans les activités immobilières et financières, les créations résistent. Les autres secteurs souffrent toujours de la crise.

DANS CE CONTEXTE CHAHUTÉ, LE CHÔMAGE REPART À LA HAUSSE EN FIN D'ANNÉE

Le taux de chômage picto-charentais atteint 9,0 % en fin d'année. L'année 2011 a démarré avec une baisse du chômage régional mais la situation s'est assombrie en milieu d'année avec un taux réorienté à la hausse à partir de l'été. Le halo du chômage enflé en 2011 par rapport à 2010 dans la région comme au niveau national. En effet, les demandeurs d'emploi continuent d'affluer à Pôle emploi. Dans la région, plus de 115 000 demandeurs sont inscrits en catégorie ABC. La situation se dégrade plus particulièrement pour les seniors. Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus dépasse désormais largement celui des jeunes de moins de 25 ans.

L'année 2011 se termine avec une situation plus dégradée en Charente avec un taux de chômage qui grimpe à 9,9 %. En revanche l'année est plus clément en Charente-Maritime : le taux de chômage baisse de 0,2 point et atteint 10,0 % en fin d'année.

... ET LA PRÉCARITÉ AUGMENTE DANS LA RÉGION

Le nombre d'allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA) augmente encore en 2011, après la hausse très importante en 2010.

Les dossiers de surendettement déposés à la Banque de France augmentent aussi, après avoir juste marqué une pause en 2010. Dans la région, le nombre de dossiers est en hausse de 9,0 %. Cette hausse est un peu plus forte qu'au niveau national (+7,5 %).

Principaux indicateurs (tableau 1)

	Poitou-Charentes		France métropolitaine
	Nombre en 2011	Évolution 2010-2011 (en %)	Évolution 2010-2011 (en %)
Emploi - chômage - insertion			
Effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles (<i>données provisoires</i>)	371 722	+0,2	+0,4
<i>Industrie (hors intérimaires)</i>	93 048	+0,7	-0,1
<i>Construction (hors intérimaires)</i>	39 918	-0,7	-0,8
<i>Commerce (hors intérimaires)</i>	78 505	+0,3	+0,7
<i>Services (y compris tous les salariés intérimaires)</i>	160 251	+0,1	+0,7
Taux de chômage au 4 ^e trimestre ⁽¹⁾	9,0 %	+0,1 pt	+0,1 pt
Demandeurs d'emploi, disponibles et sans emploi (catégorie A)	115 613	+4,1	+5,5
Dossiers de surendettement	6 634	+9,0	+7,5
Allocataires du RSA socle	39 499	+2,9	+2,9
Activité des secteurs			
Exportations en euros courants (<i>millions d'euros</i>)	6 793	+21	+8,6
Exportations de boissons	1 743	+3,3	
Exportations de produits de la culture et de l'élevage	989	+42,5	
Logements autorisés (maisons individuelles, appartements)	15 437	+14,8	+17,9
<i>Maisons individuelles</i>	11 319	+11,6	+5,4
<i>Appartements</i>	3 439	+76,7	+37,3
Tourisme : nuitées hôtelières	4 548 148	+4,2	
Tourisme : nuitées en camping ⁽²⁾	6 899 862	+5,9	
Entreprises			
Créations y compris auto-entrepreneurs	12 041	-13,8	-11,6
Créations hors auto-entrepreneurs	5 996	+5,3	-1,3

Sources : Insee, Direccte, ARS, Caf, MSA, CPAM, RSI, Unédic, Douanes, Draaf, DREAL, ORT, Banque de France

(1) Évolution 4^e trimestre 2010 - 4^e trimestre 2011, calculée en points de pourcentage

(2) Du 1^{er} mai au 30 septembre

Données Banque de France sur le chiffre d'affaires et l'investissement

Les tendances sont déterminées à partir de l'analyse des données estimées, collectées directement auprès d'un panel représentatif d'entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à 750 K€ de la région Poitou-Charentes en janvier 2012 (source ERFAR : enquête rapide de fin d'année - régionale).

Dans la région, les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à 750 K€ couvrent 74 % de l'emploi salarié, 89 % des chiffres d'affaires et 71 % de la valeur ajoutée hors taxe.

Données Douanes sur les exportations et les importations

Les chiffres des exportations et des importations proviennent de l'exploitation des informations collectées sur la base des déclarations d'échanges de biens (DEB) intracommunautaires pour les échanges avec les 26 autres Etats membres de l'Union européenne et des déclarations en douane (DAU) pour les échanges avec les autres pays. À l'exportation, c'est le département de départ réel des marchandises qui est mentionné, soit le lieu initial à partir duquel les marchandises sont exportées et non pas le département du siège social de l'entreprise qui exporte. De même, à l'importation, le département de destination réelle des marchandises importées est indiqué. Une exception concerne les produits pétroliers, où dans ce cas, c'est le département de sortie ou d'arrivée des marchandises qui est indiqué.

Le commerce extérieur

Commerce extérieur

Commerce extérieur



Des échanges supérieurs aux valeurs d'avant crise

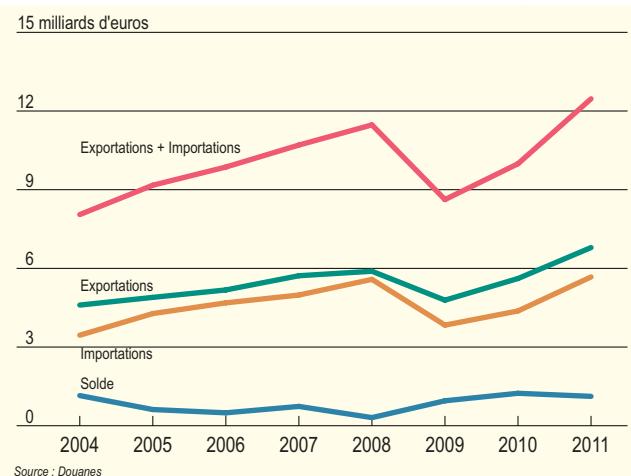
Les échanges commerciaux de la région en 2011 sont supérieurs aux valeurs d'avant crise. La plupart des secteurs d'activité bénéficiaient de la reprise du commerce mondial. Les exportations progressent à un rythme plus rapide qu'au niveau national. Les États-Unis, Singapour et la Chine offrent des débouchés croissants en 2011 pour les produits régionaux. Les produits phares de la région mais aussi les autres produits se vendent mieux à l'étranger. Les produits chimiques en particulier bénéficient de nouveaux débouchés vers la Chine.

En 2011, le total des échanges de la région Poitou-Charentes représente 12,5 milliards d'euros (Md€), soit une hausse de 25 % par rapport à 2010 (10 Md€), largement supérieure à la tendance nationale. Cette évolution permet à la région de retrouver sa dynamique de croissance interrompue en 2009, et de dépasser ses niveaux d'échanges extérieurs de 2008 (11,5 Md€) (*graphique 1*).

À de rares exceptions près, tous les secteurs d'activité profitent de la reprise du commerce mondial. Cette reprise est perçue aussi aux troisième et quatrième trimestres 2011, où les exportations affichent une hausse de 24 % par rapport à la même période de l'année précédente. Les résultats sont un peu moins favorables pour les exportations régionales sur un an (+21 %) que pour ses importations (+30 %).

Ces résultats encourageants sont à nuancer puisque les exportations régionales ne représentent que 1,6 % du total des exportations nationales et les importations, 1,1 %, alors que le poids économique de la région est plus près des 2,5 % en matière de PIB. Il reste donc une marge de progrès appréciable, notamment pour les ventes à l'étranger.

Le commerce extérieur en Poitou-Charentes (*graphique 1*)



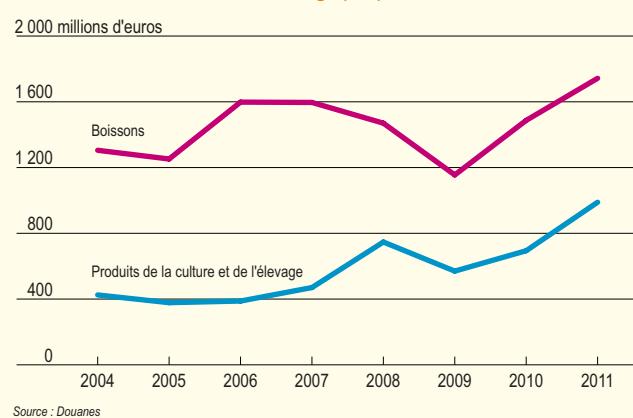
REPRISE DES EXPORTATIONS RELATIVEMENT PLUS FORTE QU'AU NIVEAU NATIONAL

Les exportations ont atteint 6,8 Md€ en 2011 (contre 5,6 Md€ en 2010), soit une hausse de 21 % (*tableau 1*). Pour les ventes à l'étranger, la région Poitou-Charentes reste au 18^e rang des régions exportatrices françaises, devant la Corse, le Limousin, le Languedoc-Roussillon et la Basse-Normandie, à égalité avec l'Auvergne.

LE SECTEUR DES BOISSONS ET DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE TOUJOURS EN TÊTE

Au niveau régional le secteur des alcools (essentiellement le cognac) demeure le principal vecteur d'exportation, représentant à lui seul 25,6 % des exportations, avec 1,7 Md€. À noter que le secteur du cognac a réalisé en 2011, 98 % de son chiffre d'affaire à l'exportation. Après les boissons, les produits de la culture et de l'élevage sont les plus exportés. Ils représentent 14,6 % des exportations régionales pour un montant de 989 millions d'euros. Les ventes à l'étranger des boissons progressent de 17,2 % en 2011 et celles des produits de la culture et de l'élevage grimpent de 42,5 % (*graphique 2*).

**Évolution des principales exportations régionales
(en valeur) (graphique 2)**



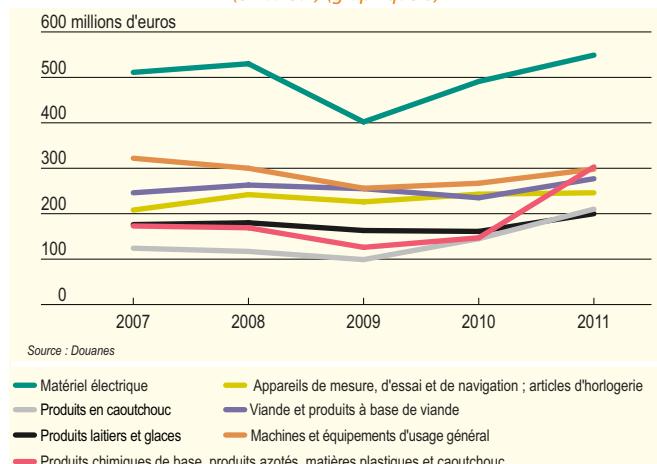
LES EXPORTATIONS DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

Au sein de la filière industrielle, le matériel électrique est le produit le plus exporté. En 2011, ses exportations augmentent de 11,8 %. En valeur, les exportations progressent de 491 millions d'euros en 2010 à 549 millions d'euros en 2011 (*graphique 3*).

Parmi les produits qui ont progressé à l'exportation, il faut citer la progression exponentielle des produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique. Ils passent du 10^e rang en 2010 au 4^e rang en 2011 des exportations régionales, avec une très forte progression en valeur (+106 %).

Quant aux autres secteurs de l'industrie qui exportent le plus, ils ont tous progressé en valeur, bien que faiblement pour les appareils de mesure, d'essai et de navigation et articles d'horlogerie. Ils sont passés de 243 millions d'euros en 2010 à 246 millions d'euros en 2011. Parmi les autres produits industriels, il convient de noter également la bonne performance de la filière pâte à papier/carton. À l'opposé, on remarque la stabilité des exportations d'articles en bois qui ne parviennent pas à retrouver leur niveau d'il y a trois ans. Il en est de même pour les navires et bateaux.

**Évolution des autres exportations de la région
(en valeur) (graphique 3)**



Le commerce extérieur par département (tableau 1)

	Exportations		Importations		Total des échanges		Solde des échanges	
	2011 (en millions d'euros)	Évolution 2011/2010 (en %)	2011 (en millions d'euros)	Évolution 2011/2010 (en %)	2011 (en millions d'euros)	Évolution 2011/2010 (en %)	2011 (en millions d'euros)	rappel 2010 (en millions d'euros)
Charente	2 525	+14,0	960	+29,4	3 485	+17,9	+1 565	+1 472
Charente-Maritime	1 946	+44,3	2 826	+33,9	4 772	+38,0	-880	-761
Deux-Sèvres	1 000	+16,0	819	+23,7	1 819	+19,4	+181	+200
Vienne	1 322	+11,4	1 068	+23,8	2 390	+16,6	+254	+324
Poitou-Charentes	6 793	+21,0	5 673	+29,6	12 466	+24,8	+1 120	+1 235
France	428 802	+8,6	498 394	+11,7	927 196	+10,2	-69 592	-51 527

Source : Douanes

Commerce extérieur

DES EXPORTATIONS TOURNÉES PRINCIPALEMENT VERS L'UE MAIS PLUS DIVERSIFIÉES GÉOGRAPHIQUEMENT QU'AU NIVEAU NATIONAL

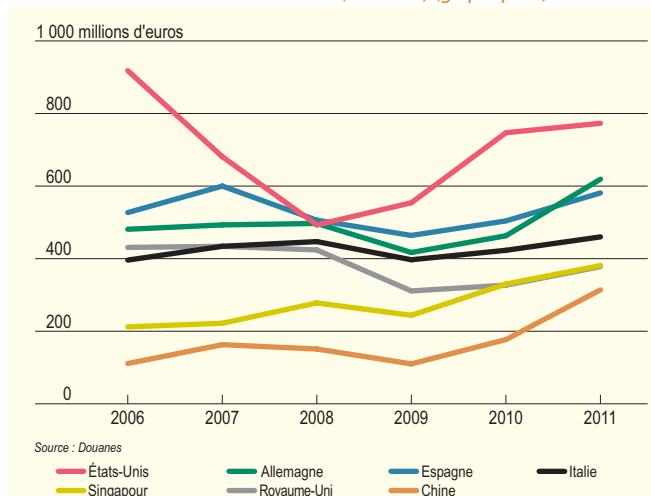
L'Union Européenne reste le grand partenaire de la région, avec 45 % de l'ensemble des exportations, l'Allemagne étant en tête. Mais cette proportion tend à se réduire en 2011. À titre de comparaison, la part était de 55 % en 2010, 52 % en 2009 et 54 % en 2008. Elle est nettement moins forte qu'au niveau national où elle atteint 61 % en 2011 et 61 % en 2010.

Hors Europe, les principaux clients du Poitou-Charentes vers qui les ventes progressent en 2011, sont les États-Unis (+3,5 % en 2011), Singapour (+15,5 %) et la Chine (+77,4 %).

Trois pays du Maghreb font partie des douze premiers clients (Algérie, Maroc, Tunisie) dont les achats sont en augmentation. De même, la Côte d'Ivoire (16^e) et le Sénégal (17^e) progressent également (25 %). De ce fait, la zone Afrique progresse et représente maintenant 15 % des ventes, contre 13 % en 2010.

En termes de classement des pays, le premier client de la région Poitou-Charentes reste les États-Unis (acheteur de boissons, produits de la construction aéronautique, de bois, de produits chimiques et de matériels électriques), suivi par Singapour et la Chine (boissons & produits laitiers), l'Allemagne, le Royaume Uni, l'Italie et l'Espagne (machines outils, matériels électriques, équipements pour automobiles, boissons, appareils de mesure, articles d'habillement, produits laitiers, produits chimiques et viandes) (graphique 4). Dans les produits de l'agriculture et de l'élevage, l'Algérie, la Côte d'Ivoire et le Sénégal représentent un total de 40,4 % des exportations régionales.

Les exportations du Poitou-Charentes selon la destination (en valeur) (graphique 4)



REPRISE DES IMPORTATIONS AU-DESSUS DE L'ÉVOLUTION NATIONALE

Les importations de la région y compris le pétrole, qui totalisent 5,6 Md€ en 2011, enregistrent une augmentation de 30 % par rapport à 2010 (4,3 Md€), largement au dessus de la tendance nationale (+11,7 %). Leur niveau reste toutefois au-dessous de celui de 2008.

À noter que les importations en valeur de la région hors pétrole enregistrent une hausse relative encore plus importante en 2011 (+33 %) (graphique 5).

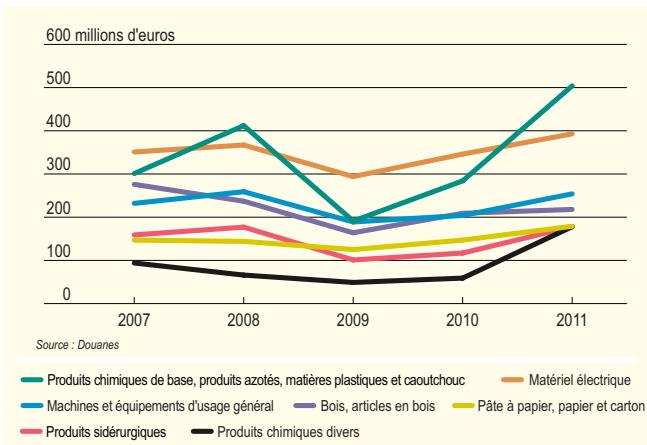
Exportations hors boissons, importations hors pétrole (en valeur) (graphique 5)



En termes d'importations, le Poitou-Charentes figure au 19^e rang des régions françaises avec 1,1 % du total national, comme en 2010 et en 2009, derrière l'Auvergne et devant la Basse-Normandie.

Tous les produits d'importation connaissent des hausses significatives en 2011, notamment le premier d'entre eux, les produits pétroliers raffinés et coke qui représentent 24,5 % des approvisionnements extérieurs de la région, dû à l'augmentation du prix des matières premières sur le marché international. Les produits chimiques de base, produits azotés, matières plastiques et caoutchouc synthétique passent du 3^e rang en 2010 au 2^e rang en 2011 des importations régionales avec une forte progression en valeur (+77,2 %) et atteignant 36,7 % en parts de marché. Les produits chimiques divers remontent du 18^e rang en 2010 au 7^e rang en 2011, gagnant en valeur (+200,6 %) et en parts de marché (+132 %) (graphique 6).

Principales importations en Poitou-Charentes hors pétrole (en valeur) (graphique 6)



HORMIS LA CHINE ET LA RUSSIE, LES IMPORTATIONS PROVIENNENT PRINCIPALEMENT DE L'UE

Les pays de l'Union européenne sont les principaux fournisseurs de la région Poitou-Charentes. Ils représentent 54 % des importations régionales avec l'Allemagne en chef de file. Mais cette zone enregistre une hausse modérée de 3,5 % par rapport à 2010 au sein des importations régionales. À noter que la dépendance de la région à l'égard de l'Union Européenne est moins forte qu'au niveau national (61 %).

Au niveau des zones tiers à l'importation, les fournisseurs par zone géographique les plus importants sont l'Asie (35,4 % des achats) devant l'Europe hors UE (24,3 % des achats) et l'Amérique (22,2 % des achats) qui prend la place de l'Afrique en 2011.

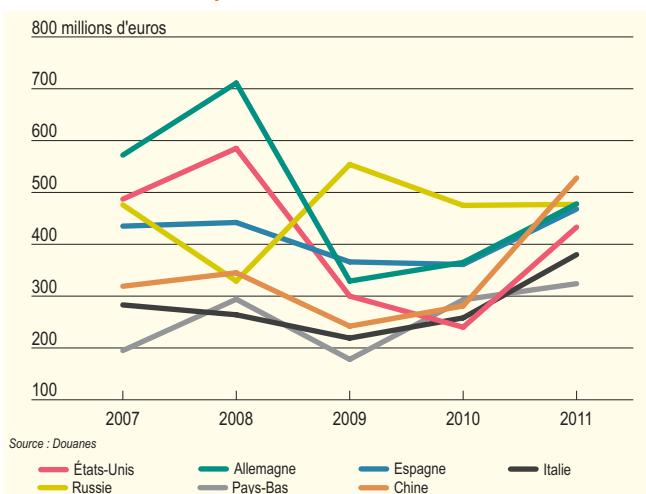
FORTE HAUSSE DES IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE CHINE

La Chine avec 528 millions d'euros prend la première place au sein des fournisseurs régionaux, avec une augmentation de ses ventes en valeur sur l'année de 87,9 %, portée par le secteur des produits chimiques. La Chine se retrouve en tête devant l'Allemagne et la Russie au détriment de cette dernière qui a connu une très faible progression de 0,4 % en 2011 (graphique 7).

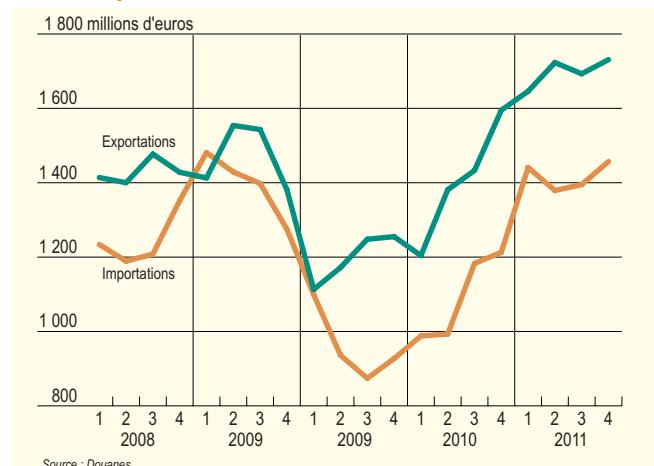
LA POURSUITE D'UN SOLDE DES ÉCHANGES GLOBALEMENT POSITIF

Comme en 2010, le solde commercial de la région a dépassé le milliard d'euros (1,12 Md€), plaçant le Poitou-Charentes en 5^e position par rapport aux autres régions françaises pour le montant du solde. Ce surplus, tiré par les exportations agricoles et agroalimentaires, s'est légèrement réduit par rapport à 2010 (1,26 Md€) du fait de la vigueur des importations à usage industriel (graphique 8).

Les importations régionales selon leur provenance (en valeur) (graphique 7)



Évolution trimestrielle des exportations et importations entre 2008 et 2011 (graphique 8)



Commerce extérieur



POUR EN SAVOIR PLUS : LES CHIFFRES D'AFFAIRES DES ENTREPRISES RÉGIONALES À L'EXPORTATION

Dans la région, en 2011, un peu plus de 2 000 entreprises dont le siège social est situé sur le territoire ont expédié pour plus de 4,5 milliards de marchandises en 2011 (*tableau 1*). En fait, 10 % des entreprises exportatrices régionales exportent chacune pour plus de 2 millions d'euros et couvrent 93 % des montants exportés par les entreprises picto-charentaises. Elles sont 10 % à exporter moins de 500 000 euros de marchandises, la plus grande majorité (80 %) exportant entre 500 000 et 2 000 000 d'euros de marchandises.

Le montant des chiffres d'affaires à l'exportation des entreprises régionales dans leur ensemble est en hausse de 10 % en 2011 par rapport à 2010. La hausse atteint même 11 % pour les entreprises qui affichent des montants à l'exportation supérieurs à 2 millions d'euros (*tableau 2*).

Échanges par tranche d'exportations (*tableau 1*)

en milliers d'euros

	moins de 500 K€	de 500 à 2 000 K€	plus de 2 000 K€
2004	114 712	248 192	3 154 023
2005	107 385	232 135	3 543 344
2006	115 420	236 597	3 642 560
2007	116 241	241 552	3 985 406
2008	111 158	214 696	3 987 716
2009	105 457	221 083	3 171 353
2010	104 994	214 690	3 766 989
2011	114 618	214 578	4 182 064

Source : Douanes

Champ : Entreprises dont le siège social est situé en Poitou-Charentes

Lecture : En 2011, les exportations des entreprises dont le total des échanges ne dépasse pas 500 000€ dans l'année s'élèvent à 114 618 K€.

Évolution des échanges par tranche d'exportations (*tableau 2*)

en %

	moins de 500 K€	de 500 à 2 000 K€	plus de 2 000 K€
2005	-6,4	-6,5	+12,3
2006	+7,5	+1,9	+2,8
2007	+0,7	+2,1	+9,4
2008	-4,4	-11,1	+0,1
2009	-5,1	+3,0	-20,5
2010	-0,4	-2,9	+18,8
2011	+9,2	-0,1	+11,0

Source : Douanes

Champ : Entreprises dont le siège social est situé en Poitou-Charentes

Lecture : En 2011, les exportations des entreprises dont le total des échanges ne dépasse pas 500 000€ dans l'année sont en hausse (9,2 %).

Note sur les données entreprises source douanière :

- Les entreprises ont été sélectionnées par leur siège social. Seules celles qui sont situées en Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres et Vienne ont été retenues.
- Jusqu'en janvier 2010, il y avait un seuil déclaratif dans les échanges extra-communautaires. Les entreprises faisant des échanges pour un montant ne dépassant pas 1 000 € et une quantité ne dépassant pas 1 000 kgs (par opération) n'étaient pas tenues de faire une déclaration. La suppression du seuil de déclaration a donc pu entraîner une légère hausse du nombre d'exportateurs récupérés en 2010 et 2011 mais a peu influencé les montants.

Données Douanes sur les exportations et les importations

Les chiffres des exportations et des importations proviennent de l'exploitation des informations collectées sur la base des déclarations d'échanges de biens (DEB) intracommunautaires pour les échanges avec les 26 autres États membres de l'Union européenne et des déclarations en douane (DAU) pour les échanges avec les autres pays. À l'exportation, c'est le département de départ réel des marchandises qui est mentionné, soit le lieu initial à partir duquel les marchandises sont exportées et non pas le département du siège social de l'entreprise qui expore. De même, à l'importation, le département de destination réelle des marchandises importées est indiqué. Une exception concerne les produits pétroliers, où dans ce cas, c'est le département de sortie ou d'arrivée des marchandises qui est indiqué.

L'activité des secteurs économiques

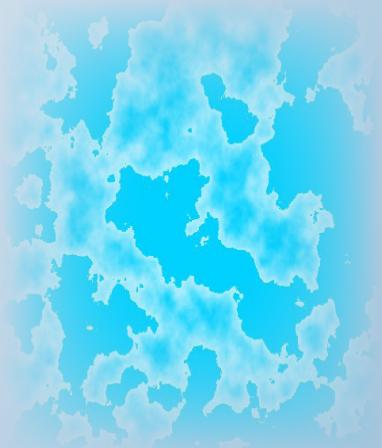
AGRICULTURE

INDUSTRIE

CONSTRUCTION

TRANSPORTS

TOURISME



Agriculture



Une année marquée plus durement par la sécheresse

L'année 2011 restera marquée par une sécheresse printanière exceptionnelle avec, pour conséquence, de fortes pertes de rendements sur les cultures d'hiver. La récolte printanière des fourrages et des prairies a été sinistrée. Et cette situation a entraîné une forte augmentation des abattages des animaux en avril et en mai. Les effets de cette sécheresse dans la région sont néanmoins atténusés par des prix élevés et des exportations très dynamiques puisque le port de La Pallice enregistre une hausse de 17 % des exportations de blé tendre et de 63 % pour le blé dur. En valeur, les exportations de la sphère agricole dans son ensemble augmentent de 42 %.

En Poitou-Charentes, 47 000 personnes contribuent régulièrement au fonctionnement des exploitations agricoles. Les 31 600 chefs d'exploitation et coexploitants constituent le pilier de cette main-d'œuvre (*encadré 1*).

Après un hiver 2010-2011 précoce et très rude, la région a été frappée, comme l'ensemble du territoire, par une sévère sécheresse printanière, plus importante qu'en 1976 pour les départements charentais. Des records de températures et de déficit en eau ont été atteints. Ces conditions chaudes, sèches et persistantes ont affecté les cultures en pleine croissance et provoqué des dégâts en fin de cycle de végétation. À partir du 11 juillet, un temps pluvieux et maussade s'est installé permettant un rattrapage des cultures d'été (maïs et tournesol). Le 12 juillet, la grêle a endommagé des secteurs de vigne.

Les effets de la sécheresse printanière ont impacté le résultat courant avant impôt des grandes cultures mais ces effets négatifs ont été atténusés par des prix élevés (*encadré 2*).

DES SURFACES CÉRÉALIÈRES EN BAISSE...

Malgré des conditions climatiques de l'automne 2010 favorables à la mise en place des cultures, les surfaces consacrées à la céréaliculture ont couvert près de 10 000 hectares de moins qu'au cours de la campagne précédente pour s'établir à 727 670 hectares (*tableau 1*). Les surfaces en maïs (grain et ensilage) sont demeurées stables. Les restrictions d'irrigation et la sécheresse n'ont pas incité les exploitants à en semer davantage.

La superficie des oléoprotéagineux (tournesol, colza...) a dépassé 316 000 ha, soit 22 % de la superficie en terres arables (15 % au niveau national). Les oléagineux, colza et tournesol, ont gagné du terrain avec 9 500 ha de plus que la campagne précédente car les cours ont été très élevés (graphique 1).

La diminution des surfaces en jachères (9 400 ha) a été compensée largement par l'augmentation des surfaces en prairies (+11 700 ha) du fait des besoins importants en fourrages et en herbe.

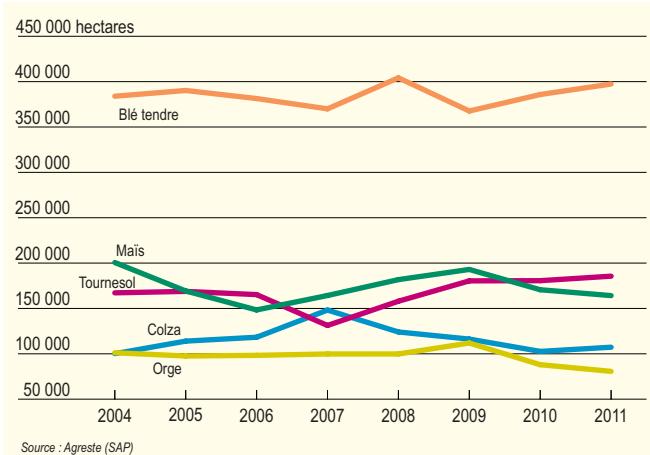
... ET DES RENDEMENTS FORTEMENT ALTÉRÉS PAR LA SÉCHERESSE

Les cultures d'hiver ont beaucoup souffert de la sécheresse printanière. Récoltés avec une avance de 15 jours à 3 semaines, les blés tendre et dur ont affiché des résultats très hétérogènes. Dans les terres superficielles desséchées les rendements ont été catastrophiques. La moyenne régionale a tout juste atteint 50 q/ha, soit une perte de 20 % par rapport à la moyenne 2006-2010. Le blé tendre en Charente a été particulièrement pénalisé par la sécheresse : le rendement a avoisiné 42 q/ha. En revanche, la qualité, mesurée par les poids spécifiques et par les taux de protéine a été jugée correcte.

La qualité a été bonne également pour les blés durs qui ont toutefois affiché des rendements affectés par le temps sec du printemps, 49 q/ha en moyenne, soit une perte supérieure à 10 % par rapport à la moyenne 2006-2010.

Des orges d'hiver, avec des mauvais calibrages et des taux de protéine très élevés, ont été déclassées en orges fourragères. Les orges de printemps ont été désastreuses, elles n'ont pas été toutes récoltées. Avec

Évolution des superficies (graphique 1)



un rendement de 39 q/ha, la perte a été supérieure de 30 % par rapport à la moyenne 2006-2010.

Dans ce contexte, le colza a suscité une surprise agréable puisque les rendements ont été identiques à la moyenne quinquennale : 29 q/ha.

LES PLUIES D'ÉTÉ ONT SAUVÉ LES RÉCOLTES, SAUF EN CHARENTE

Arrivées début juillet, les pluies ont évité aux agriculteurs une mauvaise récolte en tournesol et en maïs. Les cultures, qui ont eu du mal à lever faute de pluviométrie printanière, ont profité de la pluie estivale pour se développer. Ainsi, les rendements, moins bons que la moyenne quinquennale 2006-2010, sont restés malgré tout honorables. Toutefois, en Charente, les pluies arrivées bien après la floraison du tournesol et les arrêts d'irrigation dans le bassin Charente Amont, ont pénalisé fortement les rendements.

Récolte 2011 (tableau 1)

	Surface 2011 (hectares)	Évolution surface 2011/2010 (en %)	Évolution production 2011/2010 (en %)	Évolution rendement 2011/2010 (en %)
Céréales				
dont blé tendre	727 670	-0,8	-9,9	-9,4
blé dur	397 360	2,8	-15,2	-18,0
orges	45 700	-20,2	-25,4	-5,7
maïs grain	80 650	-8,5	-19,1	-11,8
164 150		-0,8	3,3	4,5
Oléoprotéagineux	316 860	1,2	0,4	-0,9
dont colza	107 280	4,5	13,4	11,1
tournesol	185 570	2,7	-0,5	-4,3
pois protéagineux	17 020	-16,4	-28,2	-25,0
Fourrages, prairies et surfaces toujours en herbe	545 530	7,6	-11,5	-4,8
dont maïs fourrage	57 840	0,5	8,2	8,7
prairies et surfaces toujours en herbe	461 280	2,6	-16,5	-14,3

Source : Agreste (SAP)

Agriculture



UNE RÉCOLTE FOURRAGÈRE PRINTANIÈRE SINISTRÉE

La production fourragère au printemps (essentielle pour l'élevage de la région) a été catastrophique. Elle a représenté, dans les deux départements charentais, tout juste 40 % de la production de référence (estimation faite sur la période de 1982 à 2009) et 50 % dans les deux autres départements de la région. À la recherche de sources complémentaires de fourrages, les éleveurs ont réensemencé les parcelles après la récolte des céréales. Des céréaliers ont proposé leurs terres pour permettre aux éleveurs de mettre en place ces cultures.

Les quatre départements de la région ont été reconnus au titre des calamités agricoles en proposant des taux de pertes différents selon les zones.

Les conditions météorologiques pluvieuses dès le mois de juillet ont permis un redémarrage exceptionnel des prairies. Ces dernières ont couvert les manques sans toutefois atteindre la production annuelle habituelle (-17 % par rapport à la récolte 2010). Les prairies naturelles mal entretenues ont plus souffert que les prairies temporaires qui ont mieux résisté à la faible pluviométrie. Les repousses ont permis de remettre les animaux à l'herbe sans entamer les stocks d'hiver.

LE BLÉ S'EST BIEN EXPORTÉ

Les marchés à l'exportation du blé ont été portés par la forte demande des pays d'Afrique du Nord, suite aux événements liés au «printemps arabe». Le marché s'est développé également pour satisfaire la demande de l'Egypte et compenser le manque d'approvisionnement de la part de la Russie (embargo dû à la sécheresse et aux incendies de 2010). Lors de la campagne 2010/2011, le port de La Pallice a enregistré une hausse de 17 % des exportations de blé tendre et 63 % pour le blé dur. Cette dernière production a surtout été destinée aux pays du Maghreb.

Globalement, les exportations qui sortent de la région en valeur de produits de l'agriculture de la sylviculture et de la pêche accélèrent en 2011. Elles sont en hausse de 42 % en 2011, après une hausse de 23 % en 2010 (graphique 2).

Exportations en valeur de la sphère agricole
(indice base 100 en 2008) (graphique 2)

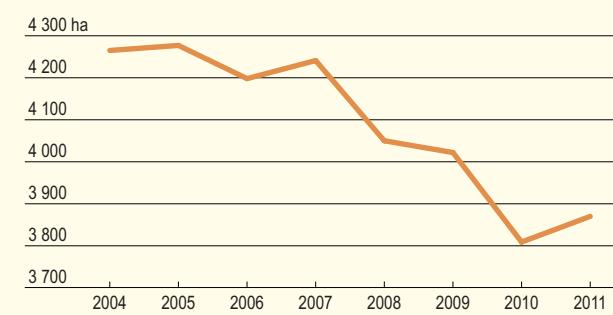


MELONS : UNE RÉCOLTE ET UN MARCHÉ EN DENTS DE SCIE

La récolte de melons dans la région équivaut à celle de 2010, environ 64 050 tonnes. La superficie en melons a un peu augmenté, contrecarrant ainsi une petite partie de la baisse observée en 2010 (graphique 3). Le climat du printemps a provoqué, aussi pour cette culture, une avance de 2 à 3 semaines. Et cette précocité a entraîné une mise en concurrence avec les melons du sud de la France et ceux d'Espagne induisant un engorgement du marché. Les prix étaient bas dès le début de la campagne. Toutefois, l'hétérogénéité et la faiblesse des rendements des melons sous tunnels et sous bâches n'ont pas permis un approvisionnement régulier des fruits. Les prix ont été alors plus rémunérateurs.

Ensuite, les conditions météorologiques chaotiques de l'été n'ont pas favorisé la production de plein champ. Les rendements n'ont pas été plus élevés qu'en 2010. Les melons ont été de bonne qualité. Mais la consommation durant l'été étant atone, les invendus à gérer, parfois nombreux, ont entraîné des surcoûts de main-d'œuvre au champ et dans les plate-formes de conditionnement.

Superficie en melons (graphique 3)



Source : Agreste (SAP)

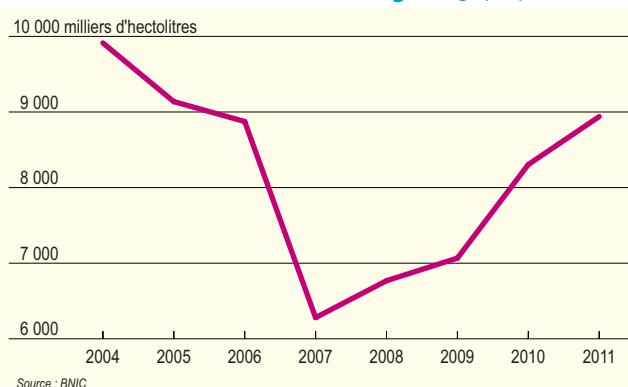
VENDANGES PRÉCOCES

Avec une avance de 3 semaines, l'année 2011 s'est caractérisée par une précocité du développement de la vigne jamais atteinte dans les années récentes. Les vendanges débutées fin août se sont déroulées dans de bonnes conditions. Les résultats ont été très disparates en fonction des terroirs et de la répartition des pluies estivales, mais, au final, la récolte a augmenté de 8 % par rapport à 2010 (graphique 4).

De l'avis des experts du Bureau National Interprofessionnel du Cognac (BNIC), il s'agit d'une année atypique par sa précocité, par la forte hétérogénéité des maturités et par la présence de pourriture significative pour un quart des parcelles. Les fermentations se sont déroulées très rapidement, en 3 jours, et les premières distillations ont commencé très tôt (dès septembre).

Les expéditions de Cognac ont encore progressé : +6,4 % en volume entre 2010 et 2011, soit une expédition de 162,9 millions de bouteilles sur 177,5 millions de bouteilles sorties. Toujours très apprécié, le Cognac s'est vendu surtout à l'export. Les marchés étrangers représentent 97 % des expéditions, avec une hausse de 14,4 % des ventes vers l'Extrême-Orient.

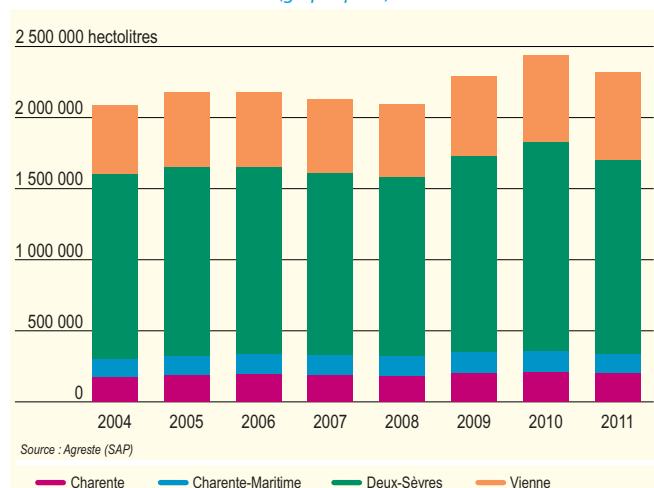
Récolte de vins blancs de cognac (graphique 4)



INQUIÉTUDE DES PRODUCTEURS DE LAIT DE CHÈVRE

Les livraisons de lait de chèvre sont proches de la courbe des livraisons 2010. Les éleveurs caprins ont été très inquiets pour leur avenir. Ils ont estimé que les prix du lait en 2011, en baisse par rapport à 2010, ne suffisaient pas à couvrir leurs charges de production de plus en plus élevées. Malgré des baisses successives de livraisons de lait, les stocks de caillé dans les établissements producteurs de fromage restent importants. De plus, la consommation des fromages de chèvre a stagné en 2011 (graphique 5).

Production de lait de chèvre par département
(graphique 5)



En 2011, la production laitière de vache a enregistré, tous les mois, une augmentation par rapport à 2010. La hausse des livraisons a surtout été marquée en début d'année. Puis, la sécheresse au printemps a donné un coup de frein à cette ascension du fait d'une moindre production des prairies. Avec des prix du lait de plus en plus soutenus (+14 % en mai, +19 % en juin), les éleveurs ont activé le potentiel laitier. Les livraisons ont continué d'augmenter avec un pic en septembre 2011 par rapport à septembre 2010 (+8 %). Au final, les livraisons de lait à l'industrie ont progressé de 4,3 %. Les cours en fin d'année se sont essoufflés et ont enregistré une petite baisse (en décembre 2011 par rapport à décembre 2010).

EMBELLIE DES COURS DES BOVINS EN FIN D'ANNÉE

Le marché des gros bovins et celui des jeunes bovins ont été bien orientés dès le début d'année. Les cours se sont maintenus au-dessus de ceux de 2009 et 2010. Toutefois, les cotations ont subitement fléchi avec l'arrivée de la sécheresse. La peur du manque de fourrage à l'approche de l'été a conduit les éleveurs à anticiper les abattages des animaux. Entre le 4 avril et le 12 juin, ils ont augmenté de 11 % au niveau national. L'afflux important des animaux a déséquilibré le marché d'autant plus qu'avec la hausse des températures, les consommateurs ont moins acheté de viande bovine. Ensuite, les abattages ont retrouvé un niveau normal. Les prix ont grimpé de façon inhabituelle jusqu'à la fin de l'année pour atteindre leur plus haut niveau notamment en jeunes bovins (+20 % par rapport au tarif de mi-juin). La hausse des prix des jeunes bovins a été également dopée par la demande en vifs à l'export notamment vers la Turquie.

Agriculture



Pour les ovins de boucherie, les cours faibles en début d'année, sont remontés à l'approche des fêtes de Pâques, retrouvant leurs niveaux de fin 2010. L'effet sécheresse et les inquiétudes sur les stocks alimentaires se sont traduits, là aussi, par une augmentation de l'offre. Les cours se sont à peine maintenus. À l'approche des fêtes de l'Aïd, les prix sont remontés. L'année s'est achevée avec des tarifs qui ont atteint leur point culminant après une nouvelle augmentation à l'approche de Noël.

Pour le marché des porcs, la situation commerciale a été perturbée début 2011 par le problème de la dioxine en Allemagne. Une campagne de stockage privé a soutenu le marché. Les cours ont affiché une progression continue. En mars, les prix de la viande porcine ont connu une embellie grâce aux températures élevées qui ont stimulé la consommation et aux exportations vers la Russie et l'Asie. Mais les difficultés de la filière ne sont pas pour autant résolues avec notamment la hausse du prix de l'aliment. Les coûts de production dans les élevages ont réduit la marge brute des éleveurs. En fin d'année, les exportations vers la Chine se sont intensifiées, les cours se sont renchéris ce qui est assez inhabituel en cette période.

1 Les premiers résultats du recensement agricole 2010, parus en 2011

En Poitou-Charentes, 47 000 personnes contribuent régulièrement au fonctionnement des exploitations agricoles. Les 31 600 chefs d'exploitation et coexploitants constituent le pilier de cette main-d'œuvre.

Chaque exploitation emploie deux personnes en moyenne, pour un équivalent temps plein de 1,3 actif. Les effectifs salariés agricoles affichent une grande stabilité entre 2000 et 2010.

Le Poitou-Charentes compte désormais plus de 25 400 exploitations agricoles, soit 5 % du total France entière.

La taille moyenne des exploitations agricoles de Poitou-Charente atteint désormais 68 ha contre 56 ha en moyenne nationale.

Les principaux résultats issus du recensement indiquent une baisse de la plupart des indicateurs pour ce secteur. Les tendances régionales correspondent aux tendances nationales (*tableau 2*). À noter toutefois, une moindre baisse des salariés permanents dans la région par rapport au niveau national.

Avec environ 7 400 actifs, l'effectif des salariés permanents non familiaux demeure stable entre 2000 et 2010 (-1 % dans la région contre -6 % au niveau national). Ils font désormais jeu égal avec la main d'œuvre familiale, alors qu'en 2000 le rapport était de 1 pour 2 en faveur des actifs familiaux. Cette évolution accompagne la diminution du nombre des petites exploitations qui n'ont que très marginalement recours au salariat.

Les salariés permanents, hors cadre familial, fournissent 16 % du travail effectif en 2010 contre 13 % en 2000.

Les saisonniers et la main-d'œuvre occasionnelle, dont l'importance dans la région est étroitement liée à la présence de vignes ou de cultures légumières et fruitières telles que le melon, apportent un complément à hauteur de 10 %.

Recensement agricole 2010 : évolution depuis 2000 (tableau 2)

	Charente		Charente-Maritime		Deux-Sèvres		Vienne		Poitou-Charentes		France métropolitaine	
	2010	Évol. depuis 2000 (en %)	2010	Évol. depuis 2000 (en %)	2010	Évol. depuis 2000 (en %)	2010	Évol. depuis 2000 (en %)	2010	Évol. depuis 2000 (en %)	2010	Évol. depuis 2000 (en %)
Exploitations agricoles (<i>milliers</i>)	6,5	-26	7,4	-26	6,4	-30	5,2	-30	25,5	-28	490,0	-26
Chefs d'exploitation et coexploitants (<i>milliers de personnes</i>)	7,9	-22	8,7	-22	8,6	-24	6,4	-26	31,6	-23	603,9	-21
Salariés permanents (<i>milliers de personnes</i>)	2,2	0	2,3	0	1,7	0	1,2	-8	7,4	-1	154,9	-6
Travail agricole (<i>milliers d'UTA</i>)	9,2	-21	10,7	-22	9,8	-25	6,7	-26	36,4	-23	751,4	-22
Superficie agricole utilisée (<i>milliers d'ha</i>)	366,2	-3	430,5	-3	450,4	-3	474,6	-1	1 721,7	-2	26 950,7	-3
Superficie agricole utilisée moyenne (<i>ha</i>)	56	32	58	31	70	39	91	41	68	36	56	31
Sup. en céréales et oléagineux (<i>milliers d'ha</i>)	194,2	2	287,7	4	238,0	9	325,1	8	1 045,0	6	11 917,6	8
Superficie en vignes (<i>milliers d'ha</i>)	40,6	4	39,6	-3	0,8	-20	1,4	-22	82,4	0	782,1	-11
Vaches laitières (<i>milliers de têtes</i>)	21,6	-20	21,8	-30	36,7	-14	16,0	-17	96,1	-20	3 717,0	-11
Vaches nourrices (<i>milliers de têtes</i>)	46,2	-2	26,1	-5	102,3	-6	48,3	6	222,8	-3	4 100,0	-5
Chèvres (<i>milliers de têtes</i>)	26,2	14	20,0	15	176,0	10	77,8	16	300,0	12	977,0	16
Brebis-mères (<i>milliers de têtes</i>)	60,0	-38	9,1	-18	175,8	-24	196,5	-29	441,4	-28	4 143,0	-20

Source : Agreste - recensements agricoles - données provisoires

Champ : Ensemble des exploitations

2 En 2011, les effets de la sécheresse sont atténués par des prix élevés...

Selon les comptes prévisionnels, le résultat courant avant impôt des grandes cultures en 2011 serait fortement impacté par la baisse des rendements des céréales à la suite de la sécheresse printanière. Malgré des cours situés à un bon niveau, le revenu des céréaliers devrait être sensiblement en retrait par rapport à 2010. Au niveau national, les prix en grandes cultures ont atteint des prix très élevés mais très volatils, à l'image de l'incertitude qui règne sur les marchés. Des événements comme ceux du printemps arabe ont contribué à déstabiliser le marché. Jusqu'en juillet 2011, les prix se sont néanmoins maintenus à des niveaux très élevés. La baisse des cours céréaliers et oléagineux est intervenue à partir de septembre. Le recul est dû essentiellement à la reprise des exportations des pays de la mer Noire et au ralentissement de l'économie mondiale. Les prix ont été également pénalisés par la reprise du cours du dollar face à l'euro. En moyenne, les prix des grandes cultures ont accusé un petit retrait de 0,2 %.

...mais les coûts de production sont également élevés

L'année 2011 est marquée par la forte croissance des coûts de production, liée à la flambée des cours des matières premières de 2010 et à la hausse continue des prix des produits pétroliers.

Le prix d'achat des biens et services de consommation courante, mesuré par l'indice des prix d'achat des matières premières agricoles (Ipampa), poursuit son envolée jusqu'en mars 2011, sous l'effet du renchérissement de l'énergie, des engrains et des aliments pour animaux. Au niveau régional, l'indice global annuel Ipampa affiche une hausse de 8,5 % par rapport à 2010 contre 8,7 % au niveau national.

Conséquence de la hausse des prix et des livraisons à l'agriculture, les dépenses consacrées aux engrains augmentent de 41 % au cours de la campagne 2010/2011.

Conséutivement à la hausse des matières premières agricoles initiée en 2010, le coût des aliments continue d'augmenter lors du premier semestre 2011. Après avoir culminé durant l'été à des niveaux équivalents à ceux de 2008, les cours s'effritent mais de façon plus atténuée qu'en 2008-2009.

Industrie



Tendance globale à l'amélioration mais des capacités de production moins utilisées en fin d'année

En 2011, en Poitou-Charentes, la situation dans l'industrie s'améliore globalement.

Les exportations régionales de produits industriels progressent de 18 %.

L'emploi salarié industriel hors intérim croît de 0,7 %.

Les chiffres d'affaires des entreprises de plus de 750 K€ sont en hausse de 13 % et leurs investissements se redressent de 21 %.

Toutefois cette embellie est à nuancer.

Les créations nettes d'emplois ont ralenti en fin d'année.

Les capacités de production industrielle ont été moins utilisées à partir de l'été ce qui traduit un ralentissement de l'activité industrielle. Les professionnels du secteur anticipent d'ailleurs une légère érosion des effectifs en 2012.

L'activité industrielle dans la région dégage près de 13 % de la valeur ajoutée régionale. L'industrie génère moins de richesse, et perd de plus en plus de poids dans l'activité économique régionale. Il en est de même dans les autres régions de province (hors Île-de France). Entre 2000 et 2009, le poids du secteur a chuté de 5 points. Le Poitou-Charentes est une région avec un tissu économique industriel un peu moins présent. En effet, à titre de comparaison, dans les autres régions de province, la valeur ajoutée de l'industrie représente 14 % de la valeur ajoutée totale dégagée par l'économie.

LES EXPORTATIONS INDUSTRIELLES SONT DYNAMIQUES

Les exportations industrielles augmentent (*graphique 1*), excepté celles du matériel de transports. Les ventes à l'étranger des produits de l'agro-alimentaire et des boissons (premier poste des exportations régionales) sont en hausse de 17 % en 2011 (*tableau 1*), en lien avec la hausse des exportations de cognac à destination de marchés qui restent porteurs en 2011 (États-Unis, Chine et Singapour).

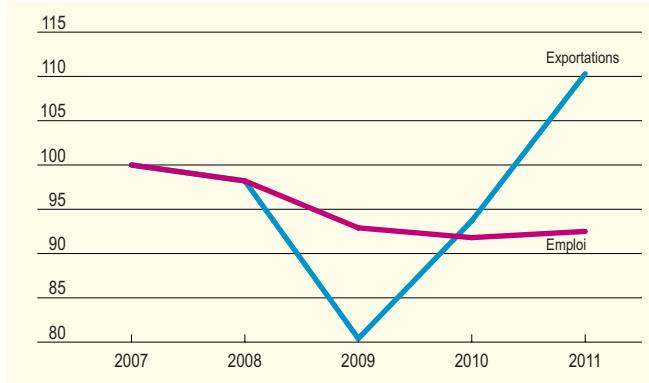
L'EMPLOI SALARIÉ HORS INTÉRIM CROÎT DE 0,7 %

L'emploi salarié industriel (hors intérim) progresse de 0,7 % en 2011. Des créations nettes d'emplois ont été enregistrées à partir du deuxième trimestre et jusqu'au dernier. Néanmoins, le rythme des créations nettes a ralenti en fin d'année.

Ce léger surcroît de l'emploi dans l'industrie en 2011 met fin aux importantes pertes enregistrées depuis le début de la crise en 2008. L'année 2011 marque ainsi une pause dans un secteur qui a perdu près de 16 % de ses emplois entre 2001 et 2010.

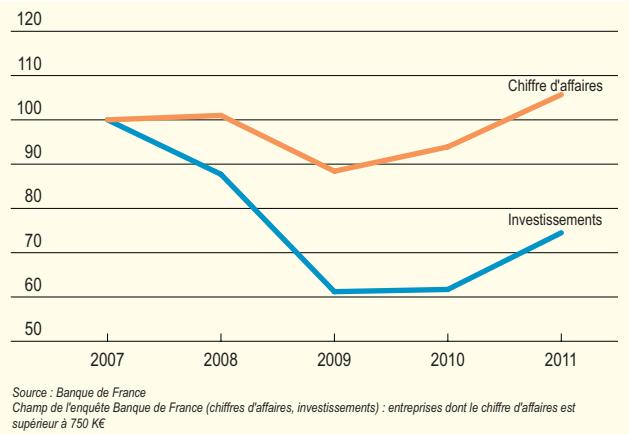
L'industrie en Poitou-Charentes n'emploie plus que 93 000 personnes en 2011 alors qu'elle en employait 110 000 dix ans plus tôt. Ce secteur est à l'origine de 26 % de l'emploi salarié régional marchand non agricole (hors intérim) en 2011 (contre 30 % en 2001).

Évolution de l'emploi salarié et des exportations
(indice base 100 en 2007) (graphique 1)



Sources : Insee, estimations d'emploi - Douanes
Champ des estimations d'emploi : Salariés hors secteurs agricole et services non marchands

Activité dans l'industrie régionale
(indice base 100 en 2007) (graphique 2)



Source : Banque de France
Champ de l'enquête Banque de France (chiffres d'affaires, investissements) : entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 750 K€

En France, le phénomène de désindustrialisation se traduit par un recul de près de 3 millions d'emplois industriels sur près de trois décennies. Il se caractérise également par un recul de la contribution de ce secteur au PIB et une réallocation des ressources vers des activités de services. Le recours à l'externalisation représentait 25 % de l'emploi dans l'industrie en 2007 contre 9 % en 1980. La dégradation du solde extérieur au cours des années 2000 a également contribué pour 13 % à la perte des emplois industriels. Les branches manufacturières subiraient les effets les plus négatifs de l'internationalisation et des délocalisations (particulièrement les branches de l'automobile et des biens d'équipement).

LES CHIFFRES D'AFFAIRES ET LES INVESTISSEMENTS SONT ORIENTÉS À LA HAUSSE...

Dans l'industrie régionale, en 2011, selon les professionnels des entreprises de plus de 750 K€, le chiffre d'affaires progresse globalement de 13 %. Quant aux investissements, ils se redressent en 2011 de 21 % (graphique 2).

Données Douanes sur les exportations et les importations

Les chiffres des exportations et des importations proviennent de l'exploitation des informations collectées sur la base des déclarations d'échanges de biens (DEB) intracommunautaires pour les échanges avec les 26 autres États membres de l'Union européenne et des déclarations en douane (DAU) pour les échanges avec les autres pays. À l'exportation, c'est le département de départ réel des marchandises qui est mentionné, soit le lieu initial à partir duquel les marchandises sont exportées et non pas le département du siège social de l'entreprise qui exporte. De même, à l'importation, le département de destination réelle des marchandises importées est indiqué. Une exception concerne les produits pétroliers, où dans ce cas, c'est le département de sortie ou d'arrivée des marchandises qui est indiqué.

L'industrie en Poitou-Charentes : emploi et exportations (tableau 1)

	Emploi hors interim			Exportations		
	Effectif 2011	Part (en %)	Évolution 2010-2011 (en %)	Montant 2011 (milliers d'euros)	Part (en %)	Évolution 2010-2011 (en %)
Industrie	93 048	100,0	+0,7	5 725 436	100,0	+17,8
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	16 952	18,2	+0,3	2 364 675	41,3	+17,1
Cokéfaction et raffinage, industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	9 782	10,5	+1,4	77 335	1,4	+22,9
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	13 712	14,7	0,0	1 277 656	22,3	+9,5
Fabrication de matériels de transports	10 619	11,4	+1,8	452 395	7,9	0,0
Fabrication d'autres produits industriels	41 983	45,1	+0,6	1 553 375	27,1	+34,0

Sources : Insee - Douanes

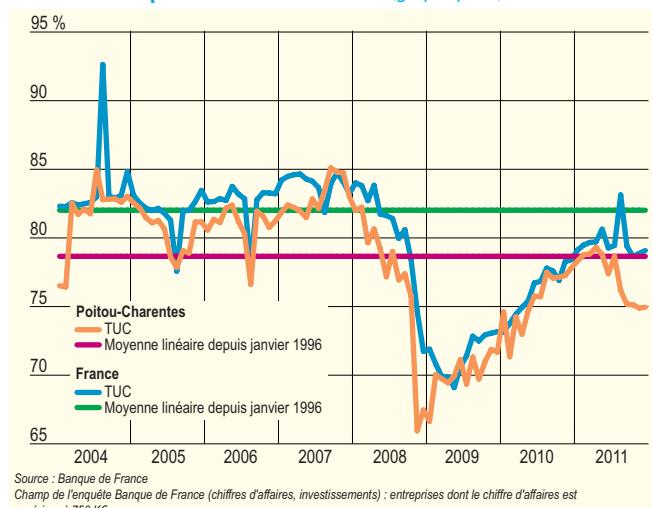
Industrie



... MAIS LES CAPACITÉS DE PRODUCTION SONT MOINS UTILISÉES EN FIN D'ANNÉE

À la suite de la crise de 2008, le taux d'utilisation des capacités de production s'est progressivement relevé pour revenir, au cours de l'année 2011, à son niveau d'avant la crise, soit proche de 80 % (*graphique 3*). Il a diminué à partir du début de l'été et se maintient depuis autour de 75 %. La fin d'année 2011 annonce une baisse et un tassement de l'utilisation des capacités de production pour début 2012. Une légère érosion des effectifs est par ailleurs anticipée pour l'année à venir.

Taux d'utilisation des capacités de production sur la période 2004 à 2011 (*graphique 3*)



DANS L'AGROALIMENTAIRE, LES EXPORTATIONS AUGMENTENT À NOUVEAU

En 2011, dans le secteur de la fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de tabacs, le chiffre d'affaires augmente, les exportations enregistrent une nouvelle forte hausse mais l'emploi évolue peu.

Selon les professionnels du secteur, le chiffre d'affaires augmente de 5,6% en 2011. Il ralentit par rapport à l'année précédente. En effet, en 2010, ce secteur enregistrait une hausse de son chiffre d'affaires de 8,7 %.

Du côté des exportations, le dynamisme observé en 2010 se poursuit en 2011 (*graphique 4*). Les exportations augmentent de 17 % après avoir déjà augmenté de 20 % en 2010. Elles profitent d'une nouvelle hausse des exportations de cognac. Les denrées alimentaires et les boissons constituent la plus grosse part des exportations régionales (41 %). La vente de boissons représente à

Activité dans la fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de tabac (*indice base 100 en 2007*) (*graphique 4*)



Sources : Insee - Douanes
Champ données d'emploi : Salariés hors secteurs agricole et services non marchands

elle-seule 30 % de l'ensemble des produits industriels picto-charentais vendus à l'étranger pour une valeur de 1,7 milliard d'euros.

L'emploi salarié hors intérim évolue peu en 2011. En effet, l'emploi qui était légèrement reparti en 2010 stagne en 2011. Ce secteur demeure un important employeur régional avec 18,2 % de l'ensemble des emplois industriels, ce qui représente 17 000 emplois.

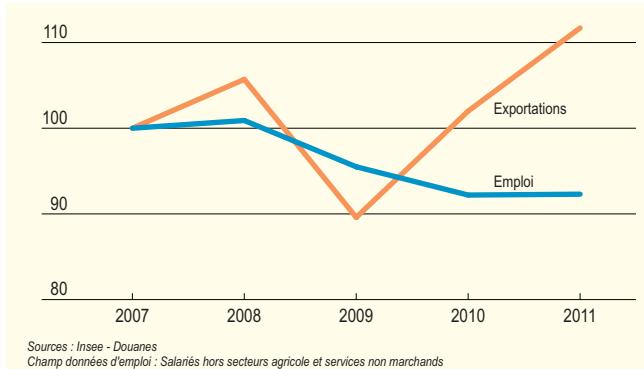
LA FABRICATION D'ÉQUIPEMENTS ET DE MACHINES SE REDRESSE

La fabrication d'équipements et de machines tire son épingle du jeu en 2011. Après le calme de 2010 qui avait suivi la tempête de 2009, les indicateurs s'améliorent en 2011. Les investissements sont en hausse de 30 % et le chiffre d'affaires, qui avait peu évolué en 2010, se redresse sensiblement (+17 %).

Ce secteur qui représente 15 % des emplois industriels de la région comprend les produits informatiques, électroniques et optiques, les produits d'équipements électriques (dont appareils ménagers), les machines et équipements d'usage général, les machines agricoles et forestières et autres machines d'usage spécifique.

Les exportations poursuivent la reprise entamée en 2010, mais à un rythme un peu moins élevé : + 9,5 % en 2011 après +13,8 % en 2010 (*graphique 5*). Les équipements mécaniques, électriques et électroniques et les machines s'exportent à hauteur de 1,3 milliard d'euros. Les matériels électriques représentent 44 % des produits exportés du secteur et cette part est en progression de 1 point en 2011.

Activité dans la fabrication d'équipements et de machines (indice base 100 en 2007) (graphique 5)



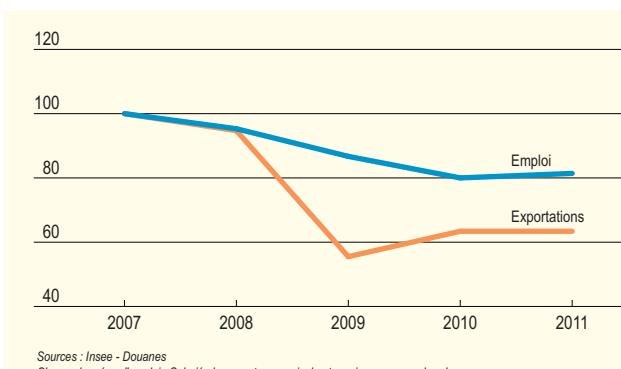
L'emploi salarié hors intérim dans ce sous-secteur, qui reculait régulièrement les années précédentes, se stabilise en 2011. Mais l'emploi reculerait à nouveau en 2012.

LA FABRICATION DE MATÉRIEL DE TRANSPORTS CRÉE DES EMPLOIS SALARIÉS HORS INTÉRIM

La fabrication de matériel de transports a été le secteur industriel le plus affecté par les pertes d'emplois pendant la crise (graphique 6). L'année 2011 marque une pause. Le secteur renoue avec des créations nettes d'emplois salariés hors intérim (+1,8 %). Cela représente environ 200 emplois supplémentaires.

Les exportations sont reparties à la hausse en 2010. Elles sont globalement stables en 2011. Elles représentent 452 millions d'euros. Les équipements pour automobiles et les produits de la construction automobile enregistrent de fortes hausses de leurs exportations (respectivement +30 % et +68 % en 2011). En revanche, l'aéronautique et la construction navale sont en léger retrait. Quant au matériel ferroviaire, il s'exporte moins en 2011

Activité dans la fabrication de matériels de transports (indice base 100 en 2007) (graphique 6)



(-48 %) mais les carnets de commande demeurent garnis. La fabrication des produits dans ce secteur nécessite généralement plusieurs années avant que les marchandises ne soient livrées et l'année 2011 est une année creuse en ce qui concerne les livraisons de matériel ferroviaire.

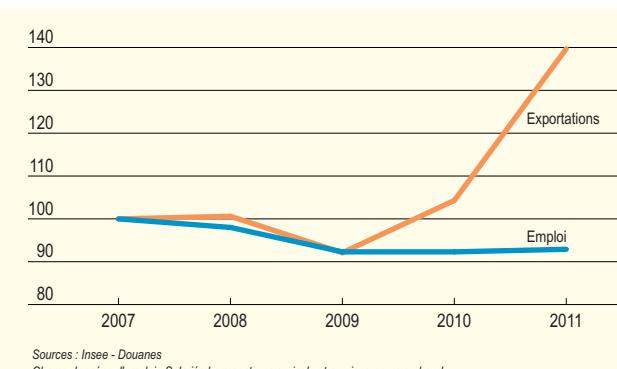
Selon les professionnels des entreprises de plus de 750 K€ du secteur de la fabrication du matériel de transports, leurs chiffres d'affaires progressent de 20 % et les investissements se redressent de 37 % en 2011 par rapport à 2010.

LA FABRICATION DES AUTRES PRODUITS INDUSTRIELS EST DYNAMIQUE

Les autres produits industriels recouvrent la fabrication de textiles, l'habillement, le cuir, la chaussure, le travail du bois, du papier, l'imprimerie, les produits chimiques, pharmaceutiques, les produits en caoutchouc et en plastique, ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques. Ce secteur des autres produits industriels englobe aussi la métallurgie et la fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements, réparation et installation de machines et d'équipements.

La fabrication de ces autres produits a été dynamique en 2011. Le chiffre d'affaires du secteur progresse de 11 % selon les professionnels des entreprises de plus de 750 K€ de chiffre d'affaires. Les exportations augmentent de 34 %. Elles dépassent le niveau observé en 2007 de 40 % (graphique 7). La part des exportations de ces produits grimpe à 27 % en 2011. La forte hausse du niveau des échanges en 2011 s'explique partiellement par des mécanismes d'importation et d'exportation de certains produits, générant une faible valeur ajoutée

Activité dans la fabrication d'autres produits industriels (indice base 100 en 2007) (graphique 7)



Industrie



additionnelle apportée par les entreprises de la région. Notamment les exportations en valeur de ce sous-secteur se sont fortement développées en 2011 sous l'effet d'une très forte hausse des exportations de produits chimiques (+ 90 %). Ce poste représente désormais plus du tiers des exportations des autres produits industriels et presque 10 % de l'ensemble des exportations de l'industrie régionale. Cette industrie se caractérise par l'importation de matières premières et par l'exportation de produits finis. C'est notamment grâce à des échanges croissants avec la Chine que les exportations ont fortement progressé.

Les ventes de produits en caoutchouc et en plastique progressent aussi sensiblement en 2011 (+42 %). Elles deviennent le second poste exportateur des autres produits industriels.

L'emploi salarié hors intérim profite de l'amélioration de l'activité et se redresse légèrement en 2011 (+0,6 %). La part de l'emploi des autres produits industriels dans l'industrie picto-charentaise demeure stable à 45 %.

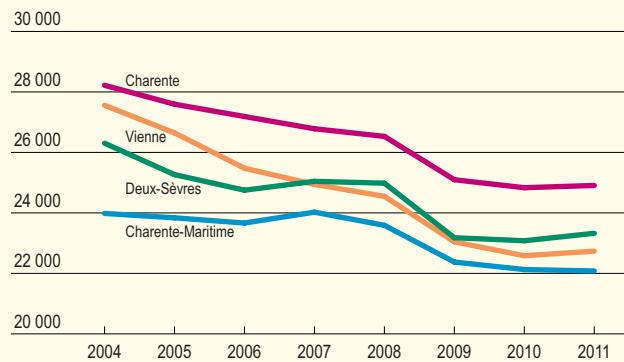
L'INDUSTRIE REGAGNE DES EMPLOIS DANS TOUS LES DÉPARTEMENTS EXCEPTÉ LA CHARENTE-MARITIME

L'emploi salarié industriel est réparti de manière assez homogène entre les départements. En proportion, il est un peu plus présent en Charente (27 %), et un peu moins présent en Charente-Maritime (24 %).

La répartition par secteur est également relativement homogène. Néanmoins, la fabrication de matériels de transport est surreprésenté en Charente Maritime avec la présence d'Alstom à Aytré. Et ce sont 37 % des effectifs dans l'équipement électrique et électronique qui sont employés en Charente, terre historique de Leroy Somer.

L'emploi salarié industriel hors intérim progresse de 0,7 % dans la région en 2011. Tous les départements gagnent des emplois sauf la Charente-Maritime (graphique 8). Les Deux-Sèvres bénéficient le plus favorablement de la conjoncture annuelle avec +1,2 % en 2011. Il conforte sa position de département résistant le mieux face aux pertes d'emplois qui touchent l'industrie. La Vienne, qui était le département de la région le plus affecté par la perte d'emplois industriels parvient à recréer une centaine d'emplois. Ce sont cependant 6500 emplois industriels qui ont été supprimés dans ce département depuis dix ans. La Charente enregistre également un léger gain d'emplois industriels (+0,8 % en 2011 soit 200 emplois). En Charente Maritime, le niveau d'emploi se maintient.

Emploi salarié industriel par département
(graphique 8)



Source : Insee, estimations d'emploi
Champ : Salariés hors secteurs agricole et services non marchands

Données Banque de France sur le chiffre d'affaires et l'investissement

Les tendances sont déterminées à partir de l'analyse des données estimées, collectées directement auprès d'un panel représentatif d'entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à 750 K€ de la région Poitou-Charentes en janvier 2012 (source ERFAR : enquête rapide de fin d'année - régionale).

Dans la région, les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à 750 K€ couvrent 74 % de l'emploi salarié, 89 % des chiffres d'affaires et 71 % de la valeur ajoutée hors taxe.



Avertissement :

la nomenclature change, les séries aussi

De nouvelles nomenclatures d'activités et de produits françaises, NAF rév. 2 (ou «NAF 2008») et CPF rév. 2 (ou «CPF 2008»), sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2008. Cette opération s'inscrit dans un processus de révision d'ensemble des nomenclatures d'activités et de produits aux niveaux mondial, européen et français. Le réseau des nomenclatures d'activités et de produits en vigueur jusqu'en 2007 - NAF rév. 1 (ou «NAF 2003») et CPF rév. 1 (ou «CPF 2003») pour la France - avait pour l'essentiel été conçu dans les années 1980 et mis en place au début des années 1990. Il avait vieilli du fait de l'évolution des technologies et de l'organisation économique et sociale des entreprises. D'autre part, certains pays - comme les États-Unis ou le Canada - avaient développé des classifications spécifiques non compatibles avec celles utilisées en usage en Europe (par exemple la nomenclature d'activité NAICS en usage pour l'Amérique du Nord). Ainsi les deux principaux objectifs du processus de révision ont été de moderniser les nomenclatures d'activités et de produits et de rapprocher les grands systèmes de classification utilisés dans le monde. Les nouvelles nomenclatures permettent de mieux appréhender l'évolution de l'économie et favorisent les comparaisons internationales.

La nouvelle nomenclature d'activités française NAF rév. 2 (ou «NAF 2008») est la déclinaison française de la nomenclature d'activités européenne révisée NACE rév. 2 (voir le site d'Eurostat consacré à la révision 2008), dans laquelle elle est emboîtée.

La structure des nomenclatures d'activités est sensiblement modifiée au profit des services d'une part, des activités à fort contenu technologique d'autre part.

Construction



Forte reprise pour le logement collectif

Près de 15 500 logements ont été autorisés en Poitou-Charentes au cours de l'année 2011.

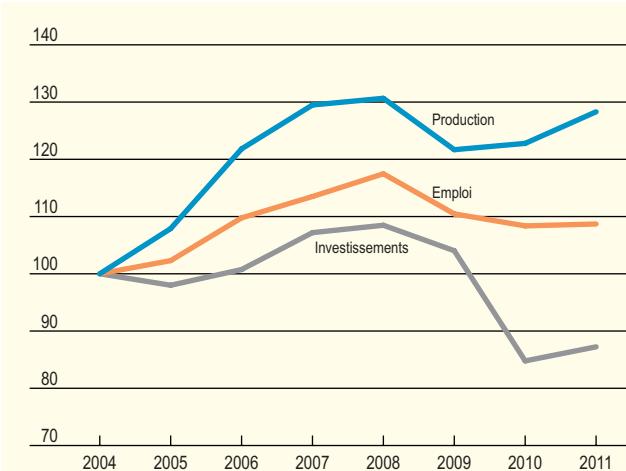
L'augmentation est importante par rapport à 2010 (+14,8 %) et fait suite à une augmentation encore plus forte enregistrée en 2010 par rapport à 2009. La reprise depuis deux ans est donc sensible, mais le niveau des autorisations reste inférieur à celui enregistré lors du boom de la construction des années 2005-2008. La Vienne et la Charente-Maritime sont les plus dynamiques en 2011 grâce aux autorisations dans le logement collectif. Les logements commencés augmentent aussi en 2011 mais dans une moindre proportion (+3,5 %). En ce qui concerne les surfaces autorisées de locaux non résidentiels, une baisse généralisée sur tout le territoire régional est enregistrée.

En 2011, selon les professionnels du secteur, la situation s'est améliorée par rapport à 2010 mais l'emploi ne redémarre pas. La production du secteur du bâtiment et des travaux publics se redresse depuis 2009 et les investissements redémarrent en 2011 (graphique 1).

La situation se redresse dans le sous-secteur des travaux publics (graphique 2). La production augmente de 7,8 % en 2011 après deux années de baisse.

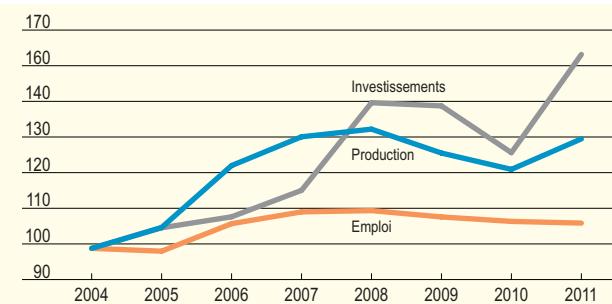
Dans le sous-secteur du bâtiment, les professionnels constatent aussi une reprise de l'activité tant dans le gros œuvre que dans le second œuvre. La hausse de la production est néanmoins plus marquée dans le second œuvre (+4,7 %) que dans le gros œuvre (+2,5 %).

L'activité dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (indice base 100 en 2004) (graphique 1)



Source : Banque de France
Champ de l'enquête Banque de France (production, emploi et investissements) : entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 750 K€

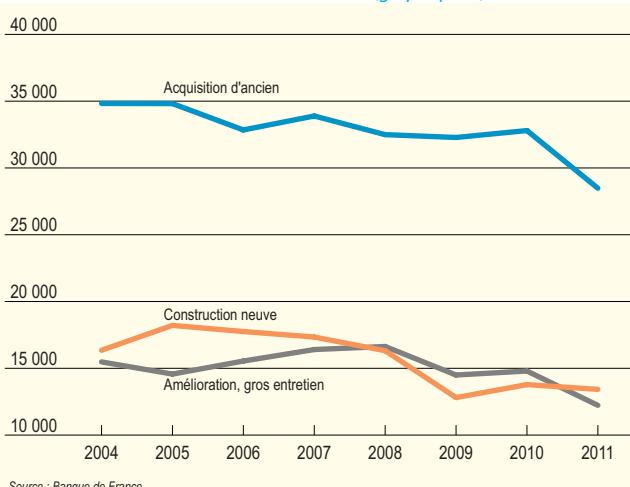
L'activité dans les travaux publics (indice base 100 en 2004) (graphique 2)



Source : Banque de France
Champ de l'enquête Banque de France (production, emploi et investissements) : entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 750 K€

La situation dans le secteur est délicate en matière de financement des projets par crédit en 2011. En effet, la Banque de France fait état d'un nombre de dossiers de crédits à l'habitat qui diminue quelque soit la destination du crédit : acquisition dans l'ancien, construction neuve et amélioration de l'habitat, gros entretien (graphique 3). Dans la région, excepté la Vienne, la baisse concerne tous les départements.

Nombre de dossiers de crédits à l'habitat selon la destination (graphique 3)

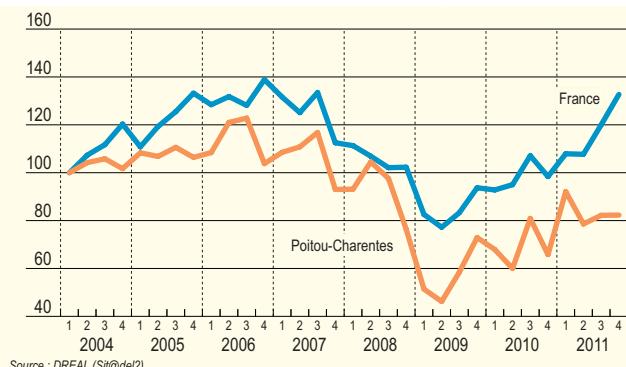


DES AUTORISATIONS DE CONSTRUIRE QUI AUGMENTENT...

En 2011, le nombre des autorisations de construire de logements progresse d'environ 2 000 pour l'ensemble de la région. La reprise enregistrée en 2010 se poursuit à un rythme un peu moins rapide. Globalement sur la région, la progression par rapport à 2010 est de 14,8 %, soit légèrement moins qu'au niveau national (+17,9 %) (graphique 4).

Les logements commencés augmentent aussi en 2011 mais dans une moindre proportion (+3,5 %).

Logements ordinaires autorisés (indice base 100 au 1^{er} trimestre 2004) (graphique 4)



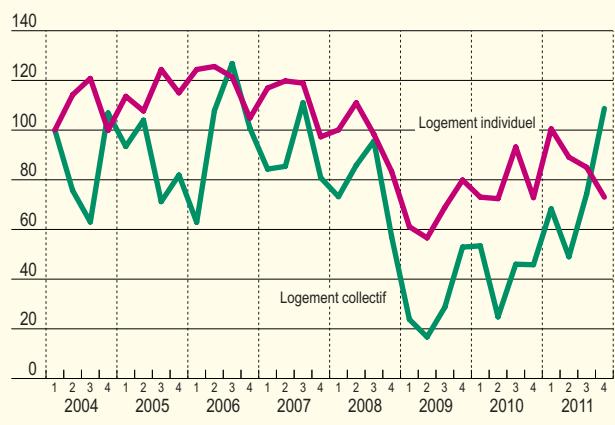
... SURTOUT POUR LE LOGEMENT COLLECTIF

Depuis le début de la reprise fin 2009, l'évolution est légèrement plus rapide en Poitou-Charentes qu'au niveau national. Cette croissance est tirée par celle des logements collectifs dont les autorisations progressent de 77 % par rapport à 2010 (graphique 5). La progression de l'individuel n'est que de 12 % et les autorisations des logements en résidence diminuent de moitié. En proportion, les logements individuels restent majoritaires à 73 %, la part du collectif s'élève à 22 % et la part des logements en résidence s'établit à 4 %.

83 % des logements autorisés sont des constructions neuves et 17 % sont des autorisations de travaux sur des constructions existantes. Ces proportions sont du même ordre qu'au niveau national. La part des autorisations de travaux sur constructions existantes tend à augmenter sur la dernière période en lien avec des opérations de rénovations urbaines sous l'égide de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU).

Cette croissance n'est pas uniforme sur l'ensemble du territoire de la région. En effet, si la Vienne et la Charente-Maritime enregistrent des progressions fortes et similaires de 23 %, en Charente la croissance n'est que de 2 % et c'est même une légère baisse qui est observée dans les Deux-Sèvres. Les fortes croissances notées dans la Vienne et en Charente-Maritime s'expliquent principalement par des très fortes augmentations des autorisations de construction de logements dans le collectif. La crise avait été particulièrement ressentie dans ce secteur, et la reprise enregistrée en 2011 est donc forte. Ainsi, dans la Vienne, le nombre de logements collectifs autorisés a plus que doublé, et il progresse de 72 % en Charente-Maritime. Dans la Vienne, le collectif représente plus du tiers des autorisations.

Logements ordinaires autorisés en Poitou-Charentes (indice base 100 au 1^{er} trimestre 2004) (graphique 5)



Construction



Des programmes tels que la réhabilitation et l'extension de l'immeuble René Amand dans le quartier Saint Cyprien à Poitiers qui a concerné plus de 200 logements et la mise en route de grands programmes tels que les Montgorges également sur Poitiers avec plus de 600 logements prévus dont 30 % de logements sociaux expliquent en partie cette forte hausse.

En 2011, la Charente-Maritime enregistre quasiment la moitié des autorisations de construire du Poitou-Charentes, la Vienne 21 %, la Charente 15 % et les Deux-Sèvres 14 %.

DES RÉSULTATS CONTRASTÉS SELON LES DÉPARTEMENTS

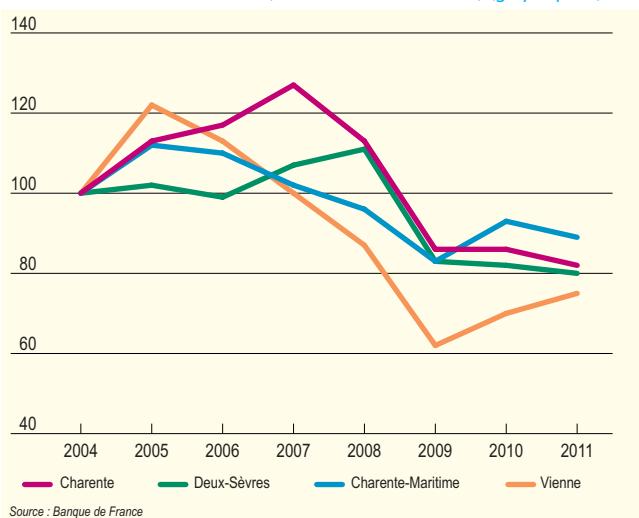
Dans la Vienne, une forte croissance dans le collectif dynamise la construction. Globalement, un peu plus de 3 200 logements ont été autorisés en 2011 dans la Vienne (tableau 1). L'augmentation est de près de 24 %, soit 600 logements supplémentaires. 78 % de ces autorisations concernent une construction neuve et 22 % des travaux sur construction existante. Cette dernière part est élevée. En effet le tiers des logements autorisés en collectif sont des travaux sur construction existante (réhabilitation, transformation, extension, changement de destination,...). Le collectif voit ainsi plus que doubler ses autorisations en 2011 par rapport à 2010 et retrouve un niveau élevé d'avant crise. Il est vrai qu'il peut, en partie, s'agir d'un effet rattrapage après deux années très difficiles. Les autorisations dans l'individuel ne progressent que légèrement (+2,8 %).

Sur l'ensemble de l'année, les logements individuels représentent 59 % des autorisations, les logements collectifs 35 % et les logements en résidence 6 %. La croissance des autorisations ne s'est répercutee qu'en fin d'année sur les mises en chantier. Sur l'ensemble de l'année, elles progressent de 9 % par rapport à 2010 : tandis que celles concernant le collectif progressent, celles concernant l'individuel diminuent.

La reprise de la construction dans la Vienne se retrouve également dans la hausse du nombre de dossiers de crédit déposés à la Banque de France. En effet, en 2011, ce nombre ne s'est redressé que dans la Vienne. Cette reprise du crédit à l'habitat dans la Vienne est à relativiser puisque c'est également le département qui avait enregistré la plus forte chute depuis 2005 (graphique 6).

En Charente-Maritime, une nette progression des logements autorisés est observée en 2011. Un peu plus de 7 600 logements ont été autorisés en 2011, soit une progression de plus de 23 % par rapport à 2010. 84 % de ces autorisations concernent une construction neuve et 16 % des travaux sur construction existante. Les autorisations de logement de Charente-Maritime représentent la moitié des autorisations du Poitou-Charentes. La progression la plus forte est enregistrée dans le collectif (+72 %), alors que l'individuel progresse de 27 %, grâce notamment au dynamisme de l'individuel groupé. En revanche les logements en résidence sont en nette régression.

Évolution du nombre de dossiers de crédits à l'habitat, construction neuve (indice base 100 en 2004) (graphique 6)



Source : Banque de France

Évolution des autorisations de construire de logements (ensemble des logements) (tableau 1)

	Ensemble (y c. en résidence)			Dont appartements			Dont maisons individuelles		
	2010	2011	Variation (en %)	2010	2011	Variation (en %)	2010	2011	Variation (en %)
Charente	2 303	2 356	+2,3	242	392	+62,0	1 978	1 763	-10,9
Charente-Maritime	6 184	7 635	+23,5	996	1 712	+71,9	4 560	5 802	+27,2
Deux-Sèvres	2 377	2 243	-5,6	173	202	+16,8	1 760	1 862	+5,8
Vienne	2 588	3 203	+23,8	535	1 133	+111,8	1 841	1 892	+2,8
Poitou-Charentes	13 452	15 437	+14,8	1 946	3 439	+76,7	10 139	11 319	+11,6
France entière	453 542	534 804	+17,9	180 372	247 648	+37,3	240 460	253 522	+5,4

Source : DREAL (Sit@del2)

Plus du quart des logements autorisés en collectif sont des travaux sur construction existante (réhabilitation, transformation, extension, changement de destination,...)

Sur l'ensemble de l'année, les mises en chantier de logement sont également en nette progression : +24 % par rapport à 2010, le dernier trimestre contribue aussi largement à cette progression.

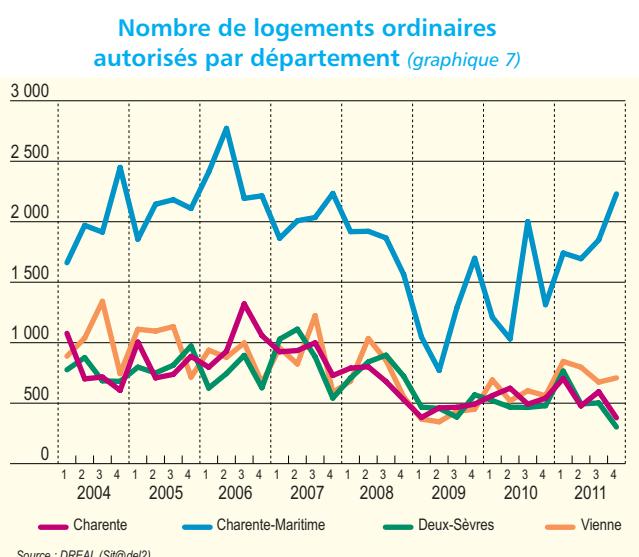
En Charente, c'est une stabilité des autorisations de logements en 2011 qui est enregistrée en moyenne annuelle. Un peu plus de 2 350 logements ont été autorisés en 2011 en Charente, soit une cinquantaine de logements de plus qu'en 2010. 84 % de ces autorisations concernent une construction neuve et 16 % des travaux sur construction existante. Le collectif progresse nettement (+62 %) mais reste à un niveau relativement peu élevé (moins de 400 logements). Les autorisations dans l'individuel sont en baisse de près de 11 % sur l'année. Les logements individuels représentent 75 % des autorisations, les logements collectifs 17 % et les logements en résidence 8 %.

Les résultats observés en Charente au 4^e trimestre 2011 sont en recul aussi bien dans l'individuel que dans le collectif (*graphique 7*). Sur l'ensemble de l'année, les mises en chantier reculent de 5,8 %. La reprise observée dans les autorisations de logements dans le collectif ne s'est pas encore répercutee sur les mises en chantier.

Dans les Deux-Sèvres, une légère diminution du nombre de logements autorisés est notée. Un peu plus de 2 200 logements ont été autorisés en 2011, soit environ 130 de moins qu'en 2010. 89 % de ces autorisations concernent une construction neuve et 11 % des travaux sur construction existante. Cette baisse résulte de la forte diminution des autorisations de logements en résidence dont le nombre en 2010 avait été particulièrement élevé. Les seuls logements ordinaires voient le nombre de leurs autorisations progresser de 6,8 %. Les logements collectifs progressent de 16,8 % et les individuels de 5,8 %. Malgré leur croissance, le nombre de logements autorisés en collectif reste à un niveau bas. Sur l'ensemble de l'année, les logements individuels représentent 83 % des autorisations, les logements collectifs 9 % et les logements en résidence 8 %. Les mises en chantier sont en net recul par rapport à 2010 (-31 %), c'est le cas notamment des logements en collectif et en résidence.

LES SURFACES AUTORISÉES DE LOCAUX EN DIMINUTION

Sur l'ensemble de l'année 2011, les autorisations de locaux non résidentiels se sont élevées à 955 000 m² en Poitou-Charentes. Ce chiffre est en baisse de 14 % par rapport à 2010 (*graphique 8*). Quasiment tous les types d'activité sont touchés. C'est notamment le cas des locaux industriels, commerciaux, l'entreposage et les services. Seul le secteur agricole accroît nettement ses surfaces autorisées (+27 %). Au niveau national, une hausse de 7 % des surfaces autorisées est observée.



Évolution des surfaces de locaux non résidentiels autorisées (indice base 100 en 2004) (*graphique 8*)



Construction



La Charente est le seul département de la région qui enregistre une augmentation des surfaces autorisées de locaux par rapport à 2010 (+26,9 %) grâce notamment aux autorisations de locaux industriels et d'entreposage.

Dans la Vienne, les surfaces autorisées de locaux sont en nette baisse en 2011 par rapport à 2010 (-35 %). En 2010, de grosses opérations commerciales et industrielles avaient gonflé les chiffres. En 2011, seules les superficies liées aux activités agricoles progressent.

Dans les Deux-Sèvres, les surfaces autorisées de locaux sont en baisse de 10 % par rapport à 2010. Les surfaces artisanales, industrielles, d'entreposage et de service sont en baisse, seules les surfaces commerciales et des activités agricoles sont en nette progression

En Charente-Maritime, les surfaces autorisées de locaux sont en baisse de 18 % par rapport à 2010. Les surfaces commerciales, industrielles, d'entreposage et de service sont en baisse, seules les surfaces de bureaux sont en nette progression.

Transport



Hausse des marchandises et des voyageurs transportés

Le transport régional de marchandises se maintient en 2011. Les chiffres d'affaires du transport routier sont en hausse. La situation financière des transporteurs routiers s'améliore mais reste encore fragile. Le trafic portuaire se maintient à un niveau élevé. Le port de La Rochelle devance celui de Bordeaux. Le transport ferroviaire est dynamique. Du côté de la mobilité des individus, le transport collectif se développe également.

L'emploi salarié dans les transports diminue depuis 2008. En 2011, cette tendance s'interrompt puisque l'emploi salarié hors intérim se stabilise (*graphique 1*). La situation est comparable en France métropolitaine.

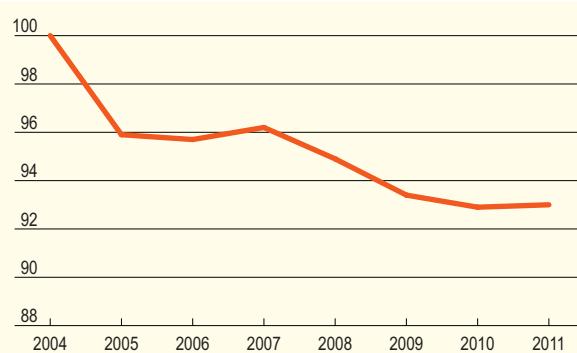
LE TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES SE MAINTIENT

La légère reprise de la demande de transport routier de marchandises amorcée en 2010 après la crise fortement ressentie en 2009, s'est confirmée en 2011. La situation financière des entreprises de ce secteur s'est améliorée mais reste encore fragile.

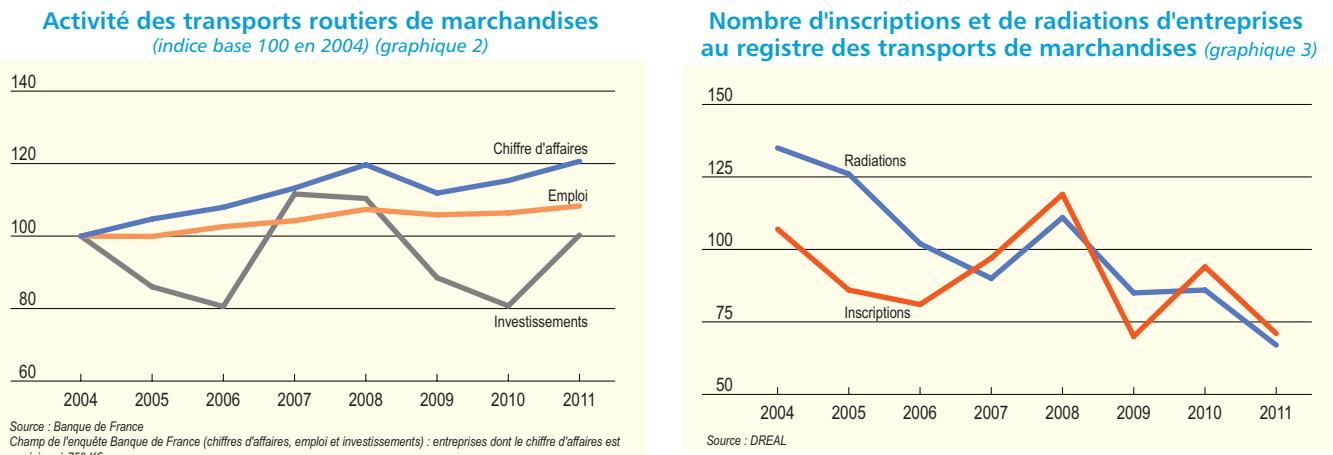
Premier signe de bonne tenue, selon les professionnels du secteur, le chiffre d'affaires des entreprises de transports routiers de marchandises en Poitou-Charentes augmente de 4,6 % en 2011 (*graphique 2*). Parallèlement, l'emploi augmente de 1,8 %.

Deuxième signe de bonne tenue, le nombre d'accédants aux professions de responsable d'entreprise de transport routier de marchandises et de commissionnaires de transport a très fortement progressé en 2011. Le nombre de certificats de capacité professionnelle a enregistré une hausse de 44 % par rapport à 2010. Néanmoins cette très forte hausse semble plus s'expliquer par

Emploi salarié dans les transports
(indice base 100 en 2004) (*graphique 1*)



Source : Insee
Champ : Salarés hors secteurs agricole et services non marchands



l'anticipation du durcissement du dispositif d'accès aux professions introduit par le «Paquet Routier» applicable début 2012, que par une réelle attractivité retrouvée du secteur.

Troisième signe de bonne tenue, le secteur enregistre ainsi une stabilisation du nombre d'entreprises inscrites en 2011 (graphique 3), à hauteur de 1 189 unités. Si le nombre d'entreprises nouvelles inscrites au registre des transporteurs en 2011 est en sensible diminution (71 inscriptions contre 94 en 2010), le nombre des entreprises radiées est également en baisse (67 radiations contre 86 en 2010).

Autre signe qui tend à confirmer la relative bonne tenue du secteur : le nombre de licences détenues par les entreprises régionales de transport routier de marchandises est en augmentation de 1 % par rapport à 2010 et atteint 11 800 fin 2011. Enfin, le nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires neufs a augmenté de 5,9 % en 2011 et retrouve ainsi son niveau de 2008 (tableau 1).

Par ailleurs, la capacité financière⁽¹⁾ des entreprises s'est légèrement améliorée, puisque 87 % des entreprises répondent à cette condition fin 2011 contre 84 % un an plus tôt. Le nombre d'entreprises présentant des capitaux propres négatifs⁽²⁾ est lui aussi en diminution et représente 6 % du nombre total des entreprises inscrites fin 2011 contre 8 % fin 2010. Néanmoins, les situations financières et les trésoreries des entreprises demeurent extrêmement fragiles.

⁽¹⁾ La capacité financière est une adéquation entre le montant des capitaux propres de l'entreprise et le nombre de véhicules qu'elle exploite. Pour le transport public routier de marchandises ce montant exigible est fixé à :

- 1 800 € pour le 1^{er} véhicule de PMA n'excédant pas 3,5 tonnes puis 900 € pour les véhicules suivants.

- 9 000 € pour le 1^{er} véhicule de PMA excédant 3,5 tonnes puis 5 000 € pour les véhicules suivants.

⁽²⁾ On appelle capitaux propres la valeur totale des actifs de l'entreprise diminuée du total de ses dettes. Ces capitaux sont négatifs lorsque les dettes sont supérieures aux actifs.

Immatriculations de véhicules utilitaires neufs (tableau 1)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Évolution 2011/2010 (en %)
Poitou-Charentes	11 156	11 679	12 172	12 806	13 239	9 892	13 148	13 919	+5,9
France	448 202	466 411	482 258	507 366	514 545	450 427	492 618	527 787	+7,1

Source : Ministère de l'Énergie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer (MEEDDM)

Véhicules utilitaires = camions et camionnettes, tracteurs routiers, remorques et semi-remorques

Transport



LE TRAFIC PORTUAIRE DE MARCHANDISES EST STABLE

Le contexte au niveau de l'activité portuaire en 2011 est mitigé. Si 2011 correspond à une bonne année pour Rotterdam et Anvers, les autres ports du range-nord et les grands ports maritimes métropolitains ont enregistré des résultats en demi-teinte. Dunkerque affiche un taux de croissance à deux chiffres en terme de trafic, alors que Marseille, Calais et La Rochelle progressent bien plus modérément. Les ports de Nantes, Le Havre, Rouen et Bordeaux enregistrent même un recul par rapport à 2010.

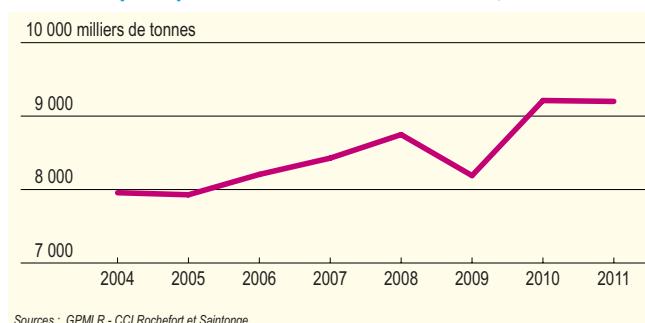
Le trafic du port de Nantes Saint Nazaire, premier port de la façade atlantique française, baisse de 1,7 % en 2011. Il s'établit à 30,5 millions de tonnes.

Le trafic portuaire régional (ports de La Rochelle, Rochefort et Tonnay-Charente) a peu évolué en 2011 par rapport à 2010 (*graphique 4*).

Le trafic 2011 du seul Grand Port Maritime de La Rochelle (GPMLR) a dépassé les 8,4 millions de tonnes, niveau inégalé jusque là, lui permettant ainsi de dépasser le trafic du port de Bordeaux qu'il talonnait. La légère augmentation du trafic 2011 (+0,14 %) du GPMLR correspond à 12 000 tonnes supplémentaires par rapport à 2010. Les vracs agricoles, composés de tourteaux et d'engrais, sont en hausse de 6,9 %, les autres vracs de 70 %. De nouveaux trafics composés de bobines d'acier, d'éoliennes, d'aluminium, apparaissent alors que les trafics traditionnels et majoritaires sont en très léger retrait comme les produits forestiers qui diminuent de 1 %, les céréales de 1,6 % ou encore les produits pétroliers qui reculent de 2,4 %.

En 2011, le port de Rochefort a enregistré une hausse de 0,9 % des trafics sur l'année, constitués pour l'essentiel par du bois et des engrains. Le port de Tonnay-Charente connaît à nouveau un recul de 9,3 % du trafic en lien direct avec la baisse des volumes de céréales transportés (-11,9 %).

Transport portuaire de marchandises (*graphique 4*)



LE TRANSPORT FERROVIAIRE DE MARCHANDISES PROGRESSE

En 2011, le transport ferroviaire de marchandises régional a enregistré une progression de 2,4 %. En dépit des difficultés liées à la politique de restructuration de Fret SNCF et des travaux sur les lignes, les tonnages transportés par Fret SNCF ont augmenté de 5 % par rapport à 2010. L'activité ferroviaire de Fret SNCF repose sur un bon niveau de trafic lié aux céréales, aux matériaux de carrière et de fortes exportations via le Port de La Rochelle.

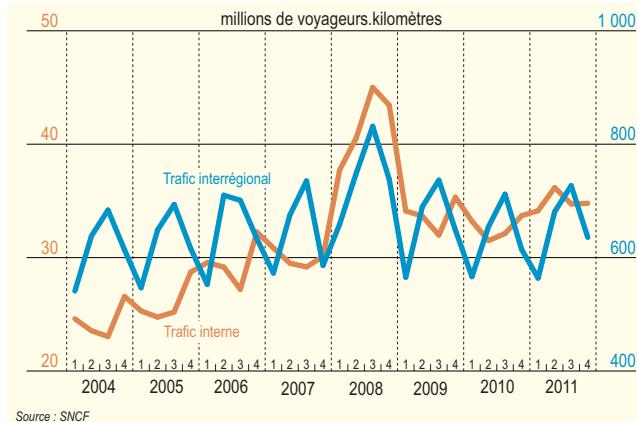
Le trafic ferroviaire tous opérateurs confondus en lien avec le port de La Rochelle a franchi la barre du million de tonnes pour la 1ère fois. 1 066 030 tonnes de marchandises ont été pré ou post acheminées par voie ferroviaire soit une augmentation de 14 % par rapport à 2010. En 2011, la part du ferroviaire a atteint 12,6 % du trafic portuaire rochelais.

Les deux opérateurs ferroviaires Colas-Rail et Naviland Cargo ont enregistré des résultats en demi-teinte. Les trafics du principal opérateur privé de la région, Colas Rail, ont baissé de 5,7 % par rapport à 2010. La ligne de transport combiné Cognac-le Havre en dépit d'un potentiel prometteur n'a pas encore repris du service. En effet, après les excellents résultats des 6 premiers mois de 2010, le trafic ferroviaire a été interrompu suite à la fermeture de la ligne Angoulême-Cognac pour travaux de renouvellement de voie. Alors que ces travaux sont terminés depuis mai 2011, le transport ferroviaire de marchandises n'a cependant pas repris.

LE TRAFIC FERROVIAIRE DE VOYAGEURS REPART À LA HAUSSE

En Poitou-Charentes, le trafic ferroviaire de voyageurs renoue avec la croissance après 2 années consécutives de baisse : le trafic interne à la région a enregistré une augmentation de 7,1% et le trafic inter régional de 2,4 % (*graphique 5*). Ces baisses étaient intervenues après plusieurs années de hausse continue et notamment une année 2008 exceptionnelle (plus de 16 % de progression pour l'interrégional et 39 % en interne), en lien avec la forte hausse des prix du pétrole et l'important report modal qui s'était opéré à ce moment-là. 2009 avait marqué une inflexion de tendance, qui s'est stabilisée en 2010. En 2011, il y a une rupture, les niveaux de fréquentation remontent. En Poitou-Charentes, 10 000 personnes utilisent le réseau TER chaque jour dont 3 000 abonnés. Les lignes les plus fréquentées sont Poitiers-La Rochelle et Angoulême-Saintes-Royan.

Trafic ferroviaire de voyageurs en Poitou-Charentes (graphique 5)



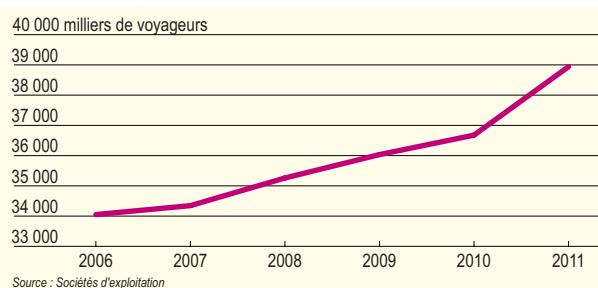
LE TRANSPORT AÉRIEN DE VOYAGEURS REDÉCOLLE...

Au niveau de la région Poitou-Charentes, le nombre de voyageurs aériens est en hausse de 10,8 % par rapport à 2010 (graphique 7). L'aéroport de La Rochelle enregistre une belle progression de près de 20 % avec 229 000 passagers, notamment grâce aux nouvelles lignes vers Porto (17 000 passagers) et vers Orly (6 500 passagers). Les bons résultats des lignes vers Londres (82 000 passagers), Bruxelles (17 000), Lyon (19 000), Oslo (13 700) y ont également contribué. Après une année 2010 déjà en retrait, le trafic de l'aéroport de Poitiers enregistre à nouveau une diminution de son trafic de 4 % en lien avec la suppression de la ligne vers Barcelone-Gérone et la réduction du nombre de vols vers Edimbourg. Ceci représente au total une perte de plus de 18 000 passagers. Les bons résultats de la ligne vers Londres (+12 %) et de la liaison Poitiers-Lyon par Airlinair (+26 %), ne parviennent pas à contrebalancer totalement ces pertes.

NOUVELLE HAUSSE DE VOYAGEURS DANS LES TRANSPORTS COLLECTIFS URBAINS

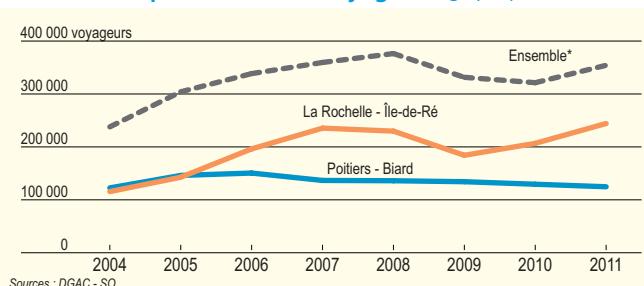
La fréquentation des Transports Collectifs Urbains des 8 principales villes de la région a augmenté de plus de 6 % en 2011 par rapport à 2010, ce qui représente plus de deux millions de voyages supplémentaires (graphique 6). Seul le réseau de Cognac enregistre une baisse de la fréquentation (-8,3 %). D'autres agglomérations ont restructuré ou étoffé leur réseau et connaissent une belle progression comme Rochefort (+26 %), Niort (+21,8 %), Saintes (+10 %) et La Rochelle (7,8 %), celle-ci étant plus légère à Châtellerault (+5,5 %), Poitiers (4,5 %) et Angoulême (+1,3 %).

Transports collectifs urbains⁽¹⁾ (graphique 6)



(1) Poitiers, Angoulême, Niort, Châtellerault, La Rochelle

Transport aérien de voyageurs (graphique 7)



* Ensemble comprend tous les aéroports de la région : Poitiers, La Rochelle, Angoulême, Rochefort et Royan (aucun vol à Royan depuis 2008)

Tourisme



Une saison record en 2011 dans les campings

Les campings du Poitou-Charentes ont connu un record de fréquentation durant la saison 2011, avec plus 7 250 000 nuitées enregistrées, constituant le meilleur score depuis 1999. La hausse est particulièrement sensible dans la Vienne et sur l'île de Ré. Pour la première fois depuis 2007, l'hôtellerie du Poitou-Charentes enregistre une hausse de sa fréquentation en 2011, grâce à la clientèle française. Ce rebond concerne surtout le littoral, particulièrement les deux grandes îles, mais aussi la Charente.

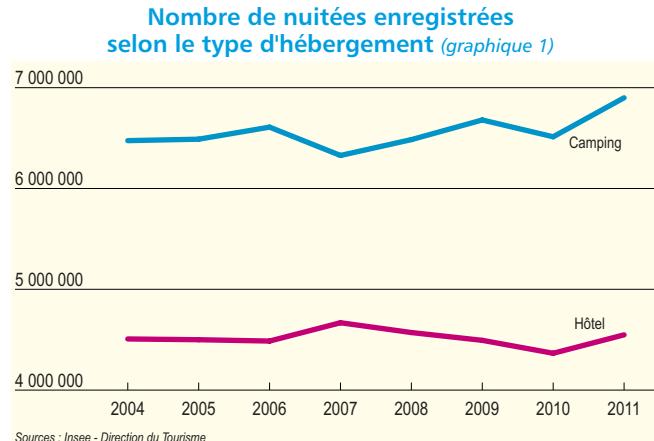
Tant en camping qu'en hôtellerie, la fréquentation touristique connaît une forte hausse en 2011 dans notre région (*graphique 1*). Le nombre de nuitées enregistrées en camping dépasse de 3,3 % les chiffres records enregistrés durant la saison 2009 et s'établit ainsi comme la saison la plus fréquentée des dix dernières années.

L'hôtellerie picto-Charentaise n'est pas en reste avec une hausse de fréquentation de 4,2 % en 2011 par rapport à 2010. Cette saison rompt avec la tendance à la baisse amorcée depuis 2007.

LES CAMPINGS DE L'ÎLE DE RÉ ET DE LA VIENNE EN FORTE PROGRESSION

Après une saison 2010 pénalisée par les conséquences de la tempête Xynthia, la fréquentation des campings repart à la hausse en 2011. L'augmentation du nombre de nuitées entre les deux saisons (1^{er} mai au 30 septembre) est de 5,9 % sur l'ensemble de la région.

La hausse concerne toutes les zones sauf celle de l'île d'Oléron (-0,8 %). Cependant, la Vienne a connu la plus forte évolution relative par rapport à 2010 (+19,8 %), soit beaucoup plus qu'en Charente (+6,0 %) et qu'en Deux-Sèvres (+2,6 %). La Charente-Maritime, qui concentre près de 91 % des nuitées régionales a bénéficié d'une augmentation de 5,4 %. Dans ce département



partiellement touché par la tempête Xynthia, l'île de Ré retrouve des couleurs, avec une fréquentation en hausse de 17,2 % par rapport à 2010, effaçant ainsi la perte de près de 10 % subie entre 2009 et 2010. L'île d'Oléron, moins impactée par la tempête de 2010, conserve une fréquentation élevée de plus de 1,7 millions de nuitées en 2011. Enfin, la zone de La Rochelle-Rochefort, malgré une amélioration de sa fréquentation par rapport à 2010 (+5,9 %) n'a pas complètement gommé son fort recul de 2010 (-16,3 %).

La catégorie « 4 étoiles » continue de progresser et, avec une hausse de sa fréquentation de 20 % entre 2010 et 2011 (graphique 2), enregistre désormais autant de nuitées que les « 3 étoiles ». Pourtant, sa capacité d'accueil est de 29 % inférieure. Les « 2 étoiles », autrefois catégorie « reine », ne représentent plus que 40 % de la capacité d'accueil totale et 29 % des nuitées enregistrées. Malgré une progression sensible de sa fréquentation en 2011 (+14,9 %), les terrains « 1 étoile », concentrent moins de 3 % des nuitées passées dans les campings de la région.

Hormis le mois de mai qui n'a pas bénéficié des longs week-ends habituels et dont le nombre de nuitées a baissé de près de 4 %, tous les mois sont orientés à la hausse. Juin, bénéficiant de nombreux ponts a vu sa fréquentation augmenter de 46 % pour atteindre près de 740 000 nuitées en 2011. Septembre, avec près de 500 000 nuitées, a profité d'une météo très favorable.

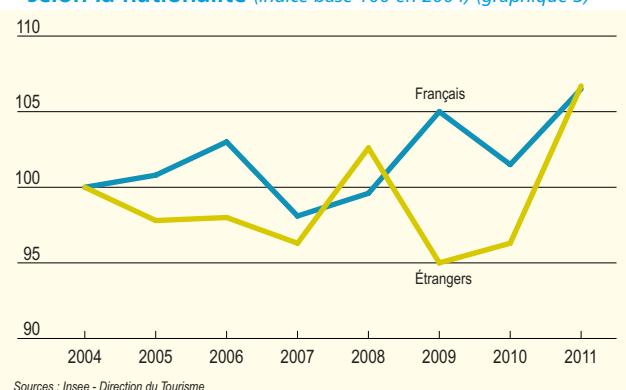
LES CAMPEURS NÉERLANDAIS ET BELGES SONT VENUS PLUS NOMBREUX

Le nombre de nuitées étrangères enregistrées dans les campings de la région entre le 1er mai et le 30 septembre 2011 s'élève à 1,26 million, soit une progression de près de 11 % par rapport à 2010 (graphique 3). Leur part dans l'ensemble des nuitées est de 18,3 %.

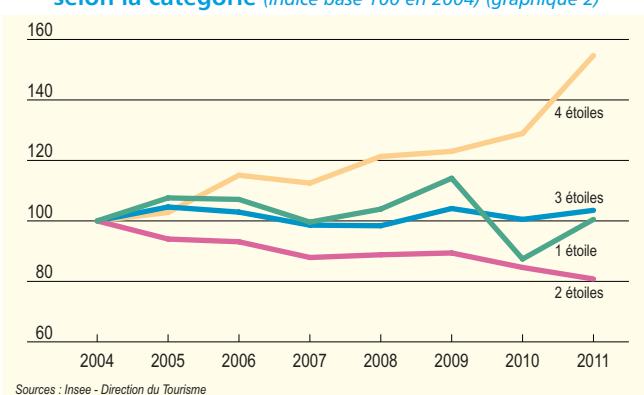
Avec près de 440 000 nuitées, les Britanniques demeurent les étrangers les plus nombreux dans les terrains de camping du Poitou-Charentes. Suivent les Néerlandais (403 600 nuitées), les Allemands (163 400) et les Belges (126 200) (graphique 4).

Les campeurs du Benelux sont venus en plus grand nombre en 2011 par rapport à 2010. Les Néerlandais (+21 %) et les Belges (+11 %) sont aussi les plus nombreux à opter pour les emplacements équipés, contrairement aux Britanniques ou aux Allemands.

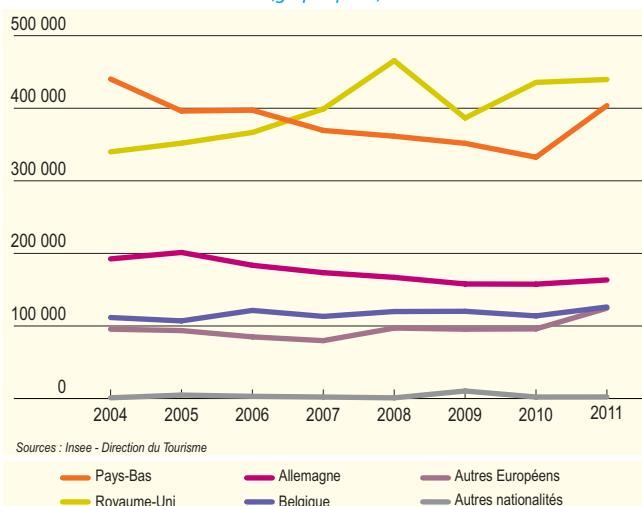
Évolution des nuitées dans les campings selon la nationalité (indice base 100 en 2004) (graphique 3)



Évolution des nuitées dans les campings selon la catégorie (indice base 100 en 2004) (graphique 2)



Nuitées dans les campings selon la nationalité (graphique 4)



Tourisme

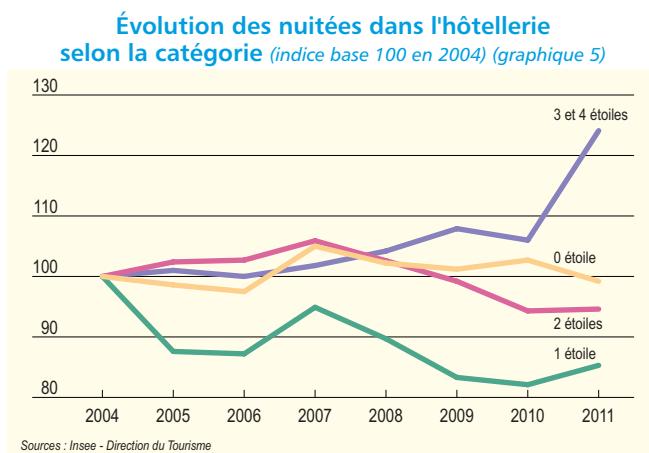


Chaque nationalité a ses destinations préférées. Ainsi, les Allemands sont les étrangers les plus nombreux sur l'île d'Oléron et sont également très présents sur l'île de Ré. Au total, près des 3/4 des campeurs allemands de la région choisissent un séjour ilien. Les Néerlandais représentent près de la moitié du contingent d'étrangers dans la zone de La Rochelle-Rochefort (48 %). Les Britanniques sont majoritaires dans toutes les autres zones. À noter aussi, que 20 % des campeurs espagnols ayant choisi de séjournier en Poitou-Charentes s'installent autour du Futuroscope.

LES HÔTELS « 3 ET 4 ÉTOILES » BRILLENT DE PLUS EN PLUS

Avec plus de 4,5 millions de nuitées enregistrées, la fréquentation des hôtels de Poitou-Charentes connaît en 2011 une hausse de 4,2 % par rapport à 2010. Cette saison rompt la tendance à la baisse qui durait depuis 2007 mais demeure encore loin des chiffres de l'an 2000 où la fréquentation flirtait avec les 5 millions de nuitées.

Les « 4 étoiles », même s'ils ne représentent encore qu'un peu plus de 5 % des nuitées hôtelières passées en Poitou-Charentes, connaissent la plus forte évolution (+57,2 %) (graphique 5), grâce à l'augmentation de leur capacité d'accueil. Les établissements « 3 étoiles » voient également leur fréquentation s'accroître fortement (+10,5 %) alors que leur capacité n'augmente que de 2 %. La catégorie « 2 étoiles » concentre toujours plus de nuitées que les autres (47,3 %) mais sa part diminue au fil des ans en raison de la baisse de sa capacité d'accueil au profit des catégories supérieures. À capacité quasi constante, les établissements « 0 étoile » connaissent une baisse de fréquentation alors que les « 1 étoile » sont en progression.



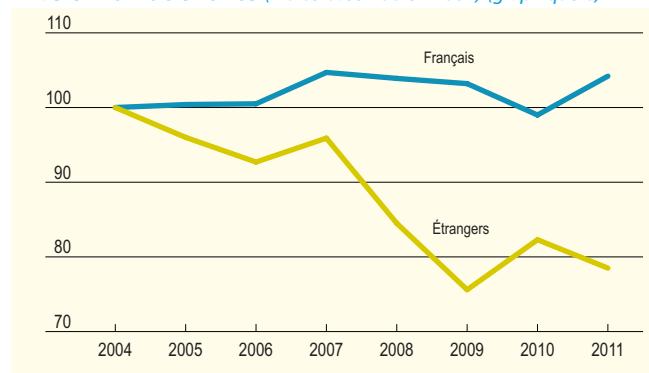
Par rapport à 2010, la fréquentation est orientée à la hausse dans toutes les zones, hormis la partie non balnéaire de la Charente-Maritime (-1,7 %) et la Vienne rurale (-1,4 %). D'ailleurs, pour ces deux territoires, le déclin est observé depuis plusieurs années déjà. Tous les départements sont globalement à la hausse. Cependant, si la Vienne, grâce au Futuroscope, et les Deux-Sèvres sont juste stables, les deux départements charentais connaissent une embellie (respectivement, +8,5 % et +7,0 %) mais après une année 2010 en fort repli.

L'hôtellerie de Charente-Maritime retrouve des couleurs après une année 2010 décevante. Les deux grandes îles voient leur fréquentation redécoller en 2011 (+21,6 % pour Ré et +13,4 % pour Oléron) après une importante diminution l'année précédente. Dans la Vienne, la zone «Poitiers-Futuroscope» gagne seulement 0,6 % de nuitées en 2011 mais il s'agit de la 4^e année consécutive de hausse.

MOINS D'ÉTRANGERS QU'EN 2010 MAIS LES ESPAGNOLES RESTENT DES AFICIONADOS DU FUTUROSCOPE

Les étrangers se sont fait plus rares en 2011. Ils ont généré seulement 453 500 nuitées dans les hôtels de la région. Une baisse de 4,6 % par rapport à 2010 qui avait connu un fort regain de fréquentation étrangère (graphique 6). La part de clientèle étrangère retombe à 10,0 %. Même si elle y est en baisse sensible, c'est toujours sur les îles de la Charente-Maritime que la part de la clientèle étrangère est la plus forte de la région. Principalement sur l'île de Ré (15,0 %).

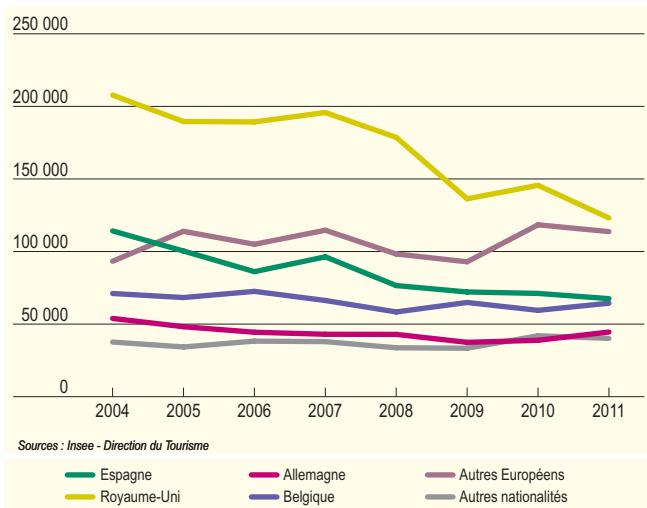
Évolution des nuitées dans l'hôtellerie selon la nationalité (indice base 100 en 2004) (graphique 6)



Même s'ils sont venus moins nombreux que d'habitude (-15,4 %), les Britanniques demeurent les principaux clients étrangers des hôtels de la région avec plus de 123 000 nuitées représentant plus d'une nuitée étrangère sur quatre (graphique 7). Suivent les Espagnols, avec 67 500 nuitées, en baisse de 5 %, et les Belges avec 64 400 nuitées, en hausse de plus de 8 %. Les Britanniques sont majoritaires sur toutes les zones, sauf sur l'île d'Oléron où ils sont devancés par les Belges et sur le secteur « Poitiers-Futuroscope » où ils sont traditionnellement et largement distancés par les Espagnols, inconditionnels des parcs d'attraction. Globalement, les Belges et les Allemands se retrouvent surtout le long du littoral.

La clientèle d'affaires représente 45,6 % des nuitées totales de la région en 2011, soit un peu plus de 2 millions de nuitées. Le nombre de nuitées d'affaires a progressé dans notre région de 3,5 % entre 2010 et 2011. Les hôtels des Deux-Sèvres et de Charente vivent essentiellement du tourisme d'affaires où il représente deux nuitées sur trois. À l'opposé, dans la très touristique Charente-Maritime, la clientèle d'affaires n'engendre qu'un peu plus d'une nuitée sur trois. Sur les îles de ce département, la part du tourisme d'affaires tombe même en dessous de 10 %.

Nuitées dans l'hôtellerie selon la nationalité
(graphique 7)



Évolution des nuitées dans les hôtels et les campings du Poitou-Charentes (tableau 1)

	Nuitées en hôtels			Nuitées en campings		
	2010	2011	Évolution 2011/2010 (en %)	2010	2011	Évolution 2011/2010 (en %)
Par zone						
Charente	399 295	433 074	+8,5	134 731	142 796	+6,0
Charente-Maritime	2 016 491	2 158 610	+7,0	5 958 410	6 277 625	+5,4
dont Arvert	281 946	292 519	+3,8	2 073 426	2 131 667	+2,8
Île d'Oléron	171 899	194 917	+13,4	1 636 275	1 622 635	-0,8
Île de Ré	245 905	298 953	+21,6	1 300 397	1 515 809	+16,6
La Rochelle-Rochefort	985 733	1 046 699	+6,2	790 143	831 155	+5,2
Non balnéaire	331 006	325 522	-1,7	158 169	176 360	+11,5
Deux-Sèvres	407 818	409 388	+0,4	136 795	140 415	+2,6
Vienne	1 541 723	1 547 076	+0,3	282 978	339 025	+19,8
dont Poitiers-Futuroscope	1 320 391	1 328 784	+0,6	91 320	103 464	+13,3
Par catégorie						
0 étoile*	725 571	700 473	-3,5	///	///	///
1 étoile	420 500	436 870	+3,9	168 833	194 009	+14,9
2 étoiles	2 143 366	2 151 489	+0,4	2 099 611	2 007 186	-4,4
3 et 4 étoiles	1 075 889	1 259 316	+17,0	4 244 465	4 698 669	+10,7
dont 4 étoiles	150 507	236 629	+57,2	1 931 116	2 316 413	+20,0
Poitou-Charentes	4 365 327	4 548 148	+4,2	6 512 910	6 899 862	+5,9

Sources : Insee - Direction du Tourisme

* La catégorie 0 étoile n'existe que dans l'hôtellerie

Tourisme



Sources

Enquêtes mensuelles de fréquentation touristique : réalisées par l'Insee et la DGCIS (Direction Générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services) avec un élargissement du champ grâce à un partenariat avec le Comité Régional du Tourisme Poitou-Charentes, les Comités Départementaux du Tourisme de la Charente, la Charente-Maritime, des Deux-Sèvres et de la Vienne.

DÉFINITIONS :

Nuitées : total des nuits passées par les clients des campings et des hôtels

Taux d'occupation : rapport entre le nombre d'emplacements occupés et le nombre d'emplacements effectivement offerts

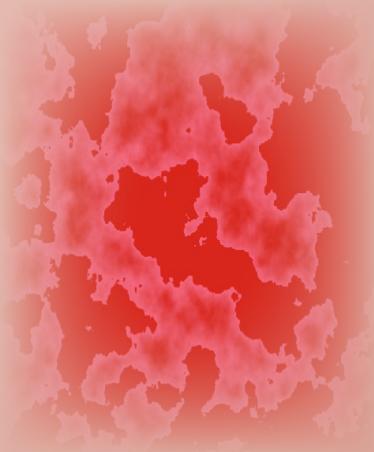
Durée moyenne de séjour : rapport entre le nombre de nuitées et le nombre d'arrivées.

Emplacements nus : emplacements dans les campings dépourvus de toute forme d'hébergement

Emplacements locatifs ou équipés : emplacements dans les campings dotés d'un hébergement (bungalow, bungatoile, mobil-home,...).

Les conséquences sur le tissu économique

ENTREPRISES



Entreprises



Les créations d'auto-entreprises freinent brutalement

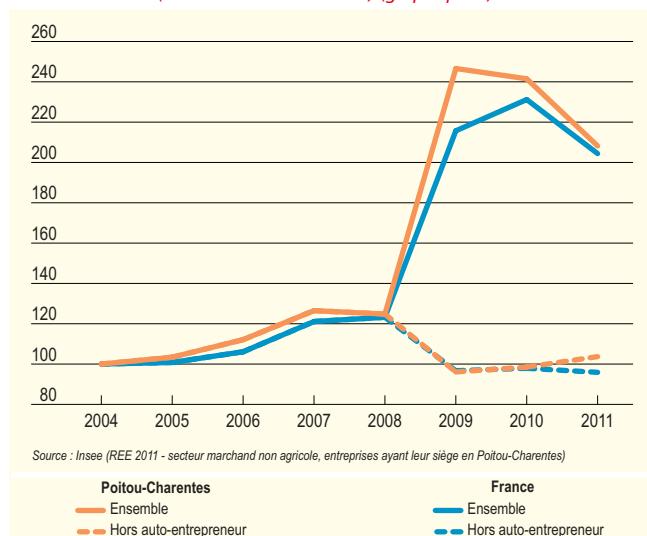
En Poitou-Charentes, 12 041 entreprises ont été créées en 2011. Le nombre de créations d'entreprises a diminué de 13,8 % en un an. Comme en 2010, cette baisse est exclusivement due à la réduction des créations d'auto-entreprises.

Hors auto-entrepreneurs, les créations d'entreprises sont en hausse de 5,3 % en Poitou-Charentes. En Charente-Maritime la hausse est de 17,2 %, en Charente de 5,3 %. En revanche, dans la Vienne la baisse est de 8,3 % et dans les Deux-Sèvres de 10,3 %. Dans les activités immobilières et financières, les créations résistent. Les autres secteurs souffrent toujours de la crise.

Le Poitou-Charentes comptait 84 149 entreprises début 2011 (*tableau 1*) dans le secteur marchand non agricole, soit 1 481 de plus qu'en 2010. Les créations d'entreprises ont diminué de 13,8 % en un an dans la région, ce qui classe le Poitou-Charentes au 21^e rang des régions françaises. 12 041 nouvelles entreprises ont été créées en 2011 (*tableau 2*). À titre de comparaison, en France, les créations d'entreprises ont baissé de 11,6 %. Seules deux régions connaissent une hausse : la Guadeloupe et la Guyane. Dans la région, le fait le plus marquant est la baisse des créations d'auto-entreprises pour la deuxième année consécutive. Elles sont 27 % de moins qu'en 2010.

L'essoufflement du régime d'auto-entrepreneur se poursuit. Après avoir connu un succès certain dans la région en 2009, les créations d'auto-entreprises ont diminué de 30 % en deux ans (*graphique 1*). Le Poitou-Charentes connaît la 3^e plus forte baisse de toutes les régions en matière de créations d'auto-entreprises. Alors qu'en 2009 et 2010, 6 créations sur 10 étaient dues aux auto-entrepreneurs, en 2011 l'équilibre s'est établi puisqu'il y a autant de créations d'entreprises « classiques » que d'auto-entreprises.

**Évolution des créations d'entreprises
(indice base 100 en 2004) (graphique 1)**



Nombre d'entreprises du Poitou-Charentes au 1^{er} janvier 2011 (tableau 1)

	Charente	Charente-Maritime	Deux-Sèvres	Vienne	Poitou-Charentes	Structure Poitou-Charentes (en %)
Industrie	1 674	2 703	1 348	1 468	7 193	8,5
Construction	2 731	5 790	2 357	2 630	13 508	16,1
Commerce, Transports, Hébergement et restauration	5 703	11 404	4 204	4 990	26 301	31,3
Hébergement, tourisme	994	2 838	881	1 160	5 873	7,0
Commerce	4 374	7 932	2 933	3 504	18 743	22,3
Transport	335	634	390	326	1 685	2,0
Services	6 868	15 386	6 651	8 242	37 091	44,1
Activités financières	616	1 206	708	767	3 297	3,9
Activités immobilières	649	1 937	745	846	4 177	5,0
Information et télécommunication	253	638	270	342	1 503	1,8
Soutien aux entreprises	1 973	4 485	1 906	2 550	10 914	13,0
Enseignements, santé, action sociale	1 894	4 162	1 735	2 170	9 961	11,8
Autres services aux ménages	1 483	2 958	1 287	1 567	7 295	8,7
Ensemble	16 976	35 283	14 560	17 330	84 149	100,0

Source : Insee (REE 2011 - secteur marchand non agricole, entreprises ayant leur siège en Poitou-Charentes)

MOINS DE CRÉATIONS D'AUTO-ENTREPRISES, PLUS D'ENTREPRISES « CLASSIQUES »

Hors régime de l'auto-entrepreneur, qui baisse de 27 %, le nombre de créations d'entreprises « classiques » est en augmentation de 5,3 %. Dans le même temps, l'ensemble des régions françaises connaît une baisse de 2,1 %. La situation globale masque donc la bonne tenue des créations d'entreprises régionales, hors auto-entrepreneurs. Si la région avait connu les mêmes évolutions par secteur d'activité qu'au niveau national, le nombre de créations hors auto-entrepreneurs aurait baissé de 3 %.

Le Poitou-Charentes se place au 1^{er} rang des régions métropolitaines. Seules cinq régions métropolitaines ont une évolution positive des créations d'entreprises « classiques » (Poitou-Charentes, Centre, Haute-Normandie, Basse-Normandie et Corse).

CONFIRMATION DANS L'IMMOBILIER ET LES ACTIVITÉS FINANCIÈRES

En 2011 comme en 2010, les créations d'entreprises dans les activités financières et d'assurance ainsi que dans les activités immobilières sont toujours en hausse (respectivement +6,9 % et +12,7 %). Le secteur de

Nombre de créations d'entreprises par département et par secteur d'activité en 2011 (tableau 2)

	Charente	Charente-Maritime	Deux-Sèvres	Vienne	Poitou-Charentes	Évolution 2011/2010 (en %)
Industrie	123	337	144	190	794	-15,8
Construction	374	803	317	344	1 838	-15,8
Commerce, Transports, Hébergement et restauration	664	1 540	500	739	3 443	-15,0
Hébergement, tourisme	111	314	76	130	631	-8,2
Commerce	530	1 172	399	578	2 679	-16,1
Transport	23	54	25	31	133	-21,3
Services	1 101	2 623	911	1 331	5 966	-12,1
Activités financières	69	123	61	101	354	+6,9
Activités immobilières	64	275	70	98	507	+12,7
Information et télécommunication	64	135	63	87	349	-23,0
Soutien aux entreprises	349	903	295	445	1 992	-17,3
Enseignements, santé, action sociale	224	509	184	255	1 172	+3,9
Autres services aux ménages	331	678	238	345	1 592	-21,1
Ensemble	2 262	5 303	1 872	2 604	12 041	-13,8

Source : Insee (REE 2011 - secteur marchand non agricole, entreprises ayant leur siège en Poitou-Charentes)

Entreprises



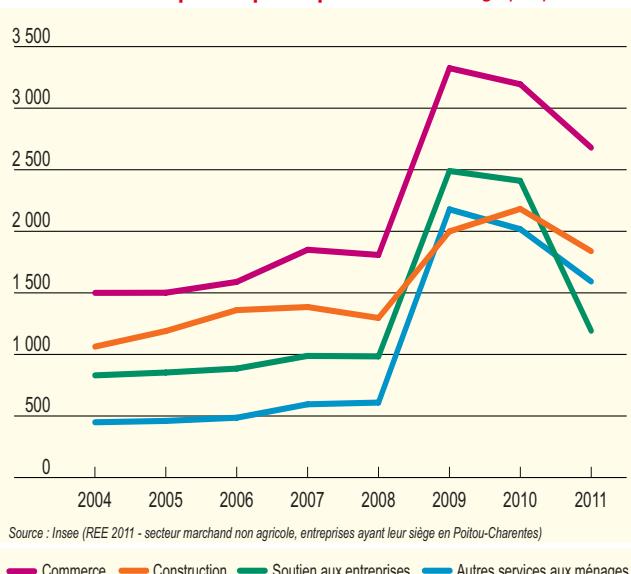
l'enseignement, de la santé et de l'action sociale progresse également (+3,9 %). Toutes les autres activités ont moins de créations en 2011 qu'en 2010. La construction, qui avait connu une hausse des créations de 9 % l'année précédente, baisse de 15,8 % en 2011 (graphique 2). Néanmoins, hors auto-entrepreneurs, les créations dans le secteur de la construction augmentent de 21 %.

En revanche, le secteur du commerce voit ses créations diminuer de 16,1 %, même hors auto-entrepreneurs où il enregistre une baisse de 8,5 %. Le commerce, l'industrie et le secteur de l'information et de la communication connaissent tous trois une baisse conjuguée des créations d'auto-entreprises et d'entreprises classiques. Dans les autres activités seules les créations d'auto-entreprises diminuent.

CHARENTE ET CHARENTE-MARITIME : DES CRÉATIONS D'ENTREPRISES DYNAMIQUES, SAUF CHEZ LES AUTO-ENTREPRENEURS

Entre 2010 et 2011, les créations d'entreprises de la Charente-Maritime ont diminué de 12,7 % (graphique 3). Cette chute est due à la baisse de 35,6 % des créations d'auto-entrepreneurs. Hors auto-entrepreneurs, la Charente-Maritime est le département le plus dynamique de la région avec une augmentation de 17,2 % des créations d'entreprises sur un an. La hausse des créations a été la plus forte dans les secteurs de la construction, de l'immobilier, des activités de soutien aux entreprises et des autres services aux ménages.

Nombre de créations d'entreprises dans les quatre principaux secteurs (graphique 2)



La Charente-Maritime regroupe 44 % des créations d'entreprises de la région et 52 % des créations parmi les entreprises sous statut « classique ». C'est le seul département de la région où les créations d'entreprises classiques sont plus importantes que les créations d'auto-entreprises.

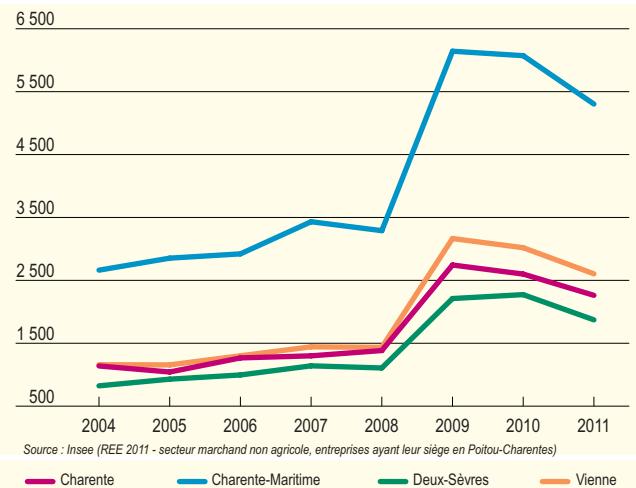
Comme la Charente-Maritime, la Charente a enregistré une diminution des créations d'entreprises de 13 %. C'est également la création sous régime de l'auto-entreprise qui génère cette baisse. En effet, la création d'auto-entreprises a diminué de 22,8 % alors qu'à l'inverse la création d'entreprises « classiques » a connu une hausse de 5,3 %. Cette hausse repose principalement sur la bonne tenue de la construction qui compte 39 % de créations en plus hors statut d'auto-entreprise.

DEUX SÈVRES ET VIENNE : BAISSE DES CRÉATIONS D'ENTREPRISES SOUS STATUT D'AUTO-ENTREPRENEUR AINSI QUE DES ENTREPRISES « CLASSIQUES »

Alors qu'en 2010 les Deux-Sèvres étaient le seul département de la région où le nombre de créations d'auto-entrepreneurs avait augmenté, en 2011 il baisse de 22,6 %. De plus, le nombre de créations des autres entreprises diminue également de 10,7 %. Dans ce département tous les secteurs d'activités enregistrent une réduction des créations d'auto-entreprises. Parmi les autres créations d'entreprises, la construction et les activités financières et d'assurance se distinguent avec une croissance des créations.

Nombre de créations d'entreprises par département

(graphique 3)

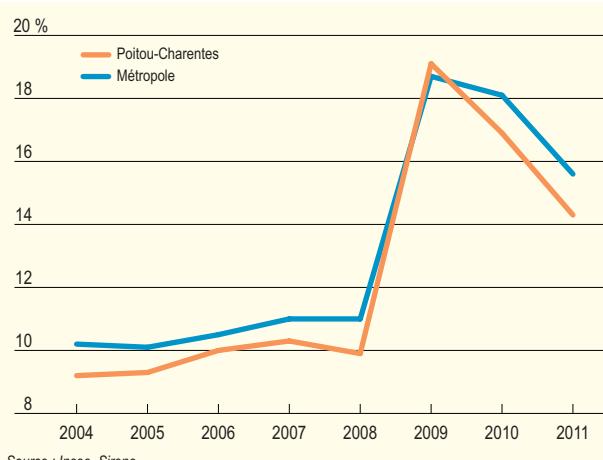


La Vienne connaît la même évolution que les Deux Sèvres. Une baisse des créations d'auto-entreprises de 17,4 % et également des autres entreprises de 8,3 %. Au total, le nombre de créations d'entreprises a diminué de 13,7 % sur un an. Hormis dans le secteur qui regroupe l'administration publique, la santé et l'action sociale qui compte plus de créations en 2011 qu'en 2010, toutes les autres activités recensent moins de créations en 2011 qu'en 2010. Alors que la construction s'était bien tenue entre 2009 et 2010, ce secteur compte 27 % de créations d'entreprises en moins en 2011.

UN TAUX DE CRÉATION D'ENTREPRISES TOUJOURS INFÉRIEUR À LA MOYENNE NATIONALE

L'évolution du taux de création d'entreprises est un indicateur qui permet de mesurer la capacité d'un territoire à renouveler son tissu productif. Le taux de création mesure le nombre de créations d'entreprises sur le nombre total d'entreprises. Si, exceptionnellement en 2009, la région Poitou-Charentes avait un taux de création d'entreprises supérieur à la moyenne nationale, elle retrouve un taux inférieur depuis deux ans (*graphique 4*). Avec 1,3 point en dessous de la moyenne nationale, l'écart reste stable par rapport à l'année précédente. Cependant il est plus élevé qu'avant la mise en place du statut d'auto-entrepreneur. Il faut peut-être y voir un effet de rattrapage suite à l'engouement très fort qu'avait connu le statut d'auto-entrepreneur en Poitou-Charentes lors de sa mise en place en 2009. Ce sont les secteurs de l'information et de la communication et des autres activités de services qui ont les taux de création les plus importants (*graphique 5*). Ils sont supérieurs à ceux observés au niveau national. Mais ces derniers ne représentent que 11 % des entreprises quand le secteur du commerce compte pour 31 % du total.

Taux de création d'entreprises
(*graphique 4*)



LE STATUT DE SOCIÉTÉ SE REDRESSE FACE À L'AFFAISSEMENT DES AUTO-ENTREPRISES

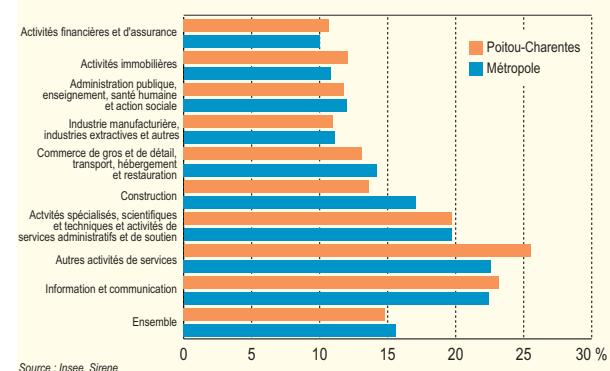
Tous les auto-entrepreneurs ont un statut d'entreprise individuelle. Il offre une souplesse de fonctionnement pour les créateurs. En 2011, la baisse des créations d'auto-entreprises conjuguée à la hausse des autres créations provoque mécaniquement une augmentation de la part des créations sous le statut de société. Alors qu'en 2010, seules 21 % des créations l'étaient sous formes sociétaires, en 2011 ce taux monte à 24,8 %. Néanmoins, si on ne prend en compte que les créations hors auto-entreprises, le taux des créations des sociétés est passé de 51,5 % en 2010 à 49,8 % en 2011.

L'EMPLOI SALARIÉ GÉNÉRÉ RESTE FAIBLE

En 2011, 1 807 emplois ont été générés par les créations d'entreprises. Bien qu'en hausse de 5 % en un an, l'impact des créations d'entreprises sur l'emploi salarié reste faible. Hors statut de l'auto-entrepreneur, 12,0 % des nouvelles entreprises se créent avec au moins un salarié contre 12,1 % au niveau national. La moitié d'entre elles n'ont qu'un salarié. Comme en 2010, parmi les nouvelles entreprises qui engagent au moins un salarié, il y a en moyenne 2,5 salariés en Poitou-Charentes contre 2,9 au niveau national.

Les auto-entrepreneurs picto-charentais sont plus âgés que dans le reste du pays. Ils sont 48 % à avoir plus de 40 ans, alors qu'en France ils ne sont que 40 %. Au plan régional, comme national, 62 % des auto-entrepreneurs sont des hommes.

Taux de création d'entreprises par secteur en 2011
(*graphique 5*)



Entreprises



1 L'auto-entrepreneur

Depuis le 1er janvier 2009, le nouveau régime de l'auto-entrepreneur permet à celui qui le souhaite de créer sa propre entreprise simplement et rapidement. Cela représente aussi une opportunité pour des chefs d'entreprise de changer de statut.

Ce nouveau régime, créé par la loi de modernisation de l'économie, lève les barrières à l'entrée de l'entrepreneuriat et offre une nouvelle chance à de nombreux salariés, étudiants, retraités et chômeurs, de compléter leurs revenus. Ce statut offre de nombreux avantages sociaux, déclaratifs et fiscaux. Les relations avec l'administration sont réduites à l'extrême : l'auto-entrepreneur devra s'acquitter d'un seul prélèvement équivalent à 13 % de son chiffre d'affaires mensuel ou trimestriel pour toute activité commerciale, 20,5 % pour une activité libérale ou à 23 % pour les activités de service ; il n'y a aucune autre taxe à acquitter : l'auto-entrepreneur n'est pas soumis à la TVA et il est exonéré de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) pendant trois ans à compter de la création de son entreprise ; s'il ne réalise aucun chiffre d'affaires, l'auto-entrepreneur ne paiera aucune charge. Lorsqu'il cesse son activité, cela ne coûte rien non plus ; techniquement, une seule chose est demandée : remplir «un livre chronologique des recettes» pour enregistrer les ventes effectuées, et pour les commerçants remplir un «livre des achats».

Ce statut est protecteur et offre des droits sociaux importants : l'auto-entrepreneur est affilié à la Sécurité sociale et valide des trimestres de retraite ; il s'acquitte forfaitairement de ses charges sociales et de ses impôts uniquement sur ce qu'il encaisse. S'il n'encaisse rien, il ne paie et ne déclare rien. Il bénéficiera de la couverture assurance maladie dès le premier euro de chiffre d'affaires.

2 De la difficulté de caractériser l'auto-entrepreneuriat

Comme les déclarations de créations sont simplifiées, l'information statistique disponible sur les auto-entrepreneurs est, en partie, lacunaire. Le nombre de créations d'auto-entrepreneurs intègre en effet, sans distinction, toutes les entreprises créées sous ce régime, qu'elles aient ou non effectivement démarré leur activité, y compris celles à qui ce régime a été refusé après la déclaration de création. Or, selon le concept harmonisé au niveau européen, une création d'entreprise doit s'accompagner de la mise en œuvre effective de nouveaux moyens de production. Les entreprises créées hors du régime d'auto-entrepreneur satisfont ce critère, mais seules les créations d'auto-entrepreneurs qui satisfont ce critère devraient être «légitimement» comptabilisées comme créations.

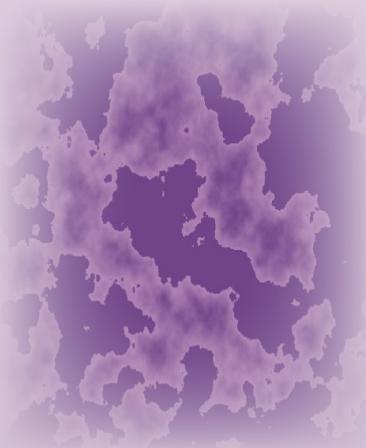
L'évolution globale du nombre de créations, prenant en compte cette part «légitime», résulterait de la combinaison de deux effets :

Un effet de substitution : création sous le régime de l'auto-entrepreneur de préférence à un autre régime, considéré comme moins avantageux ;
Un effet d'ajout : création, sous le régime de l'auto-entrepreneur, d'entreprises qui n'auraient jamais vu le jour sans ce régime.

Au niveau national, trois entrepreneurs sur quatre n'auraient pas créé d'entreprise sans ce régime (Insee Première N°1388 - février 2012)

Les conséquences sur les marchés de l'emploi et du travail

EMPLOI
CHÔMAGE



Emploi



Un début d'année prometteur, une fin d'année délicate

Une année 2011 en demi-teinte : le début d'année est marqué par une accélération des gains d'emplois salariés du secteur marchand non agricole par rapport à la fin d'année 2010. Mais au cours de l'été la tendance s'inverse et, dans la région, comme au niveau national, des pertes nettes d'emplois sont enregistrées. L'année 2011 se clôture sur un solde positif de 800 emplois par rapport à fin 2010. En fait, 2 500 emplois ont été créés au cours du premier semestre et 1 700 emplois ont été perdus au second semestre. L'industrie avec un solde net de 600 emplois hors intérim est le secteur qui contribue le plus à l'emploi. A contrario la construction apparaît plus en difficulté avec une perte nette de 250 emplois hors intérim.

Quant à l'intérim, très sensible aux fluctuations conjoncturelles, il traverse difficilement l'année 2011 avec environ 1 000 emplois perdus. Parallèlement, la masse salariale régionale progresse globalement de 3,4 % en 2011 mais à un rythme ralenti en fin d'année. Cette progression est plus particulièrement soutenue dans le secteur des hôtels, cafés et restaurants.

En Poitou-Charentes, en 2011, 800 emplois salariés supplémentaires ont été créés en 2011, soit une hausse de 0,2 %. Au niveau national, la hausse est de 0,4 %.

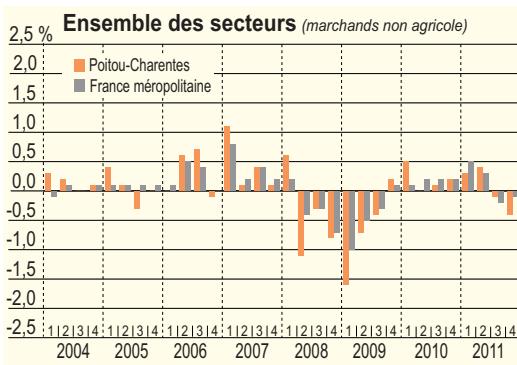
UNE ANNÉE EN DEUX TEMPS

Le solde globalement positif masque une année marquée par une hausse de l'emploi au cours des deux premiers trimestres puis par une baisse au cours des deux trimestres suivants.

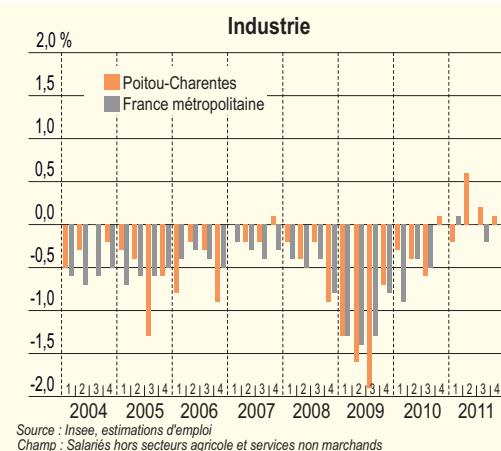
Ainsi, comme au niveau national, un coup d'arrêt est mis aux créations nettes d'emplois à partir du 3^e trimestre 2011. La faiblesse de la croissance économique, dans le sillage de la crise des dettes publiques, assombrit les perspectives des entreprises et des ménages. Il en résulte, à partir du 3^e trimestre et jusqu'à la fin de l'année, un recul de l'emploi salarié dans la région comme au niveau national (*graphique 1*).

Les variations trimestrielles représentent pour la région un gain net de 2 500 emplois au cours des deux premiers trimestres, suivi d'une perte nette de 1 700 emplois au cours des deux derniers trimestres.

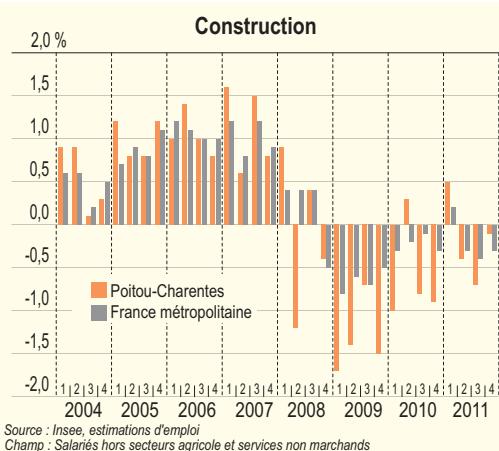
Variations trimestrielles des effectifs salariés dans le secteur marchand non agricole en Poitou-Charentes et en France métropolitaine depuis 2004 (graphique 1)



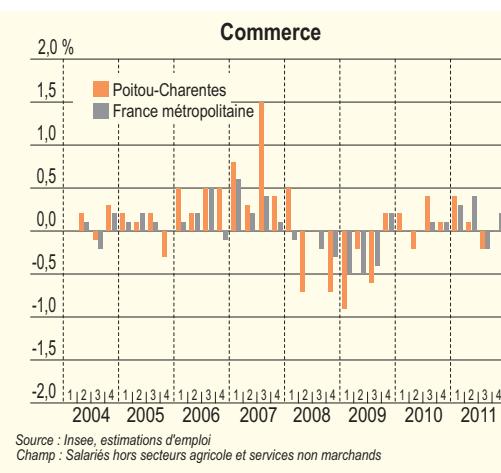
Source : Insee, estimations d'emploi
Champ : Salariés hors secteurs agricole et services non marchands



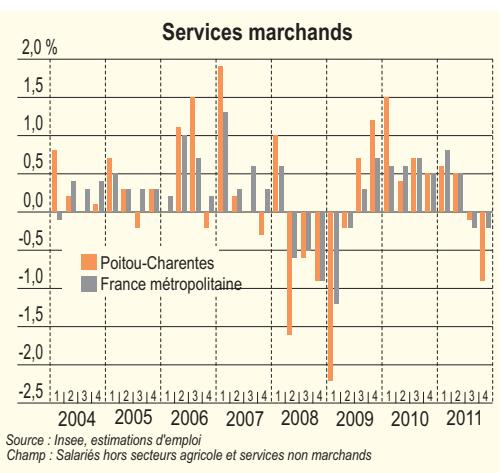
Source : Insee, estimations d'emploi
Champ : Salariés hors secteurs agricole et services non marchands



Source : Insee, estimations d'emploi
Champ : Salariés hors secteurs agricole et services non marchands



Source : Insee, estimations d'emploi
Champ : Salariés hors secteurs agricole et services non marchands



Source : Insee, estimations d'emploi
Champ : Salariés hors secteurs agricole et services non marchands

SOURCE

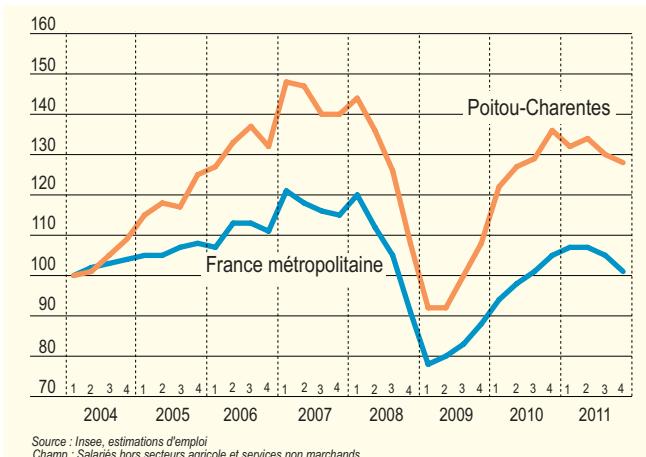
Les estimations d'emploi désignent une synthèse de sources permettant une couverture exhaustive de l'emploi total (salarié et non salarié), exprimé en nombre de personnes physiques (et non en nombre de postes de travail), et une ventilation à un niveau sectoriel et géographique assez fin. Les estimations trimestrielles localisées commentées dans cet article portent sur une partie de l'emploi : l'emploi salarié des secteurs marchands qui se fondent sur une exploitation des données des Urssaf. Il s'agit de la partie de l'emploi la plus sensible aux variations conjoncturelles.

Emploi

UN REPLI IMPORTANT DE L'INTÉRIM...

En 2011, en Poitou-Charentes, l'emploi intérimaire baisse de 6,1 %. En France métropolitaine, il baisse aussi mais à un moindre rythme (-3,7 %). En Poitou-Charentes, la baisse équivaut à 1 000 emplois intérimaires disparus et, excepté au deuxième trimestre, l'intérim a commencé à diminuer dès le début de l'année 2011. En France métropolitaine, la situation est différente : la baisse n'a commencé qu'au troisième trimestre 2011 (*graphique 2*).

Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire
(indice base 100 en 2004, données CVS) (*graphique 2*)



Le recours à l'intérim est un outil de gestion micro-économique pour les entreprises. Cela leur apporte une flexibilité de gestion face à une conjoncture économique fluctuante. Elles adaptent ainsi plus facilement leur niveau d'emploi en fonction de leurs perspectives d'activité et du niveau de leurs carnets de commandes. À ce titre, le suivi de l'emploi intérimaire est donc un bon indicateur conjoncturel de l'activité économique sur un territoire.

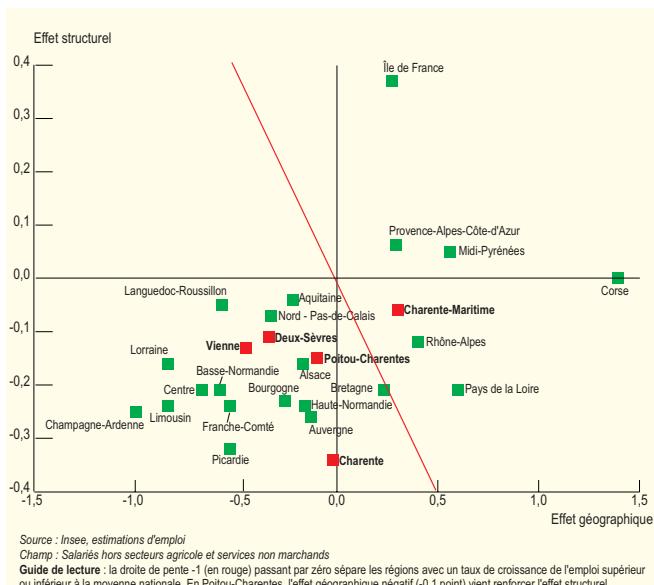
Dès le début de la crise en 2008, l'emploi intérimaire avait sensiblement chuté. En Poitou-Charentes, d'un peu plus de 17 000 emplois début 2007, le niveau était descendu sous les 11 000 emplois au milieu de l'année 2009. À cette forte baisse a succédé un redémarrage de l'intérim, qui a progressé de 5 000 emplois entre le milieu de l'année 2009 et la fin de l'année 2010.

... ET DE FORTES DISPARITÉS SECTORIELLES

Le solde net de 800 emplois salariés masque des disparités importantes au niveau des différents secteurs (*tableau 1*).

Le Poitou-Charentes suit globalement la tendance nationale mais au niveau des secteurs des divergences apparaissent. Le nombre d'emplois augmente au niveau national de 0,4 % contre seulement 0,2 % dans la région. La moitié de cet écart s'explique par la structure d'activité de la région plus orientée vers des secteurs peu créateurs d'emplois. L'autre moitié s'explique par une moindre performance de la région (*graphique 3*).

Évolution de l'emploi salarié marchand entre fin 2010 et fin 2011
(analyse structurelle et géographique selon le secteur d'activité en A17)
(*graphique 3*)



L'INDUSTRIE CRÉE DES EMPLOIS HORS INTÉRIM

Dans l'industrie picto-charentaise, l'emploi salarié hors intérim progresse de 0,7 % alors qu'au niveau national il est stable. Environ 600 emplois ont été recréés dans l'industrie picto-charentaise en 2011.

La fabrication du matériel de transports regagne 200 emplois et la fabrication des autres produits industriels 300 emplois. Au niveau du matériel de transports, les créations nettes d'emplois sont comparables à celles observées au niveau national (+1,8 % en Poitou-Charentes et +2,1 % au niveau national).

**Effectifs salariés au 1^{er} janvier 2012 en Poitou-Charentes dans le secteur marchand non agricole et évolution 2011
(tableau 1)**

	Poitou-Charentes			France métropolitaine
	Effectif au 01-01-2012	Variation 01-01-2012/01-01-2011		Variation 01-01-2012/01-01/2011
		Effectif	%	
Industrie	93 048	600	0,7	0,0
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	16 952	0	0,3	-0,7
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets, dépollution, cokéfaction et raffinage	9 782	100	1,4	1,3
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	13 712	0	0,0	-0,3
Fabrication de matériels de transport	10 619	200	1,8	2,1
Fabrication d'autres produits industriels	41 983	300	0,6	-0,5
Construction	39 918	-250	-0,7	-0,8
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	78 505	250	0,3	0,7
Services marchands	160 251	200	0,1	0,9
Transports et entreposage	27 650	200	0,7	0,2
Hébergement et restauration	20 873	200	1,1	1,5
Information et communication	5 999	0	0,0	2,1
Activités financières et d'assurance	25 336	400	1,6	2,2
Activités immobilières	4 400	0	0,0	0,4
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien (hors intérim)	40 117	500	1,3	2,2
Intérim	14 908	-1 000	-6,1	-3,7
Autres activités de services (hors particuliers employeurs)	20 968	-200	-0,8	-1,7
Ensemble	371 722	800	0,2	0,4

Source : Insee (Estimations d'emploi)

Champ : salariés hors secteur agricole et services non marchands

En revanche, la fabrication des autres produits industriels gagne des emplois alors que des pertes nettes sont enregistrées au niveau national (+0,6 % en Poitou-Charentes contre -0,5 % au niveau national). Cette différence semble en lien avec le dynamisme de ce secteur en matière de chiffres d'affaires (+11 %) et d'exportations (+ 34% en valeur). Les exportations ont notamment été dynamisées par des ventes de produits chimiques qui ont presque doublé en grande partie grâce à de nouveaux marchés en Chine.

L'évolution infra-annuelle de l'emploi industriel est ponctuée par un premier trimestre de pertes d'emplois puis par trois trimestres de gains d'emplois. L'année 2011 finit sur une évolution positive mais, selon les professionnels du secteur, des baisses d'emplois sont à craindre en 2012.

LA CONSTRUCTION RESTE FRAGILE

Le secteur de la construction perd 250 emplois salariés hors intérim sur l'année 2011. Ce secteur ne parvient pas depuis la crise de 2008 à recréer durablement des emplois. Seul le premier trimestre 2011 a enregistré des créations nettes d'emplois et dès le deuxième trimestre des destructions nettes d'emplois sont enregistrées (graphique 4).

La tendance régionale est comparable à la tendance nationale. En effet, dans ce secteur, l'emploi recule de 0,7 % dans la région et de 0,8 % au niveau national.

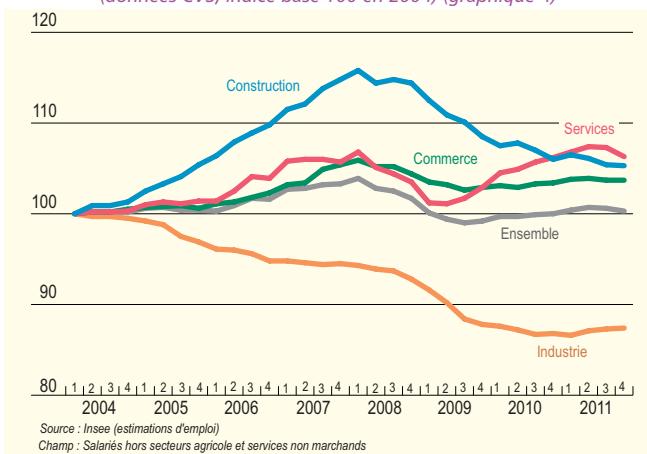
LE COMMERCE GAGNE DE NOUVEAUX EMPLOIS SALARIES

Environ 250 emplois supplémentaires ont vu le jour dans le commerce régional en 2011. Seul le 3^e trimestre enregistre des pertes nettes d'emplois. Dès le 4^e trimestre, le secteur renoue avec des créations nettes d'emplois, mais à un rythme annuel inférieur à celui observé au niveau national (+0,3 % contre +0,7 %).

Emploi



Évolution trimestrielle de l'emploi salarié par grand secteur d'activité (données CVS, indice base 100 en 2004) (graphique 4)



Source : Insee (estimations d'emploi)
Champ : Salarisés hors secteurs agricole et services non marchands

LA CHARENTE PERD 700 EMPLOIS EN FIN D'ANNÉE

En Charente, la situation se dégrade en fin d'année 2011. L'emploi salarié du secteur marchand non agricole a enregistré une hausse sur le début de l'année puis une forte baisse au dernier trimestre (-1 % ce qui représente environ 700 emplois salariés en moins). La correction du dernier trimestre a annulé les gains de la première partie d'année et l'emploi salarié charentais, fin 2011, se retrouve à peu près au même niveau que fin 2010. Ainsi, globalement, l'emploi salarié du secteur marchand non agricole a peu évolué en 2011, tout comme au niveau régional (+0,1 % en Charente et +0,2 % dans la région).

Dans l'industrie, le nombre d'emplois (hors intérim) augmente de 0,8 % sur un an. Cette hausse vient mettre un coup d'arrêt à la baisse qui touche ce département depuis de nombreuses années. En effet, entre 2001 et 2010, le rythme des pertes d'emplois était de l'ordre de 2 % en moyenne annuelle. Depuis cette date et jusque fin 2010, 5 000 emplois ont ainsi été perdus.

Les services, y compris l'intérim, et la construction ne perdent pas et ne gagnent pas d'emplois salariés en 2011. La situation est stable. En revanche, le commerce charentais est perdant en 2011 : -1,0 % d'emplois salariés ce qui représente une perte nette d'environ 150 emplois salariés.

CRÉATIONS NETTES DE 800 EMPLOIS SALARIÉS EN CHARENTE-MARITIME

L'emploi salarié augmente en Charente-Maritime de 0,7 %, soit un peu plus de 800 emplois supplémentaires par rapport à 2010. Ce département regroupe près du tiers des emplois régionaux. Il suit la même évolution infra-annuelle que l'emploi régional en 2011 : des créations nettes au 1^{er} semestre suivies de pertes nettes au 2^e semestre, de moindre ampleur.

Dans ce département, les créations nettes d'emplois hors intérim dans le commerce contribuent à hauteur de la moitié des nouveaux emplois. En effet, 400 emplois ont vu le jour. Avec un quart des emplois salariés marchands non agricoles, le commerce pèse plus dans l'économie de la Charente-Maritime que dans celle des autres départements de la région. Ce secteur avait été plus durement touché par les pertes d'emplois pendant la crise dans ce département. En 2011, la reprise des emplois en Charente-Maritime dans ce secteur est plus forte qu'en France métropolitaine (+1,5 % contre +0,7 %).

Suite à la crise de 2008, le commerce avait davantage souffert dans la région qu'en France. Environ 2 300 emplois avaient disparu entre le 2^e trimestre 2008 et le 3^e trimestre 2009. Depuis le dernier trimestre 2009, le secteur enregistre des créations nettes d'emplois et a reconstitué un peu plus du quart de ses pertes, soit 650 emplois. Le niveau d'emploi dans ce secteur fin 2011 est néanmoins encore nettement inférieur à celui début 2008. La région est en retrait par rapport au niveau national où la moitié des emplois perdus pendant la crise a été recréée fin 2011.

LES SERVICES MARCHANDS SONT EN RETRAIT PAR RAPPORT AU NIVEAU NATIONAL

Les services marchands ont été créateurs nets d'emplois salariés en 2011 mais à un rythme moins élevé qu'en France métropolitaine. Dans les services marchands hors intérim, l'emploi régional progresse de 0,8 % alors qu'au niveau national la hausse est de 1,2 %.

Hors intérim, en 2011, l'emploi salarié dans certains secteurs du tertiaire résiste. En particulier, dans les activités financières et d'assurance il progresse de 1,6 %, soit 400 emplois supplémentaires. Les activités scientifiques et techniques ont également enregistré des gains nets d'emplois (+1,3 % soit 500 emplois supplémentaires).

Le secteur des services marchands progresse de 1,0 %. Ce rythme est comparable à celui observé en France métropolitaine. En 2011, en Charente-Maritime, 500 emplois salariés supplémentaires ont été créés.

En revanche, le secteur de la construction, aussi très touché pendant la crise dans ce département, reste en retrait en 2011. Il perd une centaine d'emplois hors intérim.

L'EMPLOI SALARIÉ EST STABLE DANS LES DEUX-SÈVRES

La structure économique des Deux-Sèvres lui permet de maintenir son niveau d'emploi salarié dans le secteur marchand (excepté l'agriculture) sur l'année 2011. C'est le seul département de la région où les entreprises ont encore créé des emplois au dernier trimestre 2011, une centaine par rapport au 3^e trimestre (graphique 5).

Sur l'année 2011, trois secteurs sont en recul, le commerce, la construction et l'intérim tandis que

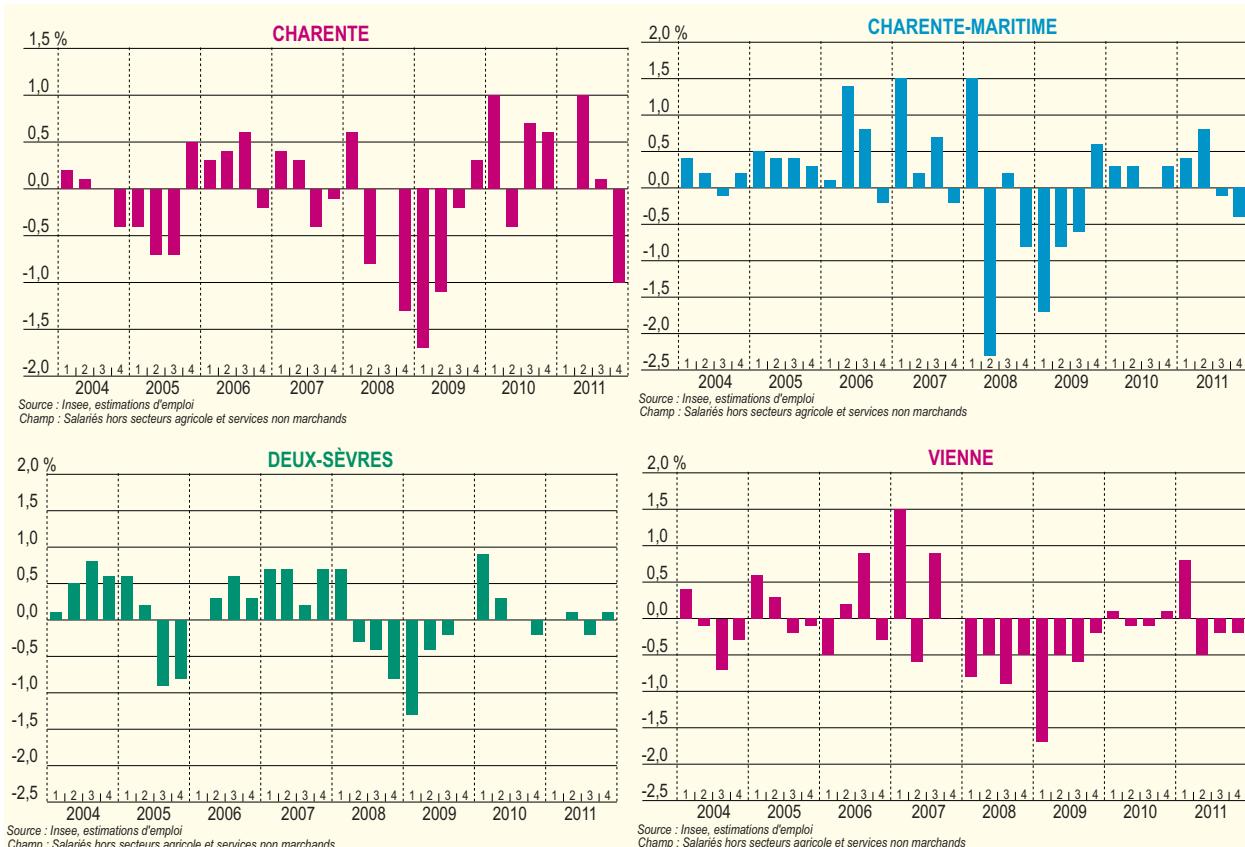
les services marchands et l'industrie compensent les emplois perdus. Par rapport aux autres départements, le secteur industriel des Deux-Sèvres crée davantage d'emplois. 44 % des nouveaux emplois industriels de la région se situent dans ce département.

LA VIENNE PERD UNE CENTAINE D'EMPLOIS SALARIES

Dans la Vienne, l'emploi salarié marchand non agricole baisse de 0,1% en 2011, soit une centaine d'emplois. Après une hausse légère au premier trimestre, la Vienne enregistre trois trimestres successifs de baisse de l'emploi salarié. Dans ce département seul l'emploi intérimaire était reparti à la hausse en 2010. Cette hausse retombe en 2011. Les emplois dans les services marchands qui englobent les emplois intérimaires reculent de 1,1 % en 2011.

La baisse des emplois dans les services est en grande partie compensée par des nouveaux emplois dans l'industrie (+0,6 %), dans la construction (+0,6 %) et dans le commerce (+1,0 %).

Variations trimestrielles des effectifs salariés
par département depuis 2004 (données CVS) (graphique 5)



Emploi

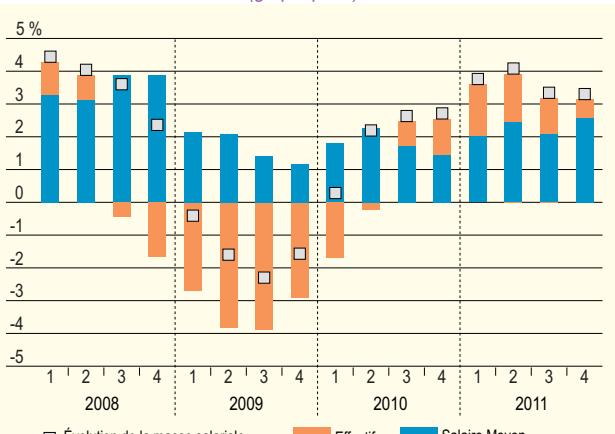


LA PROGRESSION DE LA MASSE SALARIALE RALENTIT EN FIN D'ANNÉE

En Poitou-Charentes, la croissance de la masse salariale du secteur privé non agricole est de 3,4% en 2011 par rapport à 2010, soit + 326 millions d'euros, avec une progression soutenue dans les secteurs des «Hôtels, Cafés, Restaurants» et de l'intérim.

Alors que la progression de la masse salariale avait retrouvé à la fin du premier semestre 2011 un rythme équivalent à ceux de 2007 (aux alentours de 4%), les deux derniers trimestres ont enregistrés des croissances plus limitées de l'ordre de 3,1% (graphique 6).

Décomposition de l'évolution de la masse salariale entre le 1er trimestre 2008 et le 4e trimestre 2011
(graphique 6)



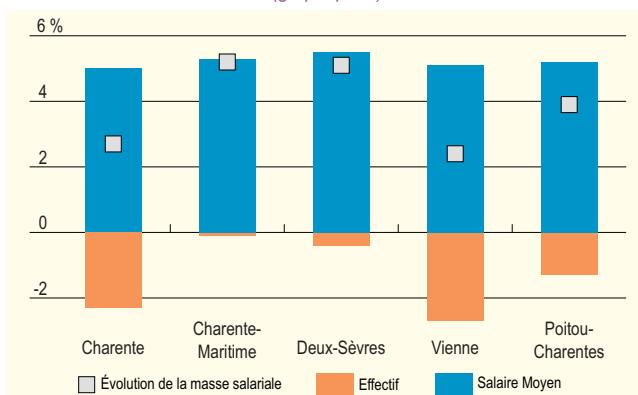
Source : Acoss-Urssaf

Guide de lecture : En Poitou-Charentes, au dernier trimestre 2011, la masse salariale a augmenté en glissement annuel de 3,1 %. L'évolution du salaire moyen contribue à hauteur de 2,6 points et l'évolution des effectifs à hauteur de 0,5 point.

LA HAUSSE DU SALAIRE MOYEN A PLUS QUE COMPENSÉ LA BAISSE DES EFFECTIFS DEPUIS LA CRISE

Malgré la crise, la masse salariale augmente dans tous les départements de la région malgré les baisses d'effectifs. Elle augmente de 3,9 % dans la région sur la période, ce qui représente une hausse annuelle moyenne de l'ordre de 1,3 % par an. La baisse des effectifs contribue négativement à cette évolution de la masse salariale à hauteur de -1,3 point alors que la hausse des salaires moyens contribue positivement à hauteur de 5,2 points (graphique 7). Ainsi, la hausse des salaires, qui accélère en 2011 (+2,6 % en glissement annuel au 4e trimestre 2011), fait plus que compenser la baisse des effectifs sur la période précédente.

Décomposition de l'évolution de la masse salariale par département entre fin 2008 et fin 2011
(graphique 7)



Source : Acoss-Urssaf

Guide de lecture : En Poitou-Charentes, entre fin 2008 et fin 2011, la masse salariale a augmenté de 3,9 %. L'évolution du salaire moyen contribue à hauteur de 5,2 points alors que l'évolution des effectifs contribue à hauteur de -1,3 point.

LA MASSE SALARIALE PROGRESSE MOINS EN CHARENTE ET DANS LA VIENNE

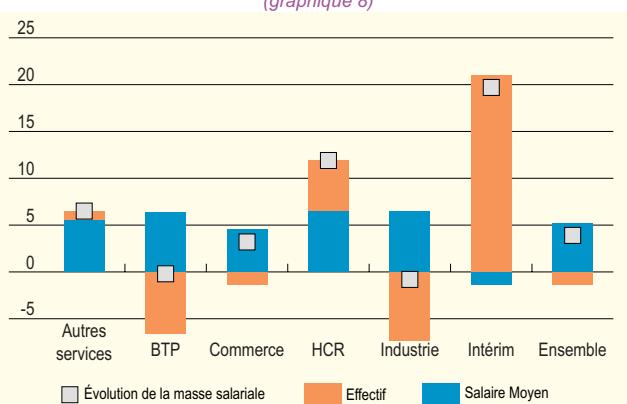
La Charente et la Vienne affichent les plus faibles hausses de la masse salariale dans la région entre fin 2008 et fin 2011. Dans ces deux départements, la baisse des effectifs est plus sensible et les salaires moyens progressent moins. En Charente, la progression est de 2,7 % et, dans la Vienne, elle est de 2,4 %.

L'INTÉRIM, L'HÔTELLERIE ET LA RESTAURATION AFFICHENT LES PLUS FORTES HAUSSES DE LA MASSE SALARIALE...

Entre fin 2008 et fin 2011, la masse salariale progresse fortement dans les secteurs de l'intérim et des Hôtels-Cafés-Restaurants (HCR). Dans l'intérim, les effectifs augmentent fortement et le salaire moyen baisse légèrement (seul secteur dans ce cas). Dans les HCR, la hausse de la masse salariale est due à la croissance conjuguée des effectifs et du salaire moyen (*graphique 8*).

Décomposition de l'évolution de la masse salariale par secteur entre fin 2008 et fin 2011

(graphique 8)



Source : Acoss-Urssaf

Guide de lecture : En Poitou-Charentes, entre fin 2008 et fin 2011, la masse salariale dans l'intérim a augmenté de 19,7 %. L'évolution des effectifs contribue à hauteur de 21,0 points alors que l'évolution du salaire moyen contribue à hauteur de -1,3 point.

...TANDIS QUE LE BTP ET L'INDUSTRIE ENREGISTRENT DES LÉGÈRES BAISSES

Pour les autres secteurs, l'évolution de la masse salariale est nettement moins importante. Elle est même légèrement négative pour le BTP et l'industrie. L'augmentation du salaire moyen dans ces secteurs compense à peine la diminution des effectifs salariés.

Chômage



Nouvelle dégradation en fin d'année

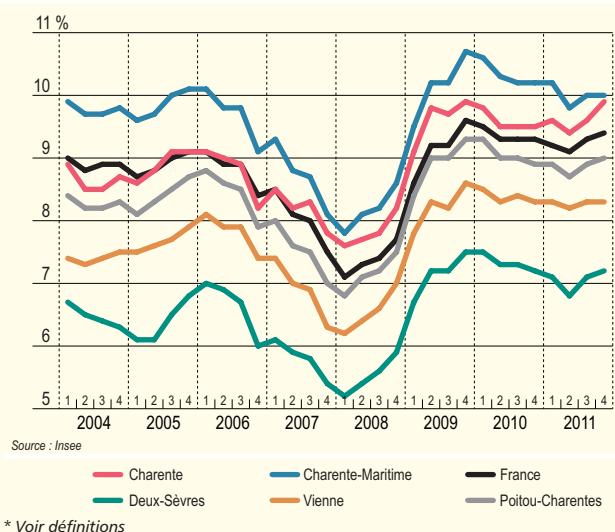
Le taux de chômage picto-charentais atteint 9,0 % en fin d'année. L'année 2011 a démarré avec une baisse du chômage régional mais la situation s'est assombrie en milieu d'année avec un taux réorienté à la hausse à partir de l'été. En effet, les demandeurs d'emploi continuent d'affluer à Pôle emploi. Dans la région, plus de 115 000 demandeurs sont inscrits en catégorie ABC. La situation se dégrade plus particulièrement pour les seniors. Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus dépasse désormais largement celui des jeunes de moins de 25 ans.

En Poitou-Charentes, le taux de chômage localisé atteint 9,0 % au 4^e trimestre 2011 (en données corrigées des variations saisonnières). Il augmente de 0,1 point par rapport au 4^e trimestre 2010. Cette évolution est identique à celle observée en France métropolitaine où le taux de chômage au sens du BIT s'établit à 9,4 % de la population active (*graphique 1*). Le taux de chômage du Poitou-Charentes reste ainsi légèrement en dessous du niveau national. La Charente-Maritime est le seul département de la région à connaître une baisse de son taux de chômage en 2011 (de 0,2 point). À l'inverse, la Charente a vu son taux de chômage progresser de 0,4 point. Le taux de chômage est resté stable sur un an dans la Vienne et en Deux-Sèvres.

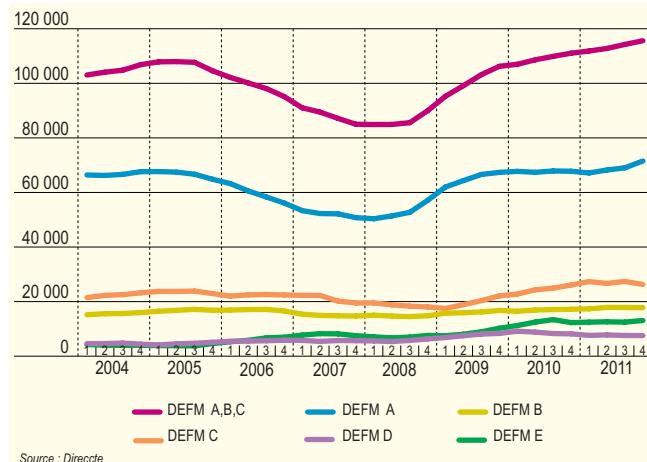
PLUS DE 115 000 DEMANDEURS D'EMPLOI EN POITOU-CHARENTES

Le nombre de demandeurs d'emploi progresse dans la région : fin décembre 2011, 115 600 personnes étaient disponibles pour prendre un emploi (catégories ABC, soit une définition plus large que celle du BIT), soit 4 560 demandeurs supplémentaires par rapport à fin décembre 2010. Un tel niveau n'avait pas été atteint depuis 1999. Le point le plus bas se situe en mai 2008 : la région ne comptait alors que 84 700 inscrits à Pôle Emploi (*graphique 2*).

Taux de chômage localisé trimestriel* (*graphique 1*)



Demandeurs d'emploi par catégorie en Poitou-Charentes
(séries trimestrielles CVS) (graphique 2)



Source : Directe

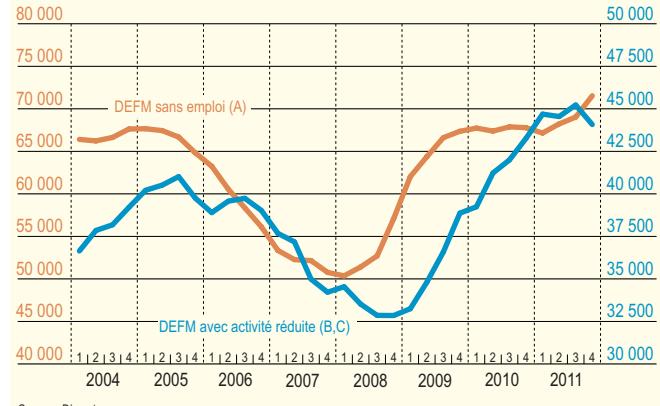
L'augmentation en Poitou-Charentes, + 4,1 % sur l'année, est cependant inférieure au niveau métropolitain, +5,5 %. Le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucun emploi (catégorie A : +5,5 %) augmente davantage que ceux ayant exercé une activité réduite (catégories BC : +1,9 %).

En début d'année 2011, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A diminuait légèrement dans la région (-0,9 % au premier trimestre par rapport au dernier trimestre 2010). Mais à partir de juin, la tendance s'est inversée et le nombre d'inscrits s'est mis à croître sans interruption jusqu'à la fin de l'année. En décembre 2011, la région comptait ainsi 71 540 demandeurs d'emploi de catégorie A, soit 3 750 personnes de plus en un an, hausse bien supérieure à celle de l'année précédente (+420 demandeurs d'emploi supplémentaires en 2010).

Ralentissement de la hausse du nombre de demandeurs d'emploi ayant une activité réduite

La tendance est différente pour les demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C). Le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité occasionnelle ou réduite, qui avait beaucoup augmenté entre 2008 et 2010, a très fortement ralenti sa croissance en 2011, baissant même au dernier trimestre de l'année (graphique 3). Après + 11,3 % en 2010, le nombre d'inscrits en catégories B et C n'augmente que de 1,9 % en 2011. Fin décembre 2011, on comptait 44 080 inscrits dans ces catégories, soit 800 de plus qu'en 2010. Comme en 2010, la hausse de 2011 concerne davantage les seniors (+14 %), qu'ils soient hommes ou femmes.

Demandeurs d'emploi et activité réduite
(Séries trimestrielles CVS) (graphique 3)



Source : Directe

Au cours du mois de décembre 2011, 38 % des demandeurs d'emploi ont bénéficié d'une activité salariée occasionnelle. La part des demandeurs d'emploi en activité réduite est traditionnellement très élevée en Poitou-Charentes : 5 points au-dessus de la moyenne nationale. Les femmes occupent plus fréquemment une activité occasionnelle que les hommes : 43 % des femmes et 33 % des hommes en 2011.

Toutes les personnes inscrites à Pôle emploi ne sont pas tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi : elles étaient 20 630 dans cette situation fin décembre 2011 en Poitou-Charentes. Certaines peuvent être sans emploi et non immédiatement disponibles (catégorie D), par exemple en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie... Elles sont 7 550 dans ce cas en Poitou-Charentes fin décembre 2011, en baisse de -7,7 % par rapport à décembre 2010. D'autres personnes peuvent être pourvues d'un emploi (catégorie E), bénéficiant par exemple d'un contrat aidé : 13 080 demandeurs d'emploi de Poitou-Charentes sont dans ce cas fin décembre 2011. Ce nombre est en augmentation de +6,3 % par rapport à décembre 2010.

Dégradation continue de la situation pour les seniors

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories ABC en 2011 ne concerne pas toutes les tranches d'âge. Le nombre de demandeurs de moins de 25 ans est le même fin 2010 et fin 2011. En revanche, la situation des seniors de 50 ans et plus continue à se dégrader, touchant aussi bien les hommes que les femmes. L'augmentation ne s'est jamais interrompue depuis le début de la crise. Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus dépasse désormais

Chômage



largement celui des jeunes de moins de 25 ans (*tableau 1*) alors que jusqu'aux années récentes, l'écart entre les deux tranches d'âge demeurait faible.

Pour les âges intermédiaires, la hausse se poursuit en 2011 mais de façon beaucoup moins marquée que les années antérieures. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie ABC âgés de 25 à 49 ans augmente de +1,6 %, contre +3,3 % en 2010 et +16 % en 2009. Parmi cette tranche d'âge, l'évolution globale du nombre d'inscrits à Pôle emploi recouvre une augmentation des demandeurs d'emploi de catégorie A (+3,2 %) et une stagnation des demandeurs d'emploi en activité réduite (-0,8 %).

45 600 DEMANDEURS D'EMPLOI DE LONGUE DURÉE EN POITOU-CHARENTES

Amorcée fin 2008, après plus de trois années de baisse continue, la hausse du nombre de demandeurs au chômage de longue durée se poursuit en 2011, mais à un rythme bien moins élevé que les années précédentes. 45 612 personnes sont inscrites en catégorie ABC depuis un an ou plus en décembre 2011, soit 1 890 de plus (+4,3 %) qu'en décembre 2010 (*tableau 2*). En 2009 et en 2010, la hausse du chômage de longue durée avait atteint respectivement +32 % et +18 %.

Avec une progression, moins importante qu'à l'échelon national (+6,2 %), la part des demandeurs d'emploi de longue durée atteint 39,5 % en décembre 2011 (contre 37,9 % en France métropolitaine).

TOUS LES DÉPARTEMENTS ET ZONES SOUFFRENT

Tous les départements de la région sont concernés par la montée du chômage en 2011 (*tableau 3*). Comme en 2010, la Charente (+6,5 %) enregistre la plus forte progression du nombre de demandeurs d'emploi, catégories ABC. Elle est suivie par la Charente-Maritime (+4,3 %), les Deux-Sèvres (+3,7 %) et la Vienne (+1,9 %).

En ne considérant que la catégorie A, ce qui exclut les demandeurs d'emploi qui ont eu une activité réduite, la Charente demeure le département le moins bien loti (+9,9 %). Suivent les Deux-Sèvres (+6,1 %) et la Charente-Maritime (+4,2 %). La Vienne ferme la marche, mais connaît elle aussi une hausse des demandeurs d'emploi sans activité réduite (+3,3 %).

La Charente est le seul département de la région où la demande d'emploi des moins de 25 ans augmente au cours de l'année 2011 (+3,6 %) ; tous les autres départements enregistrent une baisse du nombre des jeunes demandeurs d'emploi, particulièrement la Vienne avec -1,3 % en un an. En revanche, aucun département n'échappe à la montée du chômage des seniors : entre +13,7 % au minimum pour la Vienne et +17,5 % au maximum pour la Charente.

Selon les différentes zones d'emploi de la région, l'évolution des demandeurs d'emploi de catégories ABC est plus ou moins marquée : elle apparaît la plus faible dans les zones viennoises de Poitiers (+2,0 %) et Châtellerault (+2,3 %), et la plus forte dans la zone d'emploi d'Angoulême (+7,7 %) (*carte*).

Demandeurs d'emploi de catégories ABC selon le sexe et l'âge (*tableau 1*)

Données CVS	2010		2011				2011		2010		2011	
	T4	Niveau	T1	T2	T3	T4	T4	Évolution (T/T-4)	Valeur	%	Valeur	%
			Évolution trimestrielle (%)				Niveau	Valeur	%	Valeur	%	
Hommes	51 766	-0,1	+0,6	+0,3	-0,1	53 268	+1 993	+4,0	+1 502	+2,9		
Femmes	59 286	+0,7	+0,9	+1,6	-0,1	62 345	+2 829	+5,0	+3 059	+5,2		
Moins de 25 ans	18 953	-0,4	-0,1	-0,5	-0,3	18 944	-336	-1,7	-9	-0,0		
25 à 49 ans	70 248	-0,3	+0,2	+0,7	-0,9	71 396	+2 242	+3,3	+1 148	+1,6		
50 ans et plus	21 851	+3,1	+3,8	+3,4	+2,8	25 273	+2 916	+15,4	+3 422	+15,7		
Poitou-Charentes	111 052	+0,7	+0,8	+1,3	+1,2	115 613	+4 822	+4,5	+4 561	+4,1		

Source : DIRECCTE

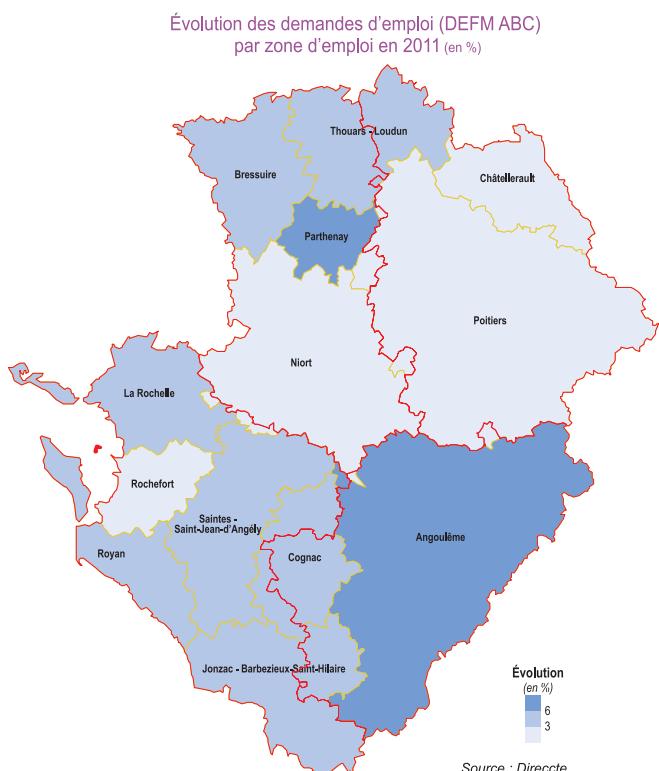
Demandeurs d'emploi de catégories ABC selon l'ancienneté au chômage (*tableau 2*)

Données CVS	2010		2011				2011		2010		2011	
	T4	Niveau	T1	T2	T3	T4	T4	Évolution (T/T-4)	Valeur	%	Valeur	%
			Évolution trimestrielle (%)				Niveau	Valeur	%	Valeur	%	
Moins d'un an	67 330	+0,9	+0,2	+1,1	+1,7	70 001	-1 986	-2,9	+2 671	+4,0		
Plus d'un an	43 722	+0,4	+1,8	+1,7	+0,4	45 612	+6 808	+18,4	+1 890	+4,3		
Poitou-Charentes	111 052	+0,7	+0,8	+1,3	+1,2	115 613	+4 822	+4,5	+4 561	+4,1		

Source : DIRECCTE

Hausse des nouvelles inscriptions à Pôle Emploi...

Tout au long de l'année 2011, les guichets de Pôle Emploi ont enregistré 150 880 inscriptions (catégories ABC), soit 1 350 de plus (+0,9 %) qu'en 2010^(a). Parmi ces nouvelles inscriptions, celles dont le motif n'est pas formellement établi représentent près de quatre cas sur dix, ce qui rend difficile l'analyse des motifs d'entrée. Excepté le motif «autre», l'évolution des flux d'inscription fait apparaître une progression des fins de CDD (+3 280) et des fins de missions d'intérim (+880 en un an). En revanche, les demandes consécutives à un licenciement économique ou non diminuent, ainsi que les premières entrées sur le marché du travail (*graphique 4*). Les

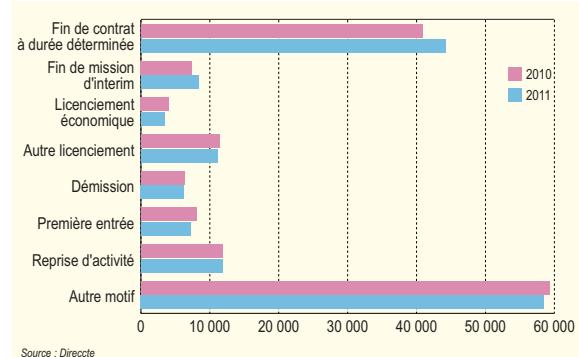


inscriptions suite à un licenciement économique (3 450 en 2011) ne prennent pas en compte les adhésions aux conventions de reclassement personnalisé (CRP), aux contrats de transition professionnelle (CTP), aux conventions de reclassement de sécurisation des parcours professionnels (CSP)^(b). Les bénéficiaires de la CRP, du CTP et du CSP acquièrent en effet le statut de stagiaire de la formation professionnelle, et ne sont donc plus immédiatement disponibles. Ils sont dès lors comptabilisés parmi les demandeurs d'emploi de catégorie D.

(a) Les flux d'entrée et de sortie sont désormais analysés sur l'ensemble des catégories A, B et C. Sur ce champ, la variation du nombre de demandeurs d'emploi est égale au solde des entrées et des sorties plus un résidu qui provient essentiellement d'un décalage d'enregistrement de certains flux dans les remontées statistiques mensuelles et de l'enregistrement particulier des demandeurs d'emploi changeant d'unité locale de Pôle emploi peu après leur inscription.

(b) Crée par les partenaires sociaux dans l'accord national interprofessionnel du 31 mai 2011 puis repris au sein de la loi n° 2011-893 du 28 juillet 2011 pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels, le CSP succède au contrat de transition professionnelle et à la convention de reclassement personnalisé. Il s'applique à compter du 1er septembre 2011 pour toutes les procédures de licenciement pour motif économique engagées par une entreprise de moins de 1000 personnes ou dans une entreprise en redressement ou liquidation judiciaire.

Nombre de demandeurs d'emploi ABC selon le motif d'inscription (*graphique 4*)



Demandeurs d'emploi de catégories ABC selon les départements (*tableau 3*)

Données CVS	2010	2011				2011	2010	2011		
	T4	T1	T2	T3	T4	T4	Évolution (T/T-4)	Évolution (T/T-4)		
	Niveau	Évolution trimestrielle (%)				Niveau	Valeur	%	Valeur	
Charente	23 732	+0,9	+0,2	+1,1	+1,7	25 268	+1 520	+6,8	+1 536	+6,5
Charente-Maritime	41 264	+0,4	+1,8	+1,7	+0,4	43 041	+1 195	+3,0	+1 777	+4,3
Deux-Sèvres	20 083	-0,2	+0,5	+1,9	+1,4	20 827	+861	+4,5	+744	+3,7
Vienne	25 973	+0,3	+0,8	+1,0	-0,1	26 477	+1 246	+5,0	+504	+1,9
Poitou-Charentes	111 052	+0,7	+0,8	+1,3	+1,2	115 613	+4 822	+4,5	+4 561	+4,1

Source : DIRECCTE

Chômage



... ET LÉGÈRE HAUSSE DES RETOURS À L'EMPLOI

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi (144 060 sorties comptabilisées en catégories ABC) augmentent de +0,4 % sur un an, soit 640 sorties de plus qu'en 2010.

Mais plus précisément, la hausse des sorties ne s'est effectuée que lors du seul premier trimestre 2011, avec +3,5% de sorties supplémentaires enregistrées par rapport au premier trimestre 2010. En effet, dès le deuxième trimestre, les sorties sont moins nombreuses qu'au 2^e trimestre 2010 et le phénomène s'amplifie au 3^e trimestre. La fin d'année voit le nombre de sorties revenir au niveau de fin 2010.

Sur l'ensemble de l'année, les sorties pour reprises d'emploi déclarées progressent au total de +0 ,9 %, soit +310 sorties supplémentaires par rapport à 2010. Les sorties correspondant à un « défaut d'actualisation de la demande» représentent 4 motifs de sorties sur 10. Elles diminuent de -0,9% par rapport à l'année 2010. Ces demandeurs d'emploi sont sortis des listes parce qu'ils n'ont pas réactualisé leur situation mensuelle en fin de mois. Or une part importante de ces sorties correspondent en réalité à des reprises d'emploi : les demandeurs d'emploi n'ont simplement pas pris soin de régulariser leur situation en signalant leur reprise d'emploi. Une enquête nationale a estimé à un peu moins de la moitié la part des reprises d'emploi parmi les sorties pour défaut d'actualisation. Ainsi, le « retour à l'emploi » est-il sous-estimé.

Les sorties motivées par l'inscription à un stage de formation sont en recul de -3,7 %, soit 410 sorties de moins qu'en 2010. Les sorties pour dispenses de recherche d'emploi s'éteignent progressivement tout au long de l'année 2011 : le 1^{er} janvier 2012 correspond à la suppression annoncée de cette mesure.

UN FAIBLE RECOURS À L'ACTIVITÉ PARTIELLE

L'activité partielle (ou chômage partiel) est un dispositif de prévention des licenciements qui permet aux entreprises rencontrant des difficultés économiques passagères ou liées à des circonstances exceptionnelles, de maintenir l'emploi des salariés en évitant le licenciement économique en réduisant les horaires d'une partie ou de la totalité de leurs effectifs.

En 2011, 1 335 000 heures de chômage partiel ont été autorisées en Poitou-Charentes. Le recours au chômage partiel s'est très nettement réduit par rapport à 2010

et 2009, année au cours de laquelle la chômage partiel avait explosé en même temps que le chômage global, les deux étant généralement très corrélés. L'activité partielle a certes diminué globalement en 2011, mais après avoir sensiblement baissé en première partie d'année, elle s'est légèrement réorientée à la hausse en fin d'année 2011 (graphique 5).

L'industrie reste de très loin le secteur qui recourt le plus à ce dispositif, avec 80 % des autorisations. Le secteur de la fabrication de machines et d'équipements professionnels s'y taille la part du lion (353 000 heures, soit 27 % du total), devant l'automobile (188 000 heures) et la transformation des métaux (125 000 heures). Les aléas de la conjoncture se répercutent plus rapidement et plus brutalement sur l'industrie, plus exposée aux cycles économiques mondiaux, que sur les services, moins dépendants notamment des carnets de commandes étrangers.

Comme lors des années précédentes, le département de la Charente-Maritime (près de 550 000 heures autorisées) demeure le département le plus concerné (tableau 4).

L'activité partielle autorisée en 2011 par secteur et par département (tableau 4)

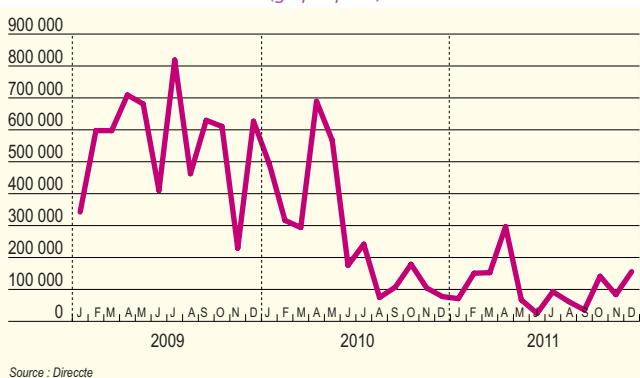
	Heures autorisées	
	Nombre	%
Fabrication de machines et d'équipements professionnels	353 106	26
Industrie automobile	188 032	14
Transformation des métaux	125 223	9
Travail du bois, fabrication articles en bois	108 694	8
Fabrication de meubles	74 595	6
Construction	67 420	5
Conseils et assistance divers	56 372	4
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	43 886	3
Transformation des matières plastiques	41 398	3
Industrie du papier et du carton	33 513	3
Fab produits minéraux non métalliques	33 371	2
Commerce, réparation automobile	26 211	2
Comm détail magasin non spécialisé	20 791	2
Industries viande et lait	20 274	2
Chaudronnerie, fabrication de structures métalliques	16 840	1
Fabrication matériel électrique	14 677	1
Autres services opérationnels	14 224	1
Autres secteurs	96 277	7
Total des heures autorisées	1 334 904	100
dont Charente	213 039	16
Charente-Maritime	548 487	41
Deux-Sèvres	174 522	13
Vienne	398 856	30

Source : Directe

DES OFFRES D'EMPLOI EN PLUS GRAND NOMBRE

Les entreprises ont déposé plus de 91 000 offres d'emploi dans les agences de Pôle emploi de Poitou-Charentes en 2011, soit 5 000 de plus qu'en 2010 (+5,8 %). Il s'agit de la deuxième année consécutive d'augmentation du nombre d'offres d'emploi, après l'important recul de l'année 2009 (-12 000 offres pour ces deux années cumulées). Le niveau d'offres d'emploi revient ainsi en 2011 à son niveau pré-crise. Cependant, les offres durables (de 6 mois ou plus) ne représentent plus que 34,4 % des offres, soit près de 8 points de moins qu'en moyenne métropolitaine. Si elles ne représentaient que 33,5 % des offres en 2010, elles atteignaient 40,6 % en 2008, l'écart avec la moyenne nationale n'était alors que de 3,5 points.

Évolution mensuelle de l'activité partielle
(graphique 5)



DÉFINITIONS - MÉTHODOLOGIE

Taux de chômage localisés

Aux échelons régionaux, départementaux et zones d'emploi, les taux de chômage localisés publiés par l'Insee synthétisent les informations issues de l'enquête Emploi et celles fournies par le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A. Du fait de ce mode d'élaboration, les taux de chômage localisés ne sont pas considérés comme étant « au sens du BIT (Bureau international du travail) ».

Le chômage départemental est obtenu par ventilation du chômage BIT sur la France métropolitaine à l'aide de la structure géographique observée dans les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A à chaque trimestre. Chaque série départementale ainsi obtenue est ensuite corrigée des variations saisonnières. La population active occupée départementale s'appuie quant à elle sur les estimations trimestrielles d'emploi au lieu de résidence par département. Le taux de chômage localisé est finalement calculé en rapportant le nombre de chômeurs à la population active (somme du nombre de chômeurs et des actifs occupés) ainsi estimés.

Le chômage localisé par zone d'emploi est obtenu en répartissant entre les zones ou fractions de zones d'emploi incluses dans un département, le nombre de chômeurs brut retenu au numérateur du taux de chômage départemental. Cette ventilation se fait au prorata du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A. Les données sont ensuite corrigées des variations saisonnières propres à chaque zone d'emploi et calées sur le nombre de chômeurs départementaux.

Taux de chômage au sens du BIT

Depuis fin 2007, l'Insee s'est rapproché de l'interprétation communautaire (Eurostat) de la définition du chômage au sens du BIT. En particulier, le simple renouvellement de l'inscription à Pôle emploi n'est plus considéré comme une démarche active de recherche d'emploi, alors qu'il l'était auparavant ; néanmoins, un contact avec un conseiller du service public de l'emploi au cours du mois précédent l'enquête reste considéré comme une démarche active de recherche d'emploi. La série de chômage au sens du BIT est rétropolée pour tenir compte de cette nouvelle mesure.

Le chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail.

Chômage



Nouvelles catégories de demandeurs d'emploi

Les Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (juin 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des

Le tableau suivant présente la correspondance entre les catégories désormais utilisées à des fins de publication statistique et les catégories administratives auxquelles Pôle emploi a recours dans sa gestion des demandeurs d'emploi :

actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) :

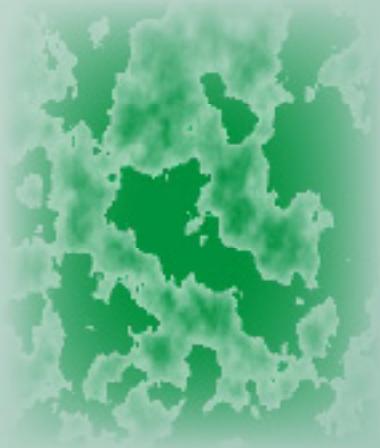
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Dans les fichiers administratifs de Pôle emploi, huit catégories de demandeurs d'emploi sont utilisées (catégories 1 à 8). Ces catégories ont été définies par arrêté (arrêté du 5 février 1992 complété par l'arrêté du 5 mai 1995). Jusqu'au mois de février 2009, les publications étaient fondées sur ces catégories.

Catégories statistiques	Catégories administratives
Catégorie A	Catégories 1,2,3, hors activité réduite
Catégorie B	Catégories 1,2,3, en activité réduite
Catégorie C	Catégories 6,7,8
Catégorie D	Catégorie 4
Catégorie E	Catégorie 5
Catégories A,B,C	Catégories 1,2,3,6,7,8
Catégories A,B,C,D,E	Catégories 1,2,3,4,5,6,7,8

L'incidence sociale

BILAN SOCIAL



Bilan social



Les situations précaires perdurent et s'amplifient encore en 2011

En 2011, le bilan social régional est marqué par une hausse de la précarité. La crise économique a des effets durables sur les situations de pauvreté. Le nombre d'allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA) augmente encore en 2011, après la hausse très importante de 2010. En 2011, le nombre d'allocataires du RSA pour les personnes sans activité a augmenté aussi. En augmentant le recours à l'intérim et aux CDD, les entreprises régionales ont gagné en flexibilité mais les emplois sont devenus plus fragiles face à un fort ralentissement de l'activité économique. L'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS) continue également d'augmenter dans la région, mais à un rythme inférieur à celui observé au niveau national. Après une relative stabilité du nombre de dossiers de surendettement déposés en 2010, on enregistre à nouveau une forte hausse en 2011. Le début de l'année 2012 est marqué par une légère baisse des dépôts de dossiers de surendettement à la Banque de France.

Fin 2011, en Poitou-Charentes, plus de 92 000 allocations de minimum social sont versées, comme le RSA, l'ASS ou l'AAH. Si chaque individu ne percevait qu'une seule de ces allocations, les allocataires représenteraient plus d'un adulte de 20 à 59 ans sur dix.

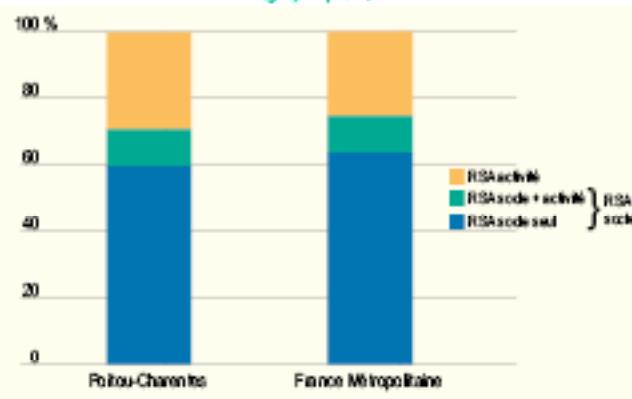
HAUSSE DES ALLOCATAIRES DU RSA MOINS FORTE QUE L'AN PASSÉ

Fin 2011, près de 54 400 allocataires perçoivent le RSA dans la région (tableau 1). Le nombre d'allocataires a augmenté en un an de 1,7 %, marquant un net ralentissement par rapport à la hausse de l'année 2010. Au niveau national, la hausse est légèrement plus importante, à 2,0 %.

Le RSA se décompose en 3 allocations : d'une part le « RSA socle seul » et le « RSA socle et activité », qui correspondent aux anciens RMI et API et constituent le RSA socle ; d'autre part le « RSA activité » (encadré 1).

En Poitou-Charentes, 71 % des allocataires perçoivent le « RSA socle » et 28 % le « RSA activité » (graphique 1). Cette répartition est stable par rapport à l'année 2010, qui avait, elle, connu une hausse de la part d'allocataires du « RSA activité » due à la nouveauté de la mesure.

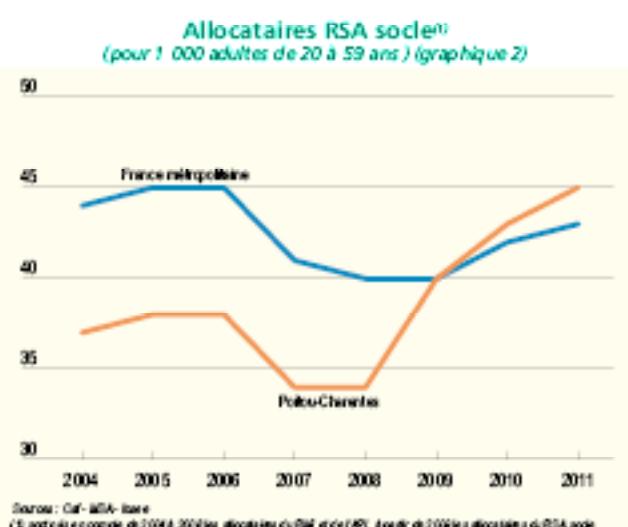
Répartition des allocataires du RSA
(graphique 1)



Source : Caf-AIDA

RSA SOCLE : SITUATIONS CONTRASTÉES AU SEIN DE LA RÉGION

En 2011, le nombre d'allocataires du « RSA socle » a augmenté de 2,9 % en Poitou-Charentes (graphique 2). La tendance nationale est la même. Au 31 décembre 2011, ils sont 39 499 à percevoir cette allocation. La croissance continue du nombre d'allocataires est aussi à mettre en lien avec l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi, notamment chez les 25-34 ans. À cet âge, l'ancienneté moyenne sur le marché du travail est faible et ne permet pas de bénéficier d'allocations chômage, d'où un basculement plus rapide vers le « RSA socle ».



1 Le Revenu de solidarité active (RSA)

Le RSA : comment ça marche ?

Le RSA vise à compléter les revenus du travail pour ceux qui en ont besoin, à encourager l'activité professionnelle et à lutter contre l'exclusion. Piloté par les Conseils généraux, le RSA fait l'objet d'un financement associant les Départements et l'Etat. La prestation est versée par les Caisses d'allocations familiales (Caf) ou les Caisses de Mutualité Sociale Agricole (CMSA).

Le RSA garantit un revenu minimum. Il est attribué aux personnes âgées de 25 ans et plus, ou celles de moins de 25 ans si elles assument la charge d'un enfant né ou à naître, ou si elles justifient de deux ans d'activité professionnelle dans les trois années précédant la demande. Son montant est déterminé en fonction de la composition familiale du foyer, du nombre d'enfants à charge, et de ses ressources (revenus d'activité, autres allocations), de façon à assurer un niveau de revenu minimum au foyer (le revenu garanti).

Le RSA couvre des situations très diverses. Il se décompose en trois allocations : le « RSA sociale seul », le « RSA sociale et activité » et le « RSA activité seul ».

- Les bénéficiaires du « RSA sociale seul » n'ont pas de revenu d'activité
- Les bénéficiaires du « RSA sociale et activité » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est inférieur au montant forfaitaire (ce montant varie selon le nombre de personnes vivant dans le foyer : il est égal à 466,99 euros pour un foyer d'une personne).

- Les bénéficiaires du « RSA activité seul » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources se situe entre le montant forfaitaire et le niveau de revenu garanti.

Les bénéficiaires du « RSA sociale seul » et ceux du « RSA sociale et activité » correspondent aux anciens bénéficiaires du RMI et de l'API.

Indicateurs de précarité (tableau 1)

	Allocataires RSA ^(*)		dont allocataires RSA Socle ^(*)		dont allocataires RSA Activité ^(*)		Allocataires ASS		Bénéficiaires AAH		Dossiers de surendettement	
	2011	Évol. 2010- 2011 (en %)	2011	Évol. 2010- 2011 (en %)	2011	Évol. 2010- 2011 (en %)	2011	Évol. 2010- 2011 (en %)	2011	Évol. 2010- 2011 (en %)	2011	Évol. 2010- 2011 (en %)
Charente	11 801	+0,7	8 711	+3,6	3 090	-6,5	2 108	-0,2	6 883	+0,3	1 414	+5,1
Charente-Maritime	20 256	+1,0	14 586	+2,1	5 670	-1,6	3 712	+5,1	9 438	-0,4	2 260	+13,9
Deux-Sèvres	8 271	+4,8	5 582	+4,6	2 689	+5,1	1 457	+2,0	6 112	+2,9	1 371	+2,7
Vienne	14 073	+1,7	10 626	+2,6	3 447	-1,1	1 852	+9,7	5 830	-0,7	1 589	+12,1
Poitou-Charentes	54 401	+1,7	39 505	+2,9	14 896	-1,5	9 129	+4,2	28 517	+1,2	6 634	+9,0
France métropolitaine	1 892 192	+2,0	1 429 841	+2,9	462 351	-0,6	345 800	+5,5	918 055	+3,8	234 493	+7,5

Sources : Caf - MSA - Pôle emploi - Banque de France

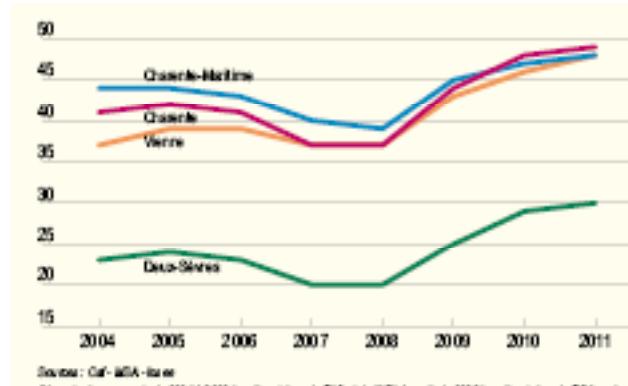
(*) données provisoires

Bilan social



Les départements de la Charente, de la Charente-Maritime et de la Vienne concentrent le plus d'allocataires (graphique 3). Avec plus de 48 allocataires du « RSA socle » pour 1 000 adultes en âge de travailler, la densité d'allocataires dans ces départements est supérieure au niveau national (43 %). Le département des Deux-Sèvres concentre moins d'allocataires, mais c'est, cette année encore, celui qui enregistre la plus forte hausse dans la région (+4,6 %).

Allocataires RSA Socle par département*
(pour 1 000 adultes de 20 à 59 ans) (graphique 3)



Sources : Caf - RSA - Isère
(*) excepté les départements de 2004 à 2009 les allocataires du RSA et de l'APL à partir de 2010 les allocataires du RSA et de l'APL

LE « RSA ACTIVITÉ » EN BAISSE

Au 31 décembre 2011, le Poitou-Charentes compte près de 14 900 allocataires du « RSA activité », en baisse de -1,4 % par rapport à l'année précédente. La région avait, au contraire, connu une des plus importantes hausses du territoire national en 2010. À l'échelle de la France également, le « RSA activité » a connu une légère baisse (-0,6 %) par rapport à 2010.

Cette apparente amélioration recouvre des contrastes à l'intérieur de la région : alors que la Charente-Maritime et la Vienne connaissent une légère baisse (respectivement -1,6 % et -1,1 %), le « RSA activité » a fortement progressé dans les Deux-Sèvres (+5,1 %), où l'on constate une importante part d'intérimaires dans les emplois salariés à bas revenus, tandis qu'il est en net repli en Charente (-6,5 %), après sa progression record de 2010 (+23,3 %). Ce département reste néanmoins très concerné par le « RSA activité », puisque 19 adultes de 20 à 59 ans sur 1 000 le touchent, alors qu'ils ne sont que 14 % dans les Deux-Sèvres.

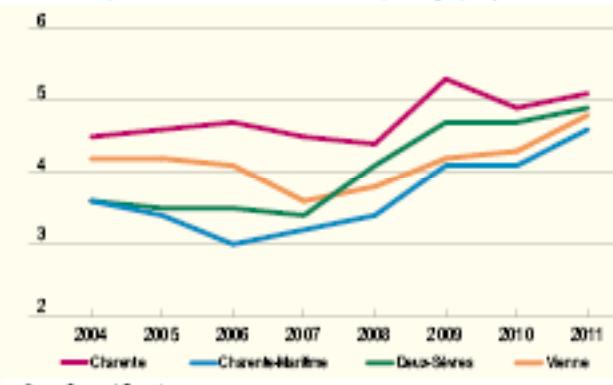
DE PLUS EN PLUS DE DIFFICULTÉS FINANCIÈRES DES MÉNAGES

En 2011, dans la région, plus de 6 600 dossiers de surendettement ont été déposés, soit une hausse de 9,0 % par rapport à 2010 (tableau 1). Le nombre de dépôts de dossiers avait augmenté en 2009, sous le coup de la crise, et s'était stabilisé à un haut niveau en 2010. Après cette nouvelle hausse en 2011, le début de l'année 2012 est marqué par une légère baisse des dépôts de dossiers de surendettement.

Les situations de surendettement augmentent en Poitou-Charentes à un rythme plus soutenu qu'au niveau national, malgré de fortes disparités selon les départements. La Vienne et la Charente-Maritime enregistrent les plus fortes hausses. Ces deux départements demeurent les moins touchés par les situations de surendettement, mais l'écart avec les autres départements est bien moindre qu'auparavant (graphique 4).

Dans la région, la Charente est le département le plus touché par le surendettement. Plus de 5 personnes de 20 ans ou plus sur 1 000 sont surendettées.

Dossiers de surendettement déposés par département
(pour 1 000 adultes de 20 ans et plus) (graphique 4)



Sources : Banque de France

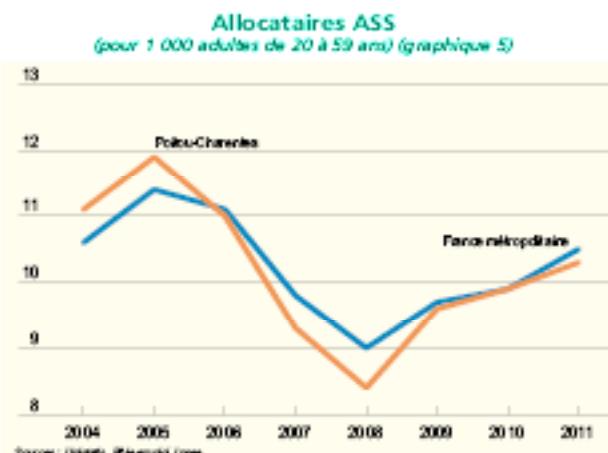
2 Les minima sociaux

Les minima sociaux sont des prestations de solidarité garantissant un minimum de ressources aux personnes les plus démunies ou disposant de très faibles revenus. Les quatre principaux sont le RSA (Revenu de solidarité active), l'AAH (Allocation aux adultes handicapés), l'ASS (l'Allocation de solidarité spécifique) et les allocations du minimum vieillesse. Le RSA et l'AAH sont versés par les Caisses d'allocation familiale et les caisses de Mutualité sociale agricole (Cmsa), l'ASS par le Pôle Emploi et les Allocations du minimum vieillesse par les caisses d'assurance maladie et les caisses de Mutualité sociale agricole (Cmsa).

LA HAUSSE DU NOMBRE D'ALLOCATAIRES DE L'ASS SE POURSUIT

En Poitou-Charentes comme en France, les effets de la crise se font encore sentir sur l'Allocation de solidarité spécifique (ASS), destinée aux chômeurs de longue durée ayant épuisé leurs droits à l'assurance chômage : elle s'élève à plus de 9 100 allocataires, soit une augmentation de 4,2 % (graphique 5). La hausse est un peu plus importante à l'échelle nationale, ce qui corrobore la hausse du chômage de longue durée, plus importante en France (+6,7 %) qu'en Poitou-Charentes (+4,5 %).

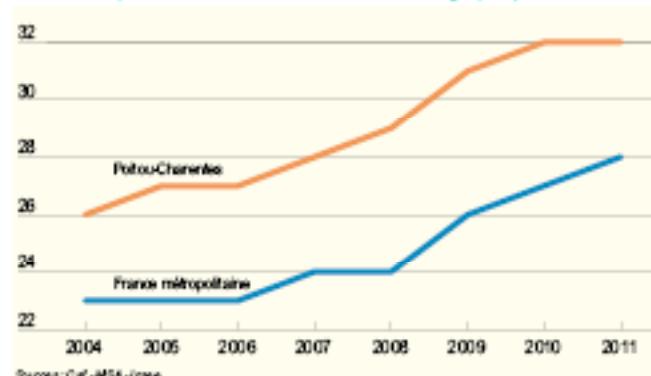
La progression est plus marquée dans la Vienne (+9,7 %) tandis que la Charente connaît une diminution du nombre d'allocataires entre 2010 et 2011 (-0,2 %). C'est la première fois depuis le début de la crise qu'un département de la région enregistre une baisse du nombre d'allocataires de l'ASS. La Charente-Maritime redevient le département comptant la plus forte part d'allocataires dans sa population (graphique 6).



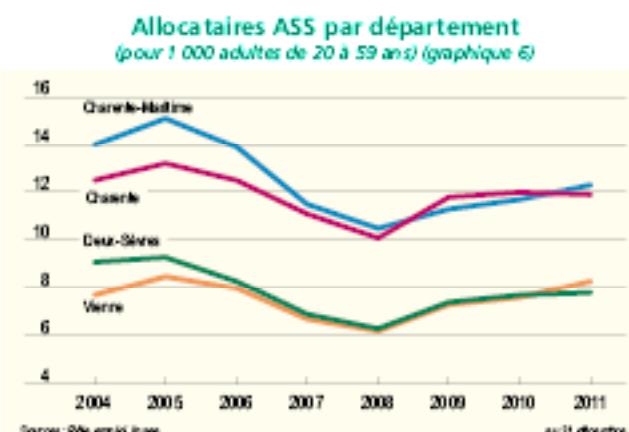
LÉGÈRE HAUSSE DU NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DE L'AAH EN POITOU-CHARENTES

Au 31 décembre 2011, 28 517 adultes bénéficient de l'Allocation adultes handicapés (AAH) en Poitou-Charentes. Comme en 2010, la hausse a été moins forte en Poitou-Charentes qu'à l'échelle nationale : +1,2 % d'allocataires dans la région, contre +3,8 % en France métropolitaine (graphique 7). Cette hausse structurelle s'explique par le vieillissement de la population active. Les bénéficiaires de l'AAH ont une moyenne d'âge plus élevée que les autres bénéficiaires de minima sociaux. Après 50 ans, le risque d'être inapte au travail est plus grand. Le départ à la retraite progressif des générations du baby-boom devrait, dans quelques années, entraîner réciproquement une diminution du nombre de bénéficiaires de l'AAH.

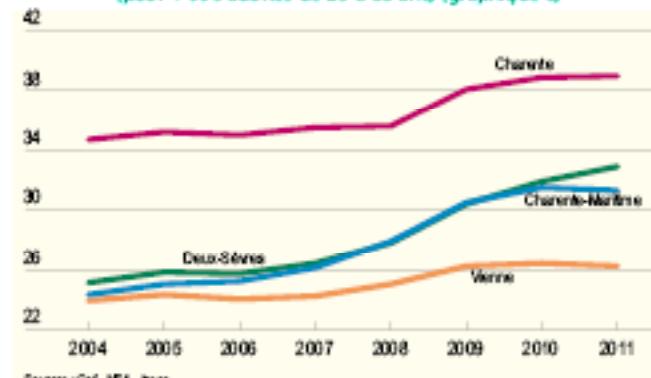
Bénéficiaires AAH
(pour 1 000 adultes de 20 à 59 ans) (graphique 7)



La répartition des bénéficiaires de l'AAH parmi les adultes de 20 à 59 ans est très inégale sur le territoire régional (graphique 8). La Charente est le département qui en concentre le plus, avec 39 bénéficiaires de l'AAH pour 1000 adultes de 20 à 59 ans. Les autres départements ont des taux moins élevés, mais seule la



Bénéficiaires AAH par département
(pour 1 000 adultes de 20 à 59 ans) (graphique 8)



Bilan social



Vienne enregistre un taux inférieur au taux national : on y compte environ 26 bénéficiaires de l'AAH pour 1 000 adultes de 20 à 59 ans, contre près de 28 au niveau national. Avec la Charente-Maritime, c'est un département où le nombre de bénéficiaires de l'AAH a diminué entre 2010 et 2011.

DÉFINITIONS

RSA

Le Revenu de Solidarité Active est entré en vigueur le 1^{er} juin 2009 en France métropolitaine et a été généralisé le 1^{er} janvier 2011 en Outre-mer. Il a pour objet « d'assurer à ses bénéficiaires des moyens convenables d'existence, afin de lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires » (loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008). Il remplace le Revenu Minimum d'Insertion (RMI), l'Allocation de Parent Isolé (API) ainsi que les mécanismes d'intéressement liés à la reprise d'emploi. Le RSA est versé par les Caf et la MSA.

AAH

L'Allocation d'Adulte Handicapé, créée en 1975, est une prestation sous condition qui permet de garantir un revenu minimal à un adulte handicapé. L'AAH est versée par les Caf et la MSA.

ASS

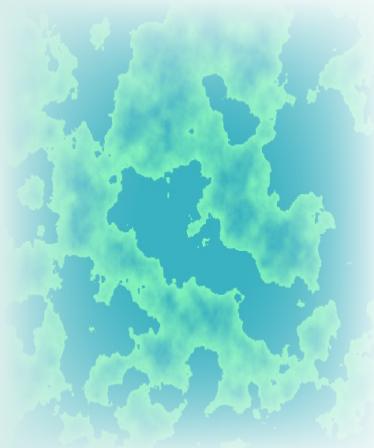
L'Allocation de Solidarité Spécifique est une allocation chômage créée en 1984 pour les chômeurs ayant épuisé leur droit à l'assurance chômage et justifiant d'au moins cinq ans d'activité salariée au cours des dix années précédant la rupture de leur contrat de travail. L'ASS est versée par le Pôle Emploi.

Surendettement

Les statistiques portent sur le nombre de dossiers de surendettement déposés à la Banque de France, et non sur le nombre de ménages ou de personnes surendettées : près de 40 % des dossiers sont des redépôts. Les diverses modifications législatives et réglementaires ont toujours un net impact sur l'entrée des dossiers. Par exemple, en 2004, l'instauration d'une nouvelle mesure d'effacement des dettes a incité de nombreux ménages à essayer d'en bénéficier.

De mois en mois

**QUELQUES FAITS MARQUANTS
DE L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE**



De mois en mois



POITOU-CHARENTES

Quelques faits marquants de l'actualité économique

Janvier

Futuroscope (86)

La Compagnie des Alpes a pris le contrôle effectif du parc à l'issue de la signature de l'ensemble des actes juridiques liés à la cession des parts.

Février

Le poulet dope l'emploi (17)

À Lagord, 75 personnes vont travailler au restaurant KFC.

STTS inaugure son usine de Rochefort (17)

Le groupe STTS (Société toulousaine de traitement de surfaces) a investi 2,2 millions d'euros dans l'achat, la rénovation et l'équipement du site de Rochefort (usine de 4 200 m² spécialisée dans la peinture d'éléments aéronautiques et ferroviaires). Ce projet a généré la création de 25 emplois.

ZTE au Futuroscope : cette fois, c'est du concret (86)

Les premiers coups de pioche de la future antenne européenne du géant chinois des télécoms seront donnés au mois d'avril. L'implantation sur la Technopole du Futuroscope de l'antenne du géant chinois des télécoms ZTE représentera, à terme, une surface à construire de 60 000 m².

7,1 millions d'euros pour le port de La Rochelle (17)

La commission européenne accorde une aide exceptionnelle de 7,1 millions d'euros au titre du Feder au projet du Grand Port Maritime de La Rochelle. Cette décision récompense ainsi l'unique « Grand projet à dimension européenne » inscrit au titre du CPER Poitou-Charentes 2007-2013, qui vise, à terme et grâce à un investissement total de 67,7 millions d'euros, à faciliter l'inter-modalité des transports et valoriser le fret maritime, pour offrir une alternative aux transports routiers dans la dynamique interrégionale.

Mars

Hersand en redressement (86)

Fragilisée, l'entreprise de transports Hersand (251 salariés) vient d'être placée en redressement judiciaire.

Poitiers-Sud (86)

Extension du centre commercial d'Auchan Poitiers-Sud avec l'ouverture de dix nouveaux commerces.

Saint-Michel : 60 emplois sauvés (16)

Les papeteries de Saint-Michel ont été reprises par le groupe cognacais Thiollet qui garde 60 des 89 salariés.

La fin des papeteries de Veuze (16)

Il n'y aura pas de repreneur pour les papeteries de Veuze à Magnac qui avaient été créées en 1828. Cette entreprise charentaise, vieille de deux siècles, employait 91 salariés.

Avril

CEIT illuminera le métro de Montréal (86)

CEIT à Loudun vient de décrocher le marché de la fourniture des luminaires du métro de Montréal. Ce contrat est d'un montant de 11 millions de dollars. Les études et la conception seront réalisées à Loudun ce qui devrait entraîner la création de 5 à 6 emplois au bureau d'études.

SCOP Genty en liquidation judiciaire (79)

Les 77 salariés travaillant à la SCOP Genty (société coopérative de transports de marchandises), implantée à Frontenay-Rohan-Rohan, vont devoir s'inscrire au chômage car l'entreprise est placée en liquidation judiciaire.

Deux nouvelles lignes à l'aéroport de La Rochelle : Paris et Porto (17)

Après plusieurs années d'interruption, l'aéroport de La Rochelle est à nouveau relié avec Paris-Orly par la compagnie Airlinair avec deux allers-retours quotidiens. De plus, une nouvelle desserte est mise en place par Ryanair avec une liaison avec le Portugal (Porto).

De mois en mois



Mai

La pépinière d'entreprises Monory inaugurée (86)
Ouverte en mars dernier sur la zone René Monory, à Châtellerault, la pépinière d'entreprises a été inaugurée. Six entreprises y sont installées (DSI Laser, Wéole Energy, SCS, Soluéo, Perraud Conseil et ABQI).

Juin

7^e centre d'appels pour Sténico (17)

Sur 500 mètres carrés, Sténico ouvre à Saintes son 7^e centre d'appels et crée 50 emplois. La société, basée à La Rochelle, est spécialisée dans la télévente. Société familiale, fondée en 1995, Sténico est implantée en Charente-Maritime, Deux-Sèvres et Vendée. Elle emploie 400 personnes.

Ryanair dit oui à Edimbourg mais pas à Barcelone (86)

Le vol Poitiers-Edimbourg (2 par semaine) a repris à l'aéroport de Biard, jusqu'à fin août. Poitiers-Édimbourg, c'est 15 000 voyageurs par an.

La société Larime est en liquidation (17)

La société de Lagord, spécialisée en études cliniques sur les médicaments a mis la clé sous la porte et a licencié ses 18 salariés.

Mia Electric recrute 100 personnes (79)

Mia Electric, constructeur de véhicules électriques, à Cerizay (Deux-Sèvres) va recruter une centaine de personnes, essentiellement des opérateurs d'assemblage. Ces personnels seront embauchés en CDD pour 6 mois puis en CDI. Héritée de Heuliez, l'entreprise a démarré avec 35 personnes. L'effectif est ensuite passé à 150 salariés. Il est actuellement de 200 personnes et devrait se stabiliser à 300 cet automne.

Juillet

Arféo reprend Buroform (86)

Arféo reprendra Buroform au 1^{er} août. Le tribunal de commerce de Poitiers a rendu son jugement. L'entreprise spécialisée dans la fabrication de mobilier de bureau était en redressement depuis décembre dernier. Deux dossiers de reprises avaient été présentés la semaine dernière. Cinq personnes doivent être licenciées à la rentrée.

Août

420 emplois en CDI à l'Isle d'Espagnac (16)

La société ARVATO, leader français des centres d'appel ouvre un nouveau site dans la zone industrielle n° 3 de l'Isle d'Espagnac. Ce sont dans les 3 ans, 420 emplois en CDI. Trois millions d'euros seront investis dans les travaux nécessaires pour l'installation.

Doux (86)

Le groupe volailler breton a annoncé son désir de fermer l'unité de production à Champagné-Saint-Hilaire, qu'elle possédait depuis 1996. Cette usine, spécialisée dans l'abattage et la découpe de lapins et de chevreaux, employait 39 salariés. L'affaire n'a pas duré longtemps, le groupe Doux a confirmé la fermeture du site mi-août.

Septembre

Mecaplast laisse partir 130 emplois (16)

Les repreneurs (potentiels) des 2 sites charentais du groupe Mecaplast, basé à Monaco, ne devraient conserver que la moitié des effectifs. À Mornac, il ne restera que 111 salariés sur 230 et 20 sur 33 à La Roche Foucauld. Les 2 usines sont spécialisées dans la production de tissus et de tapis pour le secteur automobile. Lors du rachat de Silact par Mecaplast, en 1995, le groupe comptait un millier d'emplois en Charente. Un chiffre divisé par 4 depuis.

Eco et mobilité placée en redressement judiciaire (86)

Né à Chauvigny et installé à Mazerolles depuis cet été, le fabricant de véhicules électriques a déposé au tribunal de commerce de Poitiers une déclaration de cessation des paiements. Dans la foulée, l'entreprise a été placée en redressement judiciaire, avec une période d'observation de 6 mois.

Octobre

L'usine Montupet en redressement judiciaire (86)

Le tribunal de commerce de Nanterre vient de mettre la fonderie du Poitou Aluminium, une filiale de l'usine Montupet, à Ingrandes sur vienne en redressement judiciaire. L'objectif reste de trouver un repreneur.

La Compagnie européenne d'Emballage (CEE) augmente ses productions (79)

CEE investira 16 millions d'euros sur 2011-2012 dans un programme d'extension et de modernisation de son site de Thouars. Ce qui devrait entraîner la création d'une vingtaine d'emplois.

LGV : le groupe Vinci joue cartes sur table (86)

Liséa, filiale de Vinci, a lancé officiellement, à Poitiers, le chantier de la future ligne du TGV sans chercher à masquer les difficultés à venir.

Novembre

La fin de Key Plastics (17)

Key Plastics Interior (KPI) (spécialiste dans la fabrication d'aérateurs) fermera définitivement son site de Rochefort le 15 novembre. Une décision annoncée dès le mois de mai à la quarantaine de salariés.

Airlinair assurera Poitiers-Lyon et Poitiers-Ajaccio (86)

La compagnie Airlinair a remporté le marché des lignes à destination de Lyon et d'Ajaccio.

De gros contrats pour la SAFT (86)

La Saft Poitiers va équiper, en batteries, des satellites utiles pour les télécommunications mobiles, GPS, ... L'entreprise vient de remporter un contrat de plusieurs millions d'euros avec Thales Alinea Space.

Hermès en charentaises (16)

Le groupe Hermès lance le recrutement de sa future Maroquinerie de la Tardoire qui ouvrira en janvier à Montbron. Une trentaine de personnes au départ pour fabriquer de petits objets en cuir.

Lait : la fusion a mal tourné

Ce devait être la deuxième coopérative laitière en France. Mais la fusion totale entre les coop nantaise Euriel et picto-charentaise Glac ne se fait finalement pas. L'annonce avait été faite en grandes pompes en juin 2010.

Sedis perd 50 autres emplois (17)

La Sedis (Service et Distribution), à Pons en Charente-Maritime, va licencier 50 personnes sur un effectif de 80 salariés. La société, spécialisée dans le conditionnement et la distribution de confiseries et pâtisseries, avait déjà procédé à un premier plan social de 28 suppressions d'emplois en juillet dernier. L'entreprise en redressement judiciaire depuis le 16 juin afficherait un passif de 6 millions d'euros.

Treize licenciements chez Mory Team (16)

Treize licenciements pour 30 salariés. Le groupe avait été placé en redressement judiciaire puis repris par le groupe Caravelle.

SNGC liquide 70 emplois (79)

La société niortaise spécialisée dans les métiers de la climatisation, du chauffage, de la ventilation et de l'électricité vient d'être mise en liquidation par le tribunal de commerce de Niort. Elle laisse sur le carreau 70 personnes.

Fenwick : la barre des 35 000 chariots (86)

Paradoxal et spectaculaire. Malgré la crise, l'usine de Cenon-sur-Vienne annonce un record historique de production cette année.

Sitel crée 60 emplois (17)

Sitel France recrute 60 nouveaux collaborateurs pour son site rochelais de Périgny. La société recherche trois types de profils : des conseillers clientèle consommation et vente et des superviseurs d'équipes. 1er créateur d'emplois de la région en 2010 avec 550 créations nettes, le centre de Périgny qui fête ses 10 ans emploie un millier de personnes.

Décembre

La CEPAM liquidée : 82 emplois supprimés (79)

La SCOP CEPAM était leader sur son marché dans la fabrication et distribution de lambris, plinthes, moulures, plans de travail, façades, caissons. Mais la belle aventure de la scop n'aura pas duré. La Cepam, à Mauzé-sur-le-mignon vient d'être mise en liquidation judiciaire.

Reprise espagnole pour la Sedis (17)

Le tribunal de commerce de Saintes vient d'accepter l'offre de reprise de la Sedis, à Pons. Le plan de reprise prévoit le maintien de 38 emplois sur l'effectif de 80 personnes. La société va être placée en liquidation judiciaire avec poursuite de l'activité jusqu'à la fin du mois. Le travail devrait reprendre le 2 janvier avec une nouvelle société, dénommée BCF France.

BIBLIOGRAPHIE

Les extraits proposés sont issus de la presse nationale et régionale : Les Echos, La Tribune, Le Figaro, L'Hebdo, L'avenir, Sud-Ouest, Centre Presse, La Nouvelle République, Courrier de l'Ouest, Charente Libre.

